

Bibl. cant. VS Kantonsbibl.



1010381072

L'élaboration
de la
Constitution valaisanne
du 12 mai 1815

THÈSE

*présentée à la Faculté de droit et des sciences économiques et sociales
de l'Université de Fribourg (Suisse)*

par

OSCAR GAUYE
LICENCIÉ EN DROIT

pour l'obtention du grade de docteur en droit

1961

L'élaboration de la Constitution valaisanne
du 12 mai 1815

L'élaboration
de la
Constitution valaisanne
du 12 mai 1815

THÈSE

*présentée à la Faculté de droit et des sciences économiques et sociales
de l'Université de Fribourg (Suisse)*

par

OSCAR GAUYE
LICENCIÉ EN DROIT

pour l'obtention du grade de docteur en droit

*Acceptée par la Faculté de droit et des sciences économiques et sociales,
le 22. 12. 1959, sur proposition de*

*M. le professeur E. F. J. Müller-Büchi (premier rapporteur)
et de M. le professeur J. Darbellay (second rapporteur)*

1961

A. & E. Schmid, Sion

TA 17.550



62/366

La Faculté de droit et des sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg (Suisse) n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions émises dans une thèse : elles doivent être considérées comme propres à l'auteur (Décision du Conseil de la Faculté du 1er juillet 1916).

A la mémoire de ma mère

A mon père

AVANT-PROPOS

La chute de Napoléon entraîna non seulement le remaniement de la carte de l'Europe, mais rendit nécessaire la réorganisation politique des territoires qui, de 1790 à 1813, avaient vécu sous l'influence directe ou indirecte de la France¹. C'est aux Alliés (Angleterre, Russie, Autriche et Prusse) qu'incombèrent ces tâches. Ils s'acquittèrent de la première en réunissant à Vienne tous les Etats qui avaient pris part à la guerre, et résolurent la seconde en favorisant, dans une certaine mesure, le rétablissement des régimes politiques antérieurs à la Révolution.

Les anciens alliés du Valais, les cantons suisses, qui se sentaient naturellement attirés vers ce «courant» réactionnaire, reprirent leur indépendance.

Sur le plan fédéral, Fribourg, Soleure, Lucerne, Berne, Uri, Schwyz, Unterwald et Zoug voulaient revenir aux anciennes alliances. Berne réclamait la restitution des Pays de Vaud et d'Argovie, Uri revendiquait la Léventine, Schwyz désirait incorporer à son territoire les localités d'Uznach et de Gaster, et Zoug convoitait le Freiamt.

Les onze autres Etats reconnaissaient, en revanche, l'existence de XIX cantons et désiraient doter la future Confédération d'un pouvoir central.

Ces divergences de vues provoquèrent la convocation de diètes séparées. Les adeptes de «la vieille Suisse» s'assemblèrent à Lucerne dans le but de restaurer la Confédération des XIII cantons. Les partisans de «la nouvelle Suisse» se réunirent à Zurich pour confirmer, dans ses grandes lignes, l'organisation politique établie par Bonaparte.

Après de nombreuses démarches et un ultimatum du chevalier de

1. Napoléon régnait directement sur l'Empire français qui comprenait la France, la Belgique, les provinces du Rhin, les Pays-Bas, les provinces allemandes du Nord, les provinces illyriennes, le tiers de l'Italie, le Valais et une partie de la Suisse. Par la conclusion de traités d'alliance offensive et défensive, il avait fait sentir son influence aux royaumes d'Espagne, de Naples, d'Italie, de Westphalie, à la Confédération du Rhin, à la Suisse et au Danemark. En 1812, il avait même contraint la Prusse et l'Autriche à s'unir avec lui contre la Russie. L'Angleterre, la Russie, la Suède, la Sicile, le Portugal et les insurgés d'Espagne étaient seuls restés hors de sa dépendance (Ch. SEIGNOBOS, Histoire politique de l'Europe contemporaine, t. I, Paris, 7e éd., 1929, p. 1).

Lebzelter et du comte Capo d'Istria, représentants de l'empereur François et du tzar Alexandre, les Etats assemblés à Lucerne consentirent, à l'exception de Schwyz et de Nidwald², à se joindre aux cantons réunis à Zurich. De cette assemblée, que l'on surnomma la longue Diète³, sortit finalement le Pacte fédéral du 7 août 1815. Avec l'admission du Valais, de Genève et de Neuchâtel, ce traité d'alliance faisait de la Suisse une Confédération de XXII cantons unis entre eux sous une autorité suprême : la Diète fédérale.

Le droit public cantonal⁴ subit lui aussi l'influence des idées de la Restauration. Fribourg, Soleure, Lucerne et Berne rétablirent leurs anciens patriciats. Zurich, Schaffhouse et Bâle confièrent la direction des affaires publiques à des corporations d'artisans. Uri, Schwyz, Unterwald, Zoug, Glaris et Appenzell revinrent à leurs institutions démocratiques. Vaud, Tessin, Argovie, St-Gall et Thurgovie favorisèrent l'accès au gouvernement des classes possédantes. Les Grisons maintinrent l'antique système fédératif des trois Liges et des Juridictions (Hochgericht et Gericht). Genève opta pour un gouvernement bourgeois, tout en conservant les formes de l'ancien régime aristocratique. La monarchie de Neuchâtel, enfin, restaura les audiences générales du XVIII^e siècle.

C'est dans un même esprit réactionnaire que les dizains du Valais, favorables dans leur majorité au rétablissement de l'ancien système, entreprirent l'élaboration de la constitution que nous nous sommes proposé d'étudier.

Ce travail comprend une introduction, une partie historique et un appendice.

L'introduction décrit sommairement les institutions valaisannes à la veille de la Révolution et les principaux événements politiques qui marquèrent l'histoire du Valais de 1798 à 1813.

La partie historique, objet essentiel de cette étude, est consacrée à

-
2. Des mesures militaires durent être prises pour obliger Nidwald à reconnaître le nouvel état de choses créé dans la Confédération (J. DIERAUER, *Histoire de la Confédération suisse*. Traduit de l'allemand par A. Reymond, t. V, Lausanne, 1919, p. 455.- E. His, *Geschichte des neuern schweizerischen Staatsrechts*, t. II, Basel, 1929, pp. 44-45).
 3. C. HILTY, *Die lange Tagsatzung*, dans *Politisches Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft*, 1887 pp. 42 ss.
 4. J.-K. BLUNTSCHLI, *Geschichte des schweizerischen Bundesrechtes von den ersten ewigen Bünden bis auf die Gegenwart*, t. I, Stuttgart, 1875, pp. 495 ss. - DIERAUER, op. cit. pp. 389 ss. - E. GAGLIARDI, *Histoire de la Suisse*. Traduit de l'allemand par A. Reymond, t. II, Lausanne, 1925, pp. 96 ss. - A. HEUSLER, *Schweizerische Verfassungsgeschichte*, Basel, 1920, pp. 334 ss. - HIS, op. cit. pp. 6 ss. - Pour le texte des constitutions cantonales de la Restauration, cf. P. USTERI, *Handbuch des schweizerischen Staatsrechts*, 2 vol., Aarau, 1821.

la genèse de la Constitution du 12 mai 1815. Recourant à maintes reprises aux Mémoires du chanoine de Rivaz⁵ et à une série de documents provenant des Archives cantonales du Valais, des Archives d'Etat de Berne, des Archives d'Etat de Genève et des Archives fédérales, nous avons essayé, sans entrer dans tous les détails, de reconstituer l'histoire de la lente et difficile élaboration de cette loi fondamentale.

Les constituants valaisans, les auteurs de la plupart des chartes cantonales et les responsables de la rédaction du Pacte fédéral s'étant trouvés à cette époque devant des difficultés analogues, il nous a paru moins indispensable d'en faire une étude comparée. Nous nous sommes dès lors borné à suivre l'évolution politique du Valais.

-
5. A.-J. de RIVAZ, Mémoires historiques sur les révolutions et les événements arrivés en Valais depuis 1798, manuscrit, 423 p. - Anne-Joseph de Rivaz est né à Paris, le 15 octobre 1751. Il était le fils de Pierre de Rivaz, de Saint-Gingolph, historien, ingénieur, mécanicien, inventeur et privilégié de Louis XV. Doué pour l'étude, le jeune Anne-Joseph fréquente successivement le collège de Sion, le collège helvétique de Milan et le collège royal de Thonon. En 1774, on le trouve à Paris. Il habite au séminaire de St-Nicolas et suit des cours de théologie à la Sorbonne. Ordonné prêtre en 1776, il devient vicaire de St-Maurice. En 1778, il obtient de Mgr Ambüel l'autorisation de se rendre en France. Une fois à Paris, l'abbé de Rivaz, à court d'argent, songe à tirer parti des inventions de son père. Mais ce n'est pas chose facile. «Une partie de mon temps, écrit-il à sa sœur, se passe en visites de cérémonies, de bienséance, d'intérêts. Toujours redire la même chose, parler de moi, de mon père ; en reparler jusqu'en m'en étourdir moi-même. Ce manège me lasse, mais je reprends courage, parce qu'il y va de la gloire de notre père...». Pourtant, ses démarches ne sont pas complètement inutiles, puisque, le 5 juillet 1779, grâce à l'appui de notables et de quelques ecclésiastiques, il est nommé grand vicaire honoraire de Dijon. Cette dignité ne suffisant pas à le faire vivre, l'abbé de Rivaz, qui termine à cette époque ses études de droit, trouve un emploi de précepteur dans la maison du duc de Trémoille. En 1789, pour le récompenser de sa collaboration à l'élaboration de divers travaux scientifiques, le roi Louis XVI lui accorde une pension annuelle de 2000 francs. Mais, en 1790, à la suite de la votation de la constitution du clergé et de l'adoption du décret exigeant un serment de la part des prêtres, de Rivaz quitte la France. En 1792, Mgr Blatter le nomme auditeur de curie. De 1795 à 1811, de Rivaz devient successivement curé de Saillon (1795), Leytron (1796) et Conthey (1798-1811). En 1811, il est promu au rang de chanoine résident de la cathédrale de Sion et, en 1822, le Chapitre le nomme grand-sacristain. Anne-Joseph de Rivaz meurt à Sion, le 3 juin 1836. (J.-E. TAMINI, Sa Dignité le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, grand-sacristain de l'église cathédrale de Sion (1751-1836), Saint-Maurice, 1936). - En dépit d'une existence mouvementée, le chanoine de Rivaz a laissé de nombreux écrits théologiques et historiques. Au nombre de ces derniers, il faut relever 18 volumes manuscrits intitulés «Opera historica», ainsi que plusieurs autres mémoires se rapportant à l'histoire du Valais, parmi lesquels figure le manuscrit que nous avons consulté. Malgré l'aspect négligé de ce dernier, il convient de relever la valeur du témoignage qu'il renferme. L'auteur ne s'est pas contenté de rassembler des faits, il a essayé de les discuter, de les juger et surtout d'en montrer leurs causes et leurs «relations cachées». C'est ce que nous avons constaté à plusieurs reprises en parcourant les pages consacrées à l'élaboration de la Constitution du 12 mai 1815.

L'appendice reproduit le texte de la Constitution et l'Acte de réunion du Valais à la Suisse.

Nous disons notre vive gratitude au professeur Emil F.-J. Müller-Büchi, qui a bien voulu assumer la direction de notre thèse et dont les conseils nous ont été très précieux. Nos remerciements s'adressent également à Messieurs André Donnet et Grégoire Ghika, archivistes à Sion, qui nous ont suggéré le titre de cette étude. Nous exprimons enfin nos sentiments de reconnaissance à Monsieur Léonard Haas, directeur des Archives fédérales à Berne, pour la bienveillance qu'il nous a témoignée dans l'élaboration de ce travail.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. Sources manuscrites

SION, ARCHIVES D'ETAT (AV)

A. Fonds officiel

1. Transition (1814-1815) (T)
T. 3, T 5
2. Département de l'instruction publique
No 4 : Collège d'Etat
3. Protocoles de la Diète à partir de 1815

B. Fonds de Rivaz (Rz)

1. Vol. 63, Anne-Joseph de RIVAZ, Mémoires historiques sur les révolutions et les événements arrivés en Valais depuis 1798, 423 pages (Mémoires)
2. Vol. 64
3. Cart. 81
4. Cart. 89

C. Fonds de Riedmatten (Ri)

- A IV, 1/5, 1/6

SION, ARCHIVES DE VALÈRE (A Va)

T 80-119

BERNE, ARCHIVES FÉDÉRALES (AF)

1. Urkunden, 1814-1848
2. Diète (1814-1848), vol. 21, 24, 209, 210, 695, 2174
3. Copies Paris, Aff. étr., Valais, V, IX
4. Copies Vienne, Schweiz, I. Gruppe, Varia 1813-1814 ; 1814-1820

BERNE, ARCHIVES D'ETAT (AEB)

Akten des Geheimen Rates, Bd. 25, Abteilung VII, Wallis

GENÈVE, ARCHIVES D'ETAT

Copies de St-Pétersbourg, Nos VI, IX

II. Sources imprimées

TEXTES OFFICIELS

- Recueils des lois du Valais, 1802-1833, 5 vol. (RL)
- Recueil officiel des pièces concernant le droit public de la Suisse, 1813-1848, 3 vol. (RO)

RECUEIL DE TEXTES

- Eidg. Abschiede von 1814 und 1815, t. 3 (EA)
- Message du Conseil d'Etat du Valais, du 8 février 1919
- J. STRICKLER, Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik, t. I, V, 1886, 1895 (Strickler, AS)
- A. RUFER, idem, t. XIV, 1957 (Rufer, AS)

PÉRIODIQUES

- Gazette de Lausanne, 1815
- Gazette du Simplon, 1844

III. Ouvrages et articles consacrés à l'histoire du Valais

- Armorial Valaisan, Zurich, 1942
- F. BARBEY, La route du Simplon, Genève, 1906
- V. VAN BERCHEM, Guichard Tavel, Evêque de Sion, (1342-1375), extrait du Jahrbuch für Schweizerische Geschichte, t. XXIV, Zurich, 1899
- P. BIDERBOST, Die Republik Wallis 1802-1810. Ein Beitrag zur Walliser Verfassungsgeschichte, Lausanne, 1959
- V. BIELER, Notice sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais depuis 1847, St-Maurice, 1930
- L. BOURCARD, L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII^e siècle et son histoire de 1798 à 1830, St-Maurice, 1938
- P. BRIDEL, Essai statistique sur le canton du Vallais, Zurich, 1820
- H. BROUZOZ, Histoire du Valais, Vevey, 1859
- A. BUCHI-E.F.J. MULLER, Kardinal Matthäus Schiner, t. II, Freiburg, 1937
- M. FARQUET, L'école valaisanne de 1830 à 1910. Histoire et organisation, extrait de Vallesia, Sion, 1949
- H. GAY, Histoire du Vallais, Genève, 1903
- G. GHICA, La fin de l'état corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des dizains au XVII^e siècle, Sion, 1947
- J. GRAVEN, Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan jusqu'à l'invasion française de 1798, Lausanne, 1927
- P.A. GRENAT, Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815, Genève, 1904
- G. OGGIER, Wallis in den Jahren 1814 und 1815, dans Blätter aus der Walliser Geschichte, t. II, Sitten, 1898-1899
- L. RIBORDY, Documents pour servir à l'histoire du Valais, Sion, 1885
- CH.-E. DE RIVAZ, Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau, publiés par Grenat, Sion, 1890
- H. ROSSI, Kaspar Eugen Stockalper von Thurm (1750-1826), Freiburg (Schweiz), 1942
- A. RUFER, Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais, extrait de Vallesia, Sion, 1953
- M.A. SADRAIN, La réunion du Valais à la France (1870), Bourges, 1936
- M. SALAMIN, Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802), extrait de Vallesia, Sion, 1957
- Pierre-Joseph de Chastonay et l'insurrection de 1799, extrait des Annales valaisannes, 30, 1955
- A. SEILER, Histoire politique du Valais (1815-1844). Traduit de l'allemand par G. Ghika, extrait des Annales valaisannes, 26, 1951
- F. SEILER, Der Uebergang vom föderativen zum modernen Referendum im Kt. Wallis, Brig, 1921
- K. STOCKALPER VON THURM, Aktenmässige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis seit den fünfzig letzten Jahren, Sitten, 1847
- J.-E. TAMINI, Sa Dignité le chanoine Anne-Joseph de Rivaz, grand-sacristain de l'église cathédrale de Sion (1751-1836), St-Maurice, 1936

IV. Ouvrages d'histoire générale et de droit

- J.-K. BLUNTSCHLI, Geschichte des schweizerischen Bundesrechtes von den ersten ewigen Bünden bis auf die Gegenwart, t. I, Stuttgart, 1875
- H. CAPITANT, Vocabulaire juridique, Paris, 1936
- W. COXE, Lettres de M. William Coxe à M. W. Melmoth sur l'état politique, civil et naturel de la Suisse. Traduit de l'anglais par M. Ramond, t. II, Paris, 1787
- Dictionnaire historique et biographique de la Suisse, t. VI, VII, Neuchâtel, 1932, 1935 (DHBS)
- J. DIERAUER, Histoire de la Confédération suisse. Traduit de l'allemand par A. Reymond, t. V, Lausanne, 1919
- A. FAVRE, Cours de droit public suisse professé à l'Université de Fribourg pendant l'année 1950-1951, cahier I
- E. GAGLIARDI, Histoire de la Suisse. Traduit de l'allemand par A. Reymond, t. II, Lausanne, 1925
- A. HEUSLER, Schweizerische Verfassungsgeschichte, Basel, 1920
- C. HILTY, Die lange Tagsatzung, dans Politisches Jahrbuch der schweizerischen Eidgenossenschaft, Bern, 1887
- E. HIS, Geschichte der neuern Schweizerischen Staatsrechts, t. II, Basel, 1928
- U. LAMPERT, Kirche und Staat in der Schweiz, t. II, Freiburg (Schweiz) und Leipzig, 1938
- W.-A. LIEBESKIND, Le souverain des anciennes républiques suisses, dans Bulletin of the International Committee of historical sciences, No 37, december 1937
- E. MALLET, Mémoire historique sur l'élection des Evêques de Genève, dans Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, t. II, Genève, 1843
- W. MARTIN, La Suisse et l'Europe (1813-1814), Lausanne, 1931
- E. MEIER, Markus Mousson, Kanzler der Eidgenossenschaft, extrait des Zürcher Beiträge zur Geschichtswissenschaft, t. 14, Zürich, 1952
- B. VAN MUYDEN, La Suisse sous le Pacte de 1815, t. I, Lausanne et Paris, 1890
- H. NORMANN, Geographisches und Historisches Handbuch der Länder-Völker und Staatenkunde, t. IV, Hamburg, 1798
- W. OECHSLI, Geschichte der Schweiz im neunzehnten Jahrhundert, t. II, Leipzig, 1913
- C. SCHMITT, Verfassungslehre, München, 1928
- CH. SEIGNOBOS, Histoire politique de l'Europe contemporaine, t. I, Paris, 7e éd., 1929
- C. SIEGWART-MÜLLER, Der Kampf zwischen Recht und Gewalt in der schweizerischen Eidgenossenschaft und mein Anteil daran, Altdorf, 1864
- P. USTERI, Handbuch des schweizerischen Staatsrechts, t. I-II, Aarau, 1821
- F. VON WYSS, Leben der beiden Zürcherischen Bürgermeister David von Wyss, Vater und Sohn, t. II, Zürich, 1886

INTRODUCTION

Le Valais de 1798 à 1813

A la veille de la Révolution de 1798, le Valais comprenait deux contrées juridiquement distinctes : le Haut et le Bas-Valais. Il y avait, en effet, une différence marquée entre ces territoires, en ce sens que les habitants de la partie occidentale n'étaient pas égaux en droits avec ceux de la partie orientale.

Le Haut-Valais, pays allié des cantons suisses, était une confédération formée de sept Etats, appelés dizains.

Le Bas-Valais, sujet du Haut depuis 1475, était divisé en bailliages et administré par des gouverneurs qui se préoccupaient bien plus des avantages que cette situation procurait au Souverain que du bien-être des populations placées sous leur autorité.

Le régime politique de cet Etat fédératif faisait des communes les titulaires de la souveraineté¹. Elles exerçaient celle-ci en commun, dans des assemblées groupant les citoyens âgés de 14 ans révolus. Leurs députés à la Diète votaient d'après les instructions reçues et ils avaient l'obligation, s'ils se trouvaient pris au dépourvu, d'attendre un mandat précis avant de se déterminer.

A la fin de chaque session, les décisions de la Diète étaient consignées dans un Recès et remises aux communes pour être sanctionnées. Ces dernières faisaient connaître leur volonté par un vote majoritaire ; ce qu'elles ratifiaient obtenait force de loi.

En plus de cette importante attribution, les communes pouvaient administrer leurs biens, faire régner l'ordre sur l'ensemble de leur territoire et, si elles désiraient, posséder un tribunal. L'exécution de ces dif-

1. Heinr. NORMANN, *Geographisches und Historisches Handbuch der Länder-Völker und Staatenkunde*, t. IV, Hamburg, 1798, pp. 2685 ss. - Voir également : W. COXE, *Lettres de M. William Coxe à M. W. Melmoth sur l'état politique, civil et naturel de la Suisse*. Traduit de l'anglais par M. Ramond, t. II, Paris, 1787, pp. 4 ss. - W.-A. LIEBESKIND, *Le souverain des anciennes républiques suisses*, dans *Bulletin of the International Committee of historical sciences*, No 37, december 1937, p. 472. - Voir également : G. GHICA, *La fin de l'état corporatif en Valais et l'aboutissement de la souveraineté des dizains au XVIIe siècle*, Sion, 1947, pp. 218 ss.

férentes tâches était confiée à quelques fonctionnaires, à la tête desquels se trouvait le chef de la commune.

Les dizains étaient de petites républiques indépendantes. A l'exception de celui de Sion, dominé par l'élément aristocratique, ils avaient tous une constitution démocratique. Chacun était régi par ses lois particulières et par ses coutumes, et possédait son gouvernement et son propre tribunal.

Les trois premiers magistrats du dizain étaient le grand-châtelain (major, juge de dizain), le banneret et le capitaine. Alors que le premier était élu pour deux ans, les deux autres exerçaient leur charge à vie. Ces trois personnages formaient, avec les anciens grands-châtelains et un ou deux chefs de commune, le Conseil de dizain.

La Diète comprenait quatre députés par dizain, l'évêque² et, à certaines occasions, deux membres du Chapitre³. Elle se réunissait deux fois par an, en mai et en décembre.

Cette assemblée devait notamment défendre les intérêts de la Confédération, diriger la politique étrangère, trancher les questions touchant à la guerre et à la paix, nommer l'évêque⁴, le bailli, le vice-

2. Détenteur du pouvoir temporel depuis l'année 999, l'évêque de Sion jouit jusqu'au début du XIV^e siècle d'une souveraineté presque absolue sur l'ensemble du Valais. Grâce aux pouvoirs étendus que lui avait conférés Rodolphe III de Bourgogne, il gouvernait librement, exerçait la haute et la basse justice, accordait les privilèges, déterminait les limites de compétence de ses vassaux, protégeait les routes, les marchés et les foires, veillait au maintien de la sécurité publique et réclamait, lorsque l'indépendance du pays était menacée, le concours du bras séculier.

Mais le développement de l'esprit communal, la naissance de l'état corporatif, l'activité politique des patriotes, les graves manquements du clergé, la faiblesse de l'épiscopat et l'influence de la Réforme protestante ébranlèrent fortement sa puissance. Dans la lutte qui l'opposa aux partisans de la séparation du spirituel et du temporel, il sortit vaincu. Aussi, à partir du XVII^e siècle, vit-on les dizains se déclarer source principale du droit public valaisan et concrétiser leur supériorité en réglant, de leur propre chef, leurs rapports avec les évêques de Sion (G. GHICA, op. cit. - J. GRAVEN, Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan jusqu'à l'invasion française de 1798, Lausanne, 1927. - DHBS, t. VI, Neuchâtel, 1932, pp. 205-207. - V. VAN BERCHEM, Guichard Tavel, évêque de Sion (1342-1375), extrait du Jahrbuch f. Schweiz. Geschichte, t. XXIV, Zurich, 1899).

3. Il prenait part à l'élection du Bailli (NORMANN, op. cit. p. 2691).

4. Si l'on se réfère à la déclaration que le Pape fit à la Diète de Worms en 1122 (E. MALLET, Mémoire historique sur l'élection des Evêques de Genève, dans Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 1843, t. II, p. 140), il apparaît que sous les empereurs carolingiens, comme sous les rois bourguignons qui les précédèrent, l'élection de l'évêque relevait du pouvoir temporel d'une part, du clergé et du peuple d'autre part. En 1215 cependant, à l'occasion du quatrième concile de Latran, le chapitre de la cathédrale obtint le droit exclusif de repourvoir le siège épiscopal vacant. Les comtes de Savoie, dont l'influence à Sion et dans le Bas-Valais était considérable, s'adaptèrent difficilement

bailli, le trésorier d'Etat, les gouverneurs du Bas-Valais, les responsables de l'armée, ainsi que divers autres fonctionnaires, examiner les comptes de l'Etat, légiférer⁵ et exercer la juridiction de deuxième instance.

Les décisions étaient prises à la majorité ; la minorité devait s'y soumettre. L'évêque, le Chapitre et les dizains avaient chacun une voix.

En tant que chef effectif de l'Etat, le bailli convoquait les Diètes, les présidait, avait son tribunal, résidait au château de la Majorie lors de la vacance du siège épiscopal et, entre les diètes, s'occupait de la liquidation des affaires courantes⁶.

L'évêque, bien que paré du titre de comte et préfet du Valais, n'était, en réalité, que le président honoraire de la Diète. Parmi ses attributions, dont certaines étaient plus théoriques que pratiques, relevons le droit de battre monnaie, de nommer les notaires, d'accorder la grâce et de diriger son propre tribunal⁷.

L'organisation judiciaire était réglementée comme suit. Chaque commune pouvait avoir un tribunal de première instance chargé de concilier et, sous réserve d'appel, de liquider les menus litiges. Dans chaque dizain, il y avait le tribunal ordinaire du grand-châtelain (major, juge de dizain), qui connaissait des affaires civiles et criminelles. On pouvait recourir en appel des jugements rendus par les tribunaux de dizain aux

à cette nouvelle règle. Soutenus par une fraction du Chapitre, ils réussirent, en 1273 et en 1287, à provoquer une double élection (DHBS, op. cit. p. 205). Ce fut une raison suffisante pour que le St-Siège désignât, de sa propre autorité, le chef du diocèse. Cette intervention de Rome se répéta, à peu d'exceptions près, jusqu'à la mort de Guillaume VII de Rarogne. Son successeur Henri d'Esperlin fut élevé à la dignité épiscopale par le Chapitre et les dizains (GHIKA, op. cit. pp. 48 ss.). Cette formule fut définitivement approuvée lors de la paix de Sion, en 1517 (ib. pp. 74 ss.). A cette occasion, les représentants du pays décidèrent qu'à l'avenir la nomination de l'évêque se ferait par les délégués du peuple, conjointement avec le Chapitre de la cathédrale. Mais, à partir du XVII^e siècle, malgré les protestations réitérées de l'ensemble du clergé, les autorités civiles se chargèrent seules de cette élection ; elles n'accordèrent au Chapitre que le droit de leur présenter une liste de 4 candidats (A. BUCHI-E.F.J. MÜLLER, *Kardinal Matth. Schiner*, t. II, Freiburg, 1937, pp. 377 ss.). Cet usage fut appliqué jusqu'en 1807, date à laquelle la Diète de la République du Valais lui donna une forme légale (RL II, 1805-1810, Décret qui fixe le mode suivant lequel il doit être procédé à la nomination du Révérendissime Evêque du diocèse de Sion, 22 mai 1807).

5. Le recueil des lois pour l'ensemble de la république s'intitulait : *Statuta et decreta inclytæ patriæ Valesiæ*, 1571 (NORMANN, op. cit. p. 2687).
6. Suivant l'importance des affaires à liquider, le bailli prenait l'avis des dizains, voire du Chapitre (ibidem pp. 2688-2689). Sur le pouvoir et l'élection du bailli, cf. GHIKA, op. cit. pp. 216 ss.
7. En ce qui concerne la justice, Graven (op.cit. pp. 150-151) déclare que l'évêque « n'avait plus qu'une influence astrale, une action indirecte et lointaine, sur le jeu des destinées pénales valaisannes. Pratiquement, je ne pense pas qu'il ait prononcé encore un seul jugement ».

tribunaux du bailli, de l'évêque et du vice-bailli. Enfin, pour toute la Confédération, il existait le tribunal souverain de la Diète, qui jugeait notamment «les causes capitales sur ecclésiastiques et civils»⁸ et recevait les recours contre les jugements prononcés par les juridictions inférieures⁹.

Au moment où éclata la Révolution française, les institutions que nous venons d'esquisser ne répondaient plus aux exigences du temps. Leur maintien paraissait d'autant plus difficile que le Bas-Valais, irrité de l'administration des gouverneurs et mécontent de ne pouvoir jouer de rôle dans la vie politique du pays, avait accepté les idées nouvelles et aspirait à l'indépendance¹⁰.

En dépit de cette situation et des enseignements qu'ils eussent dû tirer des bouleversements subis par la monarchie française, les sept dizains ne purent se décider à améliorer le régime. Ils auraient sans doute conservé leur absolutisme quelques années encore, si un événement extérieur n'avait pas précipité les choses.

Vers la fin de 1797, en effet, après la défaite de l'Autriche, Bonaparte et le gouvernement français, considérant comme nécessaire à la sûreté des communications entre la France et la Cisalpine¹¹ l'assujettissement des cantons suisses et du Valais, décidèrent d'y porter la révolution. En ce qui concerne le Valais, cette tâche fut confiée au chargé d'affaires Mangourit qui, sous le titre de résident, s'installa à St-Maurice.

En homme habile, Mangourit profita de l'effervescence qui régnait dans le pays pour diriger les mécontents dans le «sillon fraîchement ouvert par la Révolution» et pour briser les dernières résistances des sept dizains. Le 28 janvier 1798, estimant les circonstances favorables, il mit un terme à la sujétion du Bas-Valais en faisant élever sur la place de St-Maurice l'arbre de la liberté¹².

8. Ibidem, p. 151.

9. Selon Graven (op. cit. p. 153, note 1), il semble que les grands-châtelains se soient déjà réunis, à la fin du XVIII^e siècle (sauf celui dont on faisait appel) pour former le Tribunal suprême, comme l'établit la loi du 6 novembre 1802 (RO, I, pp. 57 ss).

10. H. GAY, Histoire du Valais, Genève, 1903, p. 223. «L'administration arbitraire des gouvernements de St-Maurice et de Monthey avait, bien souvent, soulevé le murmure du peuple. L'Etat avait étouffé ces plaintes par la force ou par les amendes pécuniaires, qui ruinaient les malheureux qu'elles atteignaient». - Voir également, H. BROUZOZ, Histoire du Valais, Vevey, 1859, p. 174. - L. RIBORDY, Documents pour servir à l'histoire du Valais, Sion, 1885, pp. 4, 48. - P.A. GRENAT, Histoire du Valais de 1536 à 1815, Genève, 1904, pp. 414 ss.

11. La République cisalpine, formée de la Lombardie, fut organisée par Bonaparte en 1797, inaugurée le 9 juillet, et reconnue par l'Autriche dans le traité de Campo-Formio (17 octobre).

12. DHBS, t. VII, Neuchâtel, 1933, p. 19).

Sans se rallier au nouvel ordre de choses, mais jugeant préférable de s'incliner, les sept dizains proclamèrent l'indépendance du Bas-Valais, le 4 février suivant ¹³.

A peine les droits du Bas-Valais furent-ils reconnus que la question de l'organisation politique du pays se posa.

Sur l'intervention de Mangourit, le Comité général du Bas-Valais ¹⁴ tint conseil et chargea Isaac de Rivaz, de St-Maurice, Charles-Emmanuel de Rivaz, de Monthey, et Joseph-Louis Pittier, de Martigny, de rédiger un projet de réunion et de constitution. Pressés par le résident, les rédacteurs lui soumirent leur projet, le 24 février, avec un mémoire explicatif ¹⁵.

Mécontent du travail de la commission, Mangourit fit rédiger un second projet, calqué sur «les mesures françaises et helvétiques», et impartit aux Haut-Valaisans un délai de quatre jours pour l'accepter. La Diète des sept dizains la sanctionna le 13 mars ¹⁶.

A la suite de cette acceptation, les députés du Valais oriental et les membres du Comité général du Bas-Valais se réunirent à St-Maurice (16 mars) et se constituèrent en assemblée représentative du Valais.

Mais cet état de choses dura peu.

Environ quinze jours après, le Directoire français invita le Valais à se réunir à la République helvétique ¹⁷. «Les districts du Valais, déclare Ch.-E. de Rivaz, furent consultés et ils crurent que leur «salut» politique leur commandait cette réunion» ¹⁸.

En conséquence, des assemblées furent convoquées à Sion pour nommer les représentants au Sénat, au Grand Conseil, ainsi que les diverses autorités administratives et judiciaires créées par la Constitution helvétique. Mais à peine les députés furent-ils désignés que les Haut-Valaisans, lassés de la tutelle française, décidèrent de s'y soustraire de force. Ce fut une révolte sanglante que les troupes françaises, vaudoises et bas-valaisannes réprimèrent sur-le-champ ¹⁹.

13. Pour le texte de la proclamation d'indépendance, cf. RIBORDY, op. cit. pp. 29-32. - Dans une déclaration datée du 1er février, la commission des sept dizains, siégeant à Sion, faisait savoir que le Haut-Valais renonçait pleinement à tous les droits souverains et reconnaissait pour le présent et l'avenir tous les Bas-Valaisans pour un peuple libre (AV, T 5/1, 23).

14. C'était le comité révolutionnaire du Bas-Valais.

15. AV, Rz, vol. 64, pp. 41-53, Projet de constitution. - Pour le texte du mémoire, ibidem pp. 54-60. Ce mémoire estimait que le Valais devait rester indépendant. C'était d'ailleurs l'avis de Mangourit.

16. AF, aff. étr., Valais, t. 5, pp. 282-292. - Voir également : A. RUFER, Les deux projets de constitution de 1798 pour la République du Valais, dans Vallesia, t. VIII, Sion, 1953, pp. 193-210.

17. GRENAT, op. cit. pp. 470-471, avec un extrait de la lettre de Mangourit.

18. AV, Rz, cart. 81, fasc. 2, Mémoire de Ch. E. de Rivaz, juillet 1814.

19. M. SALAMIN, Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802), extrait de Vallesia, Sion, 1957, pp. 26 ss.

L'année suivante, après les revers des armées de Bonaparte en Italie, les dizains supérieurs, qui avaient prêté serment à la République helvétique, mais dont l'adhésion n'était que factice, tentèrent un second soulèvement. Cette deuxième entreprise se révéla plus désastreuse que la première. Les communes furent mises à feu et à sang, «celles de la montagne ne furent pas plus épargnées que celles de la plaine». Même le Bas-Valais, qui n'avait pas pris part à ces mouvements, dut fournir des contributions en hommes et en argent ²⁰.

Il est certain cependant que les insurrections haut-valaisannes de 1798 et 1799 et les malheurs qui suivirent contribuèrent au rapprochement momentané du Haut et du Bas-Valais. Certes, l'on peut être tenté de ne voir là qu'une coïncidence heureuse, mais ce qui est vrai c'est qu'en 1801, au moment où la France demanda au gouvernement helvétique la cession du pays, le peuple valaisan affirma sa volonté de rester uni à la Suisse. Cette unité lui permit par la suite de mieux résister aux humiliations que lui infligea le général Turreau ²¹, lequel se comporta en dictateur impopulaire dans un canton faisant partie intégrante de la République helvétique. « Cette violation du territoire de la République helvétique, écrit Marie-Andrée Sadrain, dont justement le traité de Lunéville (9 février 1801) venait de garantir l'intégrité, ne pouvait que soulever de vives protestations en Suisse.» ²².

Le Sénat helvétique s'éleva à plusieurs reprises contre les agissements de Turreau.

En date du 3 avril 1802, il écrivit au Premier Consul une lettre de protestation dans laquelle il lui fit part de l'état misérable des habitants du pays. «La conduite de votre général, Citoyen Consul, est telle-

20. SALAMIN, op. cit. p. 71 ss. - GRENAT, op. cit. p. 498 ss. - BROUZOZ, op. cit. p. 195. Ce dernier rapporte les lignes que le commissaire Wild écrivit le 8 novembre : «La partie supérieure depuis Sierre, n'offre pas de scènes moins pénibles. Tout est enlevé, fenêtres, portes etc., jusqu'aux toits des habitations. Nombre d'habitants rentrent dans leurs foyers, mais quel affreux spectacle. Des murs renversés, des champs déserts, des décombres, des ruines. Déjà l'hiver approche et il n'y a encore aucun moyen de subsistance, ni abris contre les rigueurs. Il y a plus de 15 jours que les malheureux habitants de cette contrée sont forcés de se nourrir avec des grains de sureau. Les malades sont dans l'état le plus pitoyable. J'en ai visité moi-même qui ci-devant étaient riches, je les ai trouvés presque nus dans des chambres ouvertes. On peut d'après cela, se faire une idée de la misère qu'éprouvent les familles où il y a beaucoup d'enfants».

21. Sur le comportement de Turreau en Valais, cf. Ch. E. de RIVAZ, Mémoires historiques sur l'occupation militaire du Valais par le général Turreau, publiés par Grenat, Sion, 1890.

22. M. A. SADRAIN, La réunion du Valais à la France (1810), Bourges, 1936, pp. 18-19.

ment extraordinaire que pour ne pas paraître avoir consenti, il ne vous reste d'autre moyen que de réparer» ²³.

Les circonstances n'étant pas favorables pour annexer le Valais à la France, Bonaparte décréta aussitôt son indépendance ²⁴.

La loi fondamentale qui lui fut donnée, inspirée d'ailleurs par un projet élaboré en 1801 ²⁵ à la suite de la proclamation de la constitution de la Malmaison, le déclarait Etat indépendant. En fait, la nouvelle République n'était pas complètement libre, puisque le Premier Consul s'était réservé, outre un droit de passage pour ses troupes, l'exclusivité des relations diplomatiques avec le pays.

Une brève analyse de cette charte s'impose, non seulement parce qu'elle ouvre le recueil officiel des lois valaisannes, mais parce qu'elle servit de modèle aux constituants de 1815 ²⁶.

La religion catholique, apostolique et romaine était la religion de l'Etat ; elle seule avait un culte public et la loi lui assurait son appui.

Le territoire était réparti en douze dizains.

L'exercice des droits politiques commençait à vingt ans révolus. Toutefois, pour être éligible aux fonctions communales, il fallait en avoir vingt et un, pour les fonctions dézénales vingt-cinq accomplis et trente pour les charges supérieures.

Il y avait dans chaque commune un conseil de douze membres nommés par l'assemblée générale de la commune et dans chaque dizain un conseil dont les membres étaient élus selon le système de la représentation porportionnelle.

Le président du Conseil de dizain était, de droit, membre de la Diète cantonale.

Les autorités gouvernementales étaient la Diète et le Conseil d'Etat.

La Diète était composée de députés élus par les Conseils dézénaux, dans la proportion d'un député pour deux mille âmes. Chaque dizain devait avoir au moins deux représentants. L'évêque était le seul ecclésiastique que l'on autorisait à faire partie de la Diète ; il y pouvait siéger avec voix délibérative. Pour être éligible à la Diète, il fallait avoir rempli les fonctions administratives, judiciaires ou législatives dans les autorités supérieures ou du dizain, ou être notaire ou officier dans les troupes de ligne.

Tous les députés étaient nommés pour deux ans.

23. STRICKLER, AS, t. VII, p. 1186.

24. Sur ces négociations, cf. K. STOCKALPER von THURM, Aktenmässige Darstellung der Ereignisse im Kanton Wallis seit den fünfzig letzten Jahren, Sitten, 1847, pp. 75-106.

25. STRICKLER, AS, t. VII, pp. 1581 ss.

26. Pour le texte de la constitution, cf. Constitution et Lois de la République du Valais, t. I, Sion, 1844, pp. 1-18.

La Diète exerçait le pouvoir législatif, nommait son président, et son vice-président, recevait et examinait les comptes de l'Etat, pourvoyait aux dignités et aux bénéfices ecclésiastiques, grâciait les condamnés et commuait les peines.

Le Conseil d'Etat comprenait trois membres : le bailli et deux conseillers. Ces personnages, choisis par la Diète dans ou hors de son sein, restaient trois ans en fonction.

Les membres du Conseil d'Etat dirigeaient chacun un département.

Le Conseil d'Etat avait notamment pour attributions de convoquer la Diète en session ordinaire ou extraordinaire, de préparer les matières des délibérations de cette haute assemblée, d'exécuter les lois et les ordonnances. Il exerçait la police générale, disposait de la force armée, s'occupait du contentieux de l'administration et entretenait les relations avec l'étranger.

L'organisation judiciaire était réglementée de la manière suivante : Chaque commune pouvait avoir un juge de première instance (châtelain) compétent pour instruire toutes les causes civiles et pour juger en dernier ressort les menus litiges.

Le châtelain était nommé par l'assemblée générale de la commune sur une présentation quadruple faite par le conseil.

Dans chaque dizain, il y avait un tribunal, composé d'un grand-châtelain, de son remplaçant et de six assesseurs, qui tranchaient en appel les causes jugées par les châtelains. Le vice-grand-châtelain fonctionnait comme juge de première instance dans les communes n'ayant pas de châtelain. Le grand-châtelain et huit assesseurs formaient le tribunal de première instance pour les causes criminelles et de police correctionnelle.

Un tribunal d'appel tranchait en dernier ressort les affaires civiles et criminelles.

Notons enfin que si les fonctions judiciaires et administratives n'étaient pas incompatibles, il y avait incompatibilité entre les fonctions ecclésiastiques et civiles.

Comme on le voit, cette constitution faisait du Bas-Valais l'égal du Haut-Valais. Tous deux étaient divisés en dizains et représentés à la Diète proportionnellement à leur population. Du point de vue politique, elle instaurait un système d'Etat fédératif oligarchique. Parmi les autres caractéristiques, relevons l'abandon du référendum, la méconnaissance au Chapitre du droit de siéger en Diète et la restriction des prérogatives de l'évêque. Sur le plan international, cette charte faisait du Valais une sorte d'Etat «tampon» qui séparait la France de l'Italie²⁷, ou, pour re-

27. M. SALAMIN, Pierre-Joseph de Chastonay et l'insurrection de 1799, dans *Annales valaisannes*, 30, 1955, p. 241.

prendre l'expression du pasteur Bridel, « la France possédait un avant-poste qu'elle pouvait occuper à volonté et gouverner militairement »²⁸.

De 1802 à 1810, le pays connut huit années de tranquillité. Cette période de liberté lui permit d'élaborer des lois conformes à ses besoins. Il commençait à s'adapter à sa nouvelle existence quand un décret du 14 novembre 1810 le réunit brusquement à la France²⁹. Pour motiver sa décision, Paris invoqua toutes sortes de raisons, notamment la non-exécution des engagements que le Valais avait contractés avec la France³⁰. Mais le vrai motif de cette annexion était de s'assurer la maîtrise effective de la route du Simplon, qui était en voie d'achèvement³¹.

La République du Valais fut déclarée département de l'Empire français, et prit le nom de Département du Simplon.

Mais le peuple valaisan n'endura pas longtemps ce régime. A la fin du mois de décembre 1813, les Puissances alliées obligèrent les Français à quitter le pays. Celui-ci fut occupé par un bataillon croate placé sous les ordres du baron de Simbschen³².

28. P. BRIDEL, *Essai statistique sur le Canton du Vallais*, Zurich, 1820, p. 254.

29. Pour le texte du décret, cf. STOCKALPER, *op. cit.* p. 109.

30. Dans un mémoire du 23 août 1810, la députation valaisanne qui s'était rendue à Paris à la suite d'une invitation de l'Empereur, réfuta cette accusation portée par le duc de Cadore. (Paris, *aff. étr.*, Valais, IX, 116, La délégation valaisanne à Champagny, 23 août 1810).

31. La route du Simplon, mise en chantier le 24 décembre 1800, fut ouverte à la circulation le 3 octobre 1805. Bonaparte la voulait d'une certaine largeur « afin de la rendre praticable pour les canons » (Arrêté du 20 fructidor. Cité par F. BARBEY, *La route du Simplon*, Genève, 1906, p. 30).

32. GRENAT, *op. cit.*, pp. 595-597.

ELABORATION DE LA CONSTITUTION DU 12 MAI 1815

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION POLITIQUE EN VALAIS AU DÉBUT DE L'ANNÉE 1814

Lorsque le préfet Rambuteau quitta le département du Simplon, le rêve haut-valaisan de rétablir l'ordre de choses antérieur à 1798 hanta à nouveau les esprits. Pour de nombreux hommes politiques, la victoire de la coalition sur la puissance napoléonienne ne signifiait pas seulement délivrance du Valais du joug de la France, mais restauration de l'hégémonie des dizains anciennement souverains sur la partie inférieure du pays.

C'est dans cette idée que le 29 décembre 1813 une délégation conduite par le baron Gaspard-Eugène de Stockalper se rendit à Sion pour accueillir les troupes libératrices. De Stockalper, qui n'ignorait pas les promesses que l'agent secret du prince de Metternich, le comte de Senfft-Pilsach, venait de faire aux Bernois¹, invita le colonel autrichien de Simbschen à recevoir le Valais sous la haute protection de «S.M. impériale» et à prendre sur lui l'entière responsabilité de lui donner un gouvernement provisoire².

Satisfait de la manière dont il avait été accueilli, de Simbschen annonça, le 31 décembre, que pour assurer le bien-être du pays, il confiait l'administration des affaires publiques à une Direction centrale, composée de sept membres du Haut et de cinq du Bas-Valais. Ces douze députés, choisis par le «loyal peuple valaisan», se réuniraient à Sion le 4 janvier

1. De Senfft-Pilsach avait notamment déclaré : « Les Hauts Alliés assurent à la Suisse... son entière indépendance pour le rétablissement de ses droits antérieurs... Ils reconnaissent le droit de l'Etat libre de Berne et des portions qui lui ont été enlevées, Vaud et Argovie, si le même Etat rentre dans les limites légales de 1802... » (B. van MUYDEN, *La Suisse sous le pacte de 1815*, t. I, p. 52, Lausanne et Paris, 1890). On sait que de Senfft-Pilsach ne fit pas cette déclaration au nom des Alliés, mais en celui de Metternich.

2. A.J. de RIVAZ, *Mémoires*, pp. 215-216.

sous la présidence du baron de Stockalper³. Mais, le même jour, à la demande des nouveaux administrateurs, le colonel autorisa de Stockalper, Ferdinand de Werra, Eugène de Courten, Jacques de Quartéry et Gaspard Delasoie à quitter le Valais le lendemain pour se rendre au quartier-général des Puissances alliées⁴.

Le but immédiat de ce voyage était d'informer le général de Schwarzenberg que le Valais avait accédé à la coalition et que son désir le plus cher était d'entretenir avec elle les relations les plus amicales.

Mais ce n'était pas le seul, ni même le principal objet de ce déplacement. En plus des questions économiques⁵, il y avait un problème important à régler : le futur statut politique du pays.

La délégation rejoignit de Schwarzenberg à Altkirch. Après lui avoir rendu compte des changements qui s'étaient opérés en Valais, elle obtint de lui une lettre de recommandation pour le prince de Metternich.

En dépit des sollicitations multiples et des audiences que réclamaient de nombreuses autres députations suisses et étrangères, de Metternich reçut le baron de Stockalper et ses collègues le 8 janvier au soir, à Fribourg-en-Brisgau. L'objet de la discussion porta essentiellement sur la future organisation du pays. De Metternich enregistra le vœu des représentants des anciens dizains, mais se garda de prendre position sur le fond du problème. Il voulait, avant de se prononcer, connaître l'avis de l'empereur. Pour être en mesure d'éclairer son Maître, il pria ses interlocuteurs de lui fournir un rapport sur la situation politique en Valais avant la révolution⁶.

La délégation valaisanne remit ce rapport au Prince le 9 janvier :

« Le vœu général des Vallaisans est de former une République libre et indépendante.

» La Diette composée de tous les Députés des douze Dizains exerce l'autorité souveraine.

3. Pour le texte de la proclamation, cf. STOCKALPER, op. cit. p. 143.

4. Sur le voyage de la délégation, cf. H. ROSSI, Kaspar Eugen Stockalper von Thurm (1750-1826), Freiburg (Schweiz), 1942, p. 91. Rossi précise : « Die Stellung der beiden Unterwalliser (de Quartéry et Delasoie) ist zwar von Anfang an nicht recht klar. Sie scheinen sich nur wegen der Mitrepräsentation ihren drei Kollegen angeschlossen zu haben ; denn sie durften es kaum wagen, den Oberwallisern entgegengesetzte Wünsche vorzubringen, da Simbschen vorläufig im Lande blieb. Uebrigens waren sie beide aus dem unterwalliser Adel, somit wahrscheinlich auch Patrioten der oberen Zenden. De Quartéry war dazu mit Stockalper verwandt. »

5. La députation désirait que le dépôt de sel et de tabac, d'une valeur de 400 louis, séquestré par de Simbschen, fût mis à la disposition du gouvernement provisoire pour que ce dernier pût subvenir aux premiers besoins de la République (AF, Copies Vienne, Schweiz, I. Gruppe, Varia 1813-1814, Fz 311 (AF 38 (2)). - L'empereur d'Autriche acquiesça à ce désir (GRENAT, op. cit. p. 599).

6. ROSSI, op. cit. p. 92.

» Le premier Magistrat de la République sous le titre de Grand-Baillif (Landes-Hauptmann) préside les Diettes, qui se réunissent deux fois par an, au Chefliu. Il était nommé par la Diette pour deux ans, au bout desquels il pouvait être réélu ; dans l'intermédiaire des Diettes, le Grand-Baillif convoquait, selon le besoin, des Diettes extraordinaires ou consultait les Députés par Circulaires. L'exécution des délibérations de la Diette était confiée au Grand-Baillif seul.

» L'Evêque portait le titre de Prince du St-Empire et de Préfet du Vallais ; depuis plus de quatre cents ans il siégeait dans les Diettes et il avait part à toutes les délibérations du Gouvernement.

» Il y avait un Juge dans chaque dizain, sous le nom de Grand-Châtelain qui avait compétence de juger tant au civil qu'au criminel. Le premier degré d'Appel avait lieu devant un Tribunal composé du même Grand-Châtelain assisté de douze membres choisis parmi les notables du même dizain. Les Grands-Châtelains réunis formaient la Cour suprême. Le Juge qui avait eu part au premier Jugement ne pouvait pas siéger à la Cour Suprême pour la même cause...

» Puisse S.M. se convaincre de la pureté des sentiments des Vallaisans...⁷».

De Metternich fit connaître la réponse de l'empereur le 14 janvier :

« L'empereur, mon auguste maître, m'ordonne de vous témoigner, au moment de votre départ, la satisfaction que lui ont causé les preuves d'attachement que vos compatriotes lui ont données par votre organe.

» Les vœux que forment Sa Majesté impériale et ses augustes alliés, sont entièrement conformes au bien-être de votre patrie. Elle sera séparée de la France et jouira de nouveau des avantages qui, pendant des siècles, ont fait son bonheur.

» Sa Majesté l'empereur attend d'un autre côté que rien de ce qui peut contribuer au soutien de la cause commune ne sera négligé dans le Valais, et que de cette manière son peuple peut contribuer à se rendre digne de la protection que Sa Majesté impériale ne cessera de lui accorder⁸».

W. Martin s'est demandé, sans toutefois y répondre, si cette déclaration était volontairement équivoque ou si son ambiguïté reposait « simplement sur une connaissance insuffisante des circonstances locales »⁹. Considérée isolément, la prise de position de l'empereur François amène, naturellement, de telles questions. En revanche, si on l'examine à la lu-

7. AF, Copies Vienne, Schweiz, I. Gruppe, Varia 1813-1814, Fz 311 (AF 38 (2)), Note de la députation du Vallais à Son Altesse le Prince de Metternich, Ministre plénipotentiaire de S.M. Apostolique l'Empereur d'Autriche, Fribourg-en-Brisgau, 9 janvier 1814.

8. AV, Rz, cart. 81, fasc. 15, A Messieurs les députés du Valais, Bâle, 14 janvier 1814. - GRENAT, op. cit. p. 599.

9. W. MARTIN, *La Suisse et l'Europe (1813-1814)*, Lausanne, 1931, p. 251.

mière du rapport du baron de Stockalper et de ses collègues, on acquiert le sentiment que l'empereur, ignorant tout des anciennes institutions du Valais, s'en fit une opinion en se basant sur les renseignements qu'on lui avait transmis et qu'il tenait pour vrais. Nous pensons que sa réponse eût été formulée différemment si la délégation valaisanne lui avait présenté, conformément aux désirs exprimés par le prince de Metternich, un rapport sur la situation politique du pays avant 1798, et non pas un mémoire plus ou moins exact sur l'organisation établie par la Constitution de 1802.

Mais ce qui est plus important pour nous, c'est de savoir que la lettre de Metternich fut interprétée par le baron de Stockalper et par ses collègues du Haut-Valais comme une preuve que le pays devait redevenir ce qu'il était autrefois ¹⁰.

La délégation regagna le Valais les jours suivants. Le 20 janvier elle était à Sion. Le 1er février, le peuple apprenait par une proclamation le succès des entretiens ¹¹.

Dès ce moment, des symptômes inquiétants se manifestèrent dans les anciens dizains. Des exaltés se mirent dans la tête que le moment était venu de faire cesser le provisoire et de restaurer le droit public antérieur à 1798. A leurs yeux, la révolution et les années qui avaient suivi, n'avaient été que l'interruption de la légalité. Il convenait donc d'effacer cette période en reconquérant le Bas-Valais ou, du moins, en lui faisant acheter sa liberté. «Ce qui enhardissait ces messieurs à tracer ce plan, écrit le chanoine de Rivaz, était le bruit qu'on faisait courir que Berne assuré de la protection de l'empereur François, allait rentrer dans tous ses droits sur le Pays de Vaud et sur l'Argovie, ou du moins n'y renoncerait qu'au moyen de quatorze millions de livres suisses que ce pays lui livrerait, s'il voulait conserver à ce prix sa liberté ¹².»

Les Bas-Valaisans, qui ne voyaient pas sans inquiétude ces manifestations hostiles, se consolait toutefois à l'idée que les territoires anciennement sujets jouissaient, grâce à l'influence de F.C. de La Harpe, de la protection du tzar Alexandre. Dans ces conditions, pensaient-ils, le sort du Bas-Valais devrait «infailliblement» suivre celui des parties de la Suisse devenues libres en 1798. En outre, ils tenaient pour improbable que les autres Alliés soutiendraient les revendications exagérées

10. GRENAT, op. cit. p. 599.

11. Pour le texte de la proclamation, cf. STOCKALPER, op. cit. p. 145. — Notons que pour des raisons d'économie, la commission provisoire ne comprenait plus que 5 membres (GRENAT, op. cit. p. 598).

12. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 223. — Sur la question des indemnités réclamées en 1814 et 1815 par les VII anciens dizains, cf. GRENAT, op. cit., Appendices, pp. 617 ss.

des anciens souverains. On ne pouvait pas, estimaient-ils, effacer d'un trait seize années de liberté ou exiger, en retour, des indemnités pécuniaires ¹³.

Toutes ces choses, les Haut-Valaisans les connaissaient aussi. Pourtant, à l'exception de Conches et de Loèche, ils poursuivirent leur route périlleuse. Des assemblées illégales se tinrent à Sierre et à Viège pour y discuter de l'avenir politique du pays ¹⁴. Ces initiatives, peu faites, on en conviendra, pour établir un climat de confiance entre le Haut et le Bas-Valais, provoquèrent l'intervention du colonel de Simbschen. Le 27 mars, dans une note sévère adressée aux dizains orientaux, il dénonça leurs menées anarchiques et les mit en garde sur les conséquences funestes de leurs projets : « Depuis longtemps, dit-il, on s'est aperçu que diverses personnes, sous des formes et des prétextes différents, s'efforcent d'égarer le peuple vallaisan par des menées sourdes et des faux bruits répandus à dessein. Ces malveillants ne cherchent par là qu'à établir l'esprit de parti, à déchirer la patrie par des dissensions intestines, surtout à discréditer les autorités légitimes constituées par sanction suprême et à renverser le gouvernement établi provisoirement.

» Nous sommes de même informé que l'on colporte dans plusieurs parties du Haut et du Bas-Vallais des projets arbitraires de constitution et autres libelles diffamatoires qu'on distribue secrètement. Le dessein de ces hommes dangereux n'est autre que d'exposer la patrie aux dangers terribles de l'anarchie, d'attirer sur elle un abîme de malheurs et la disgrâce des hautes Puissances alliées ; d'autant plus qu'en ce moment, le peuple vallaisan n'a point le pouvoir de changer arbitrairement sa constitution, de la renverser et de mettre ainsi des entraves au but général.

» La députation du peuple vallaisan a obtenu des ministres de Sa Majesté impériale, l'assurance que, à la paix générale, il recouvrera le bonheur, la tranquillité et l'indépendance dont il a joui pendant des siècles, si toutefois cette nation s'en rend digne en y coopérant selon ses forces.

» De cette assurance bienveillante, tout Vallaisan sensé peut conclure que la Cour d'Autriche se réserve, de concert avec ses hauts alliés, la faculté exclusive de donner à ce pays son ancienne constitution, adaptée tout à la fois à la tranquillité et à la satisfaction de toutes ses parties.

» Personne n'a donc la faculté d'anticiper sur ces dispositions en rapport avec le plan général, ni d'induire le peuple à prendre des mesures qui seraient contraires à la tranquillité publique, à l'esprit et aux principes des hauts et puissants alliés.

» ... Dans cette considération, nous avertissons chacun de ne pas se laisser induire à des entreprises aussi dangereuses. Dans le cas contraire,

13. A.J. de RIVAZ, Mémoires, pp. 223-224.

14. Ibidem, p. 224.

on sera obligé de traiter les coupables comme des rebelles, de les traduire devant un tribunal militaire qui les punira comme coupables du crime de lèse-majesté, cherchant à compromettre le bonheur du peuple valaisan et à lui attirer la disgrâce des souverains alliés. En un mot, ils seront punis de mort, comme perturbateurs du repos public.

» ... Je me vois forcé d'inviter le gouvernement central à prendre les mesures les plus sévères pour la répression des entreprises tendant à compromettre la tranquillité publique, d'arrêter les coupables et de me les dénoncer, si le gouvernement ne veut pas s'exposer lui-même à une répréhensibilité qui pourrait le faire soupçonner de vouloir protéger ou receler ces personnes dangereuses, ce que je serais obligé de déclarer à mes augustes commettants.

» ... La prospérité de chaque Vallaisan est aussi étroitement liée au succès des hautes Puissances alliées qu'au bonheur de sa patrie entière.» ¹⁵.

En dépit des graves menaces qui pesaient sur eux, les meneurs du Haut-Valais ne désarmèrent pas. Au contraire, ils envisagèrent d'intensifier leur action en vue de réaliser leurs projets.

Quelques semaines plus tard ¹⁶, de Simbschen quitta définitivement le Valais pour l'Italie. A peine eut-il franchi le Simplon que le gouvernement provisoire prit l'initiative d'envoyer à Zurich une députation pour renouveler les anciennes alliances avec le Corps helvétique ¹⁷. Mais au lieu de se rendre à Zurich, le baron de Stockalper et de Werra, auxquels s'adjoignit le Bas-Valaisan Delasoie ¹⁸, prirent le chemin de Paris : leur intention étant d'obtenir des Alliés la déclaration formelle que le Valais formerait une République libre et indépendante, alliée des Suisses, et placée sous le protectorat de l'Autriche ¹⁹.

Dès que les Bas-Valaisans eurent connaissance de cette démarche, ils s'assemblèrent à Martigny et déléguèrent à Zurich Jacques de Quartéry et Michel Dufour pour demander l'incorporation du Valais à la Confédération suisse. En même temps, ils chargèrent le grand-châtelain Louis de Preux de se rendre à Paris dans le but de faire échouer la mission du baron de Stockalper ²⁰.

15. Pour la proclamation complète, cf. STOCKALPER, op. cit. pp. 150-152.

16. De Simbschen et sa troupe quittèrent le Valais après que Milan eut capitulé (GRENAT, op. cit. p. 602).

17. STOCKALPER (op. cit. p. 155) déclare que de Simbschen avait donné son accord pour cette députation.

18. D'après Grenat (op. cit. p. 603), Delasoie ne soupçonnait pas le vrai but de cette mission.

19. STOCKALPER, op. cit. p. 155. - Voir également : AF, Diète, vol. 2174, Lettres de Capo d'Istria au bourgmestre de Reinhard, Genève, 13 juin 1814. - GRENAT, op. cit. p. 603.

20. A.J. de RIVAZ, Mémoires, pp. 225-226.

Les premières délégations avaient à peine quitté le Valais que le gouvernement provisoire reçut du colonel de Simbschen une lettre que le ministre d'Autriche en Suisse lui avait adressée le 2 mai. Cette note portait notamment que les Alliés désiraient que le Valais entrât dans la Confédération suisse. «A cet effet, précisait Schraut, je vous prie, autorisé comme je le suis par mes collègues, MM. les ministres de Russie et de Prusse, de faire part de tout ceci au gouvernement de la République du Valais et de lui intimer d'envoyer ici, le plus tôt possible, des députés munis des pouvoirs suffisants pour traiter et terminer cet objet» ²¹.

Malgré la position inconfortable dans laquelle il se trouvait placé, le gouvernement provisoire communiqua aussitôt cette missive aux di-zains et leur demanda d'envoyer trois délégués à la conférence qui s'ouvrirait à Sion le 29 mai, au cours de laquelle serait nommée la députation désirée par Schraut ²².

Le même jour, dans une lettre un peu équivoque, le gouvernement fit savoir au ministre d'Autriche que l'incertitude dans laquelle vivait le Valais depuis cinq mois, l'avait déterminé à envoyer à Paris une mission chargée de solliciter la fin du provisoire. «Nous aimons à penser, dit-il, que cette démarche ne fera que concourir au même but avec celle de la députation actuelle à Zurich, en exécution des intentions de votre Excellence» ²³.

Le 26 mai, le gouvernement provisoire adressa une lettre analogue au bourgmestre de Reinhard, président de la Diète fédérale ²⁴.

Les délégués du Haut-Valais arrivèrent à Paris le 2 juin. Leur mission débuta très mal ; en effet, ni l'empereur François, ni de Metternich ne purent les recevoir ²⁵. Le Prince les introduisit cependant auprès de Stadion, mais ce dernier ignorant la situation politique dans laquelle vivait le Valais à l'époque de son indépendance, conseilla à ses interlocuteurs de demander l'incorporation du pays à la Suisse. Après un séjour d'une semaine dans la capitale française, de Stockalper et ses collègues regagnèrent le Valais. Ils y arrivèrent le 18 juin au soir ²⁶.

21. STOCKALPER, op. cit. pp. 153-154.

22. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 225. - STOCKALPER, op. cit. p. 154.

23. AV, Rz, cart. 89, pp. 21-22, Lettre du gouvernement provisoire à Schraut, 25 mai 1814.

24. STOCKALPER, op. cit. pp. 156-157. - AF, Diète, vol. 21, pp. 261-263. - Concernant la réponse de la Diète fédérale au gouvernement provisoire du Valais, cf. AF, Diète, vol. 209, No 137.

25. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 226.

26. Le chanoine de Rivaz déclare (Mémoires, p. 227) que les députés haut-valaisans revinrent « un peu honteux du peu de succès de leur mission et fort courroucés contre ceux en Vallais qu'ils soupçonnent d'avoir traversé leurs desseins politiques et très mécontents de ce que le Pays fait négocier à Zurich auprès des Suisses contrairement à ce qu'ils étaient allés négocier à Paris. Ensuite, se piquant au jeu, ils se prennent de querelle

La délégation officielle désignée par les représentants des dizains arriva à Zurich le 12 juin. Elle était formée de Léopold de Sépibus, Joseph-Libérat de Courten et de Pierre-Marie Du Fay de Lavallaz.

Durant leur séjour dans la ville fédérale, les trois délégués furent reçus successivement par le président de la Diète fédérale, par le ministre plénipotentiaire d'Autriche et par la Commission diplomatique.

Au bourgmestre de Reinhard, ils firent connaître leurs pouvoirs²⁷. A Schraut, ils exprimèrent la gratitude des autorités valaisannes pour sa note du 2 mai et l'assurèrent que ses vues concordaient avec celles de la majorité des Valaisans²⁸. Le ministre d'Autriche leur répondit que le sort du Valais intéressait vivement l'empereur et que les ministres des hautes Puissances ne désiraient son incorporation à la Suisse que pour sauvegarder sa liberté et son indépendance²⁹. Devant la Commission diplomatique enfin, les représentants du Valais durent préciser leurs intentions et répondre à un certain nombre de questions. Le président de la commission leur demanda d'abord si le Valais désirait conserver ses anciens rapports avec la Suisse ou si, au contraire, il souhaitait entrer dans la Confédération à titre de canton ? La délégation valaisanne répondit que si le pays entraît dans la Confédération il devrait supporter de plus lourdes charges que s'il restait totalement indépendant. En dépit de cela, elle déclara qu'il valait mieux pour le Valais devenir canton suisse.

La délégation fut ensuite interrogée sur la constitution qui régissait le pays en ce moment, sur les rapports entre le Haut et le Bas-Valais et sur le statut de l'évêque. De Sépibus et ses collègues déclarèrent que la constitution du pays n'était pas encore élaborée, mais qu'ils présumaient qu'elle serait démocratique. Au sujet des relations avec le Bas-Valais, ils assurèrent le président de la commission qu'elles seraient établies à la satisfaction de tous. Quant aux droits de l'évêque, ils rappelèrent simplement que ce dernier avait été membre du gouvernement depuis des

avec le Sr. Taffiner, vice-président du Conseil d'Etat provisoire, et des reproches venant aux injures, ils donnent le lendemain leur démission qu'on finit par accepter après les avoir suppliés à diverses reprises de rester à leur poste. Le vrai sujet de la brouillerie, est qu'il y a toute apparence que la première magistrature du Pays sera déferée au Sieur de Sépibus, honoré en ce moment de toute la confiance des Haut et des Bas-Valaisans.» - Dès ce moment, l'antagonisme entre de Stockalper et de Sépibus alla en augmentant. Si tous deux étaient partisans du retour à l'ancien régime, il n'en restait pas moins que chacun voulait occuper la première place dans la future organisation politique du pays.

27. AV, T 5/15, Rapport des députés de la République du Valais sur leur mission à la Diète de Zurich, 28 juin 1814. - AF, Diète, vol. 21, pp. 329-330.

28. Ibidem.

29. Ibidem.

temps immémoriaux et que, malgré la Révolution française, il avait conservé «un droit de vote et de séance dans les Diètes du Pays»³⁰.

Ils quittèrent Zurich le 18 juin, avec la promesse qu'ils seraient rappelés dès que l'incorporation du Valais serait agréée par la majorité des diètes cantonales³¹. En attendant cette ratification, on leur conseilla de travailler à une constitution qui serait basée sur les principes du Pacte fédéral, condition expresse de sa sanction par la Diète helvétique³².

Le 29 juin, soit le lendemain du retour de la députation, le gouvernement provisoire convoqua une assemblée constituante pour le lundi 11 juillet, et le 30 juin, il adressa un message spécial à l'évêque pour l'inviter à présider la première séance³³.

30. AF, Diète, vol. 24, Bericht des diplomatischen Commission (copia ad sessionem 36, vom 18. Juni 1814, fol. 126). - Ibidem, vol. 21, pp. 337-339.

31. AV, T 5/15, Rapport... - Les intentions de la Diète fédérale étaient confirmées dans une lettre datée du 18 juin (AF, Diète, vol. 209, No 154).

32. AV, T 5/15, Rapport...

33. AV, T 5/17, Lettre à Mgr l'Evêque, Sion, 30 juillet 1814. - Ibidem, Rz, 89.

CHAPITRE II

LE PROJET CONSTITUTIONNEL DU 2 AOUT 1814

Avant de considérer les travaux de la première diète constituante de juillet 1814 et les réactions que provoqua dans les dizains le projet constitutionnel, il convient d'examiner la composition de l'assemblée.

Le Haut-Valais avait délégué à Sion l'ancien grand-châtelain Jean-Joseph Bircher (Conches), l'ancien bailli Léopold de Sépibus (Brigue), l'ancien grand-châtelain Franz Indermatten (Viège), l'ancien major Nicolas Roten (Rarogne) et Julier de Varone (Loèche). Le Centre s'était fait représenter par les grands-châtelains Pierre-Joseph de Chastonay (Sierre), Libérat de Courten (Sion) et Antoine Theiler (Hérémence). Le Bas-Valais avait député l'ancien grand-châtelain Emmanuel Gay (Martigny), le grand-châtelain Joseph Luder (Sembrancher), l'ancien représentant du département du Simplon au Corps législatif, Ch.-Emm. de Rivaz (St-Maurice), et l'ancien conseiller d'Etat Michel Dufour (Monthey). Le diocèse de Sion était représenté par son évêque, S. Exc. Mgr Joseph-Xavier de Preux¹.

Comme il fallait s'y attendre, les délégués des dizains étaient tous des hommes politiques de grande expérience. Cependant, malgré leurs qualités et leur habitude des responsabilités, la plupart d'entre eux s'étaient rendus à Sion, non pas dans l'idée d'élaborer dans le plus bref délai un projet acceptable pour les différentes parties du pays, mais pour tenter de faire revivre un état de choses que la Révolution avait détruit.

Une messe du St-Esprit, célébrée en la cathédrale de Sion, le 11 juillet, en présence des membres du gouvernement provisoire, des représentants des dizains, de l'évêque, du Chapitre et de nombreux fidèles, marqua l'ouverture officielle de la diète constituante. Monseigneur, invité à présider la cérémonie, occupait un grand fauteuil prie-Dieu placé au milieu du chœur. A ses côtés, mais à un degré inférieur, étaient assis

1. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 230.

l'ancien bailli de Sépibus et Jean-François Taffiner. Relevant ce détail dans ses Mémoires, le chanoine de Rivaz ne put s'empêcher d'y ajouter l'observation suivante : « A en juger par ce fastueux prie-Dieu, le clergé et le peuple se persuadèrent que déjà l'évêque était redevenu le prince du pays puisqu'on lui en décernait les honneurs et les Haut-Valaisans se flattèrent que tout allait recommencer en Valais sur le pied de l'ancienne constitution » ².

Dirigés par de Sépibus, les débats proprement dits commencèrent le lendemain 12 juillet. La lecture des instructions dont les délégués étaient porteurs, fit apparaître l'abîme qui séparait le Haut du Bas-Valais. « Toutes celles du Haut-Valais, écrit le chanoine de Rivaz, portaient en tête deux points qu'ils regardaient comme devant être fondamentaux des opérations de cette haute commission : le premier, de tout rétablir sur le *statu quo* de 1797, et le second, de restituer par conséquent à l'évêque toutes les prérogatives temporelles dont son siège jouissait à cette date » ³.

S'associant aux revendications des dizains orientaux, Monseigneur précisa que la nouvelle constitution devrait non seulement rétablir les droits dont lui-même, son clergé et l'Abbaye de St-Maurice jouissaient avant la révolution, mais également en assurer l'intégrité ⁴.

A ces prétentions, les députés occidentaux opposèrent qu'on ne pouvait pas méconnaître l'égalité politique que le Bas-Valais avait acquise seize ans auparavant. Pour eux, le droit public reconnu en 1798 et consacré par la loi fondamentale de 1802 devait être maintenu ⁵.

Au cours des entretiens qui suivirent, les représentants du Bas-Valais, constamment mis en minorité, ne purent faire triompher leurs revendications dans ce qu'elles avaient de légitime ; ils ne parvinrent même pas, ce qui en dit long sur l'état d'esprit de la majorité de la commission, à faire reconnaître le français comme langue officielle.

Ce dialogue peu intéressant dura trois semaines. Le projet constitutionnel qui en sortit résulta moins, on s'en doute, d'un sain réalisme politique que de la volonté des dizains orientaux de s'assurer une supériorité écrasante dans la future organisation du pays. Mais, mieux qu'un long commentaire, le projet constitutionnel nous montre les intentions réelles de la majorité de cette assemblée. ⁶

2. Ibidem.

3. Ibidem.

4. Ibidem.

5. AV, Rz, cart. 81, fasc. 2, Mémoire de Ch. E. de Rivaz, juillet 1814.

6. Ibidem, fasc. 5, Projet de Constitution pour la République de Vallais arrêté par la Diète, avec les protestations et les actes qui l'ont suivi, 2 août 1814.

Les titres 1 et 2 proclamaient l'unité de religion, de législation et de langue ⁷ et la forme démocratique du gouvernement.

Le titre 3 divisait le territoire en dix dizains, à savoir Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre et Sion, dans leurs anciennes limites, et Entremont, St-Maurice et Monthey dans celles de leurs anciennes bannières.

Le titre 4 réglait le statut politique des citoyens. Était reconnu citoyen valaisan, celui qui avait été reçu bourgeois ou communier d'une bourgeoisie ou d'une commune. Pour acquérir ce titre, l'étranger devait se faire naturaliser au préalable. L'âge requis pour jouir du droit d'élection était fixé à 20 ans. Pour être éligible à la fonction de conseiller de commune, le candidat devait avoir 21 ans révolus et pour occuper les places de dizains, 25 ans. En outre, le citoyen ne pouvait avoir qu'un domicile politique.

Le titre 5 portait qu'aucun bien-fonds ne pouvait être grevé d'une redevance perpétuelle et irrachetable.

Le titre 6 était consacré aux autorités communales et dézénales. Chaque commune avait un conseil composé de 5 à 25 membres. La nomination du président, du procureur et des conseillers était faite par l'assemblée générale de la commune sur une présentation triple du conseil. C'est aussi l'assemblée générale de la commune qui fixait le nombre de conseillers. La durée des fonctions du président et du procureur était de deux ans ; en revanche, les conseillers étaient élus à vie.

A la tête de chaque dizain il y avait un banneret (président), un capitaine (vice-président), et un grand-châtelain, lesquels, conjointement avec les anciens grands-châtelains et les députés des communes, formaient le conseil de dizain. Le banneret, le capitaine et le grand-châtelain étaient nommés par le conseil de dizain ; les deux premiers étaient élus à vie. Le banneret, le capitaine et le grand-châtelain étaient de droit membres de la Diète générale. Le conseil de dizain faisait les nominations qui lui étaient attribuées, déterminait les dépenses du dizain et répartissait les charges entre les communes.

Le titre 7 traitait du gouvernement. Le pouvoir suprême était confié à un seul corps : la Diète générale, composée de 6 députés par dizain, élus pour deux ans par les conseils dézéniaux. Pour être éligible à la Diète générale, il fallait faire preuve de capacités intellectuelles suffisantes ⁸ et être âgé d'au moins 25 ans. Chaque dizain représenté à la Diète

7. Bien que les 2/3 de la population fût de langue française, Monseigneur et les représentants de Conches, Moerel, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sion, Sierre et Hérémence se déclarèrent partisans de l'allemand, comme langue de l'Etat (Projet de constitution, art. 3).

8. Il fallait avoir rempli des fonctions législatives, administratives ou judiciaires dans les autorités supérieures ou de dizain ou être gradué docteur

avait une voix. L'évêque, qui était membre de droit de cette assemblée, disposait d'un vote égal à celui d'un dizain.

La Diète générale, qui se réunissait en sessions ordinaires le premier lundi de mai et le dernier lundi de novembre, exerçait le pouvoir législatif, accordait la grâce, pourvoyait aux dignités ecclésiastiques et statuait sur tous les objets relatifs à l'administration. De plus, avec le concours du Chapitre, elle nommait le bailli (président), le vice-bailli (vice-président), le trésorier d'Etat et deux secrétaires. Pour être promu à ces dignités, il fallait être âgé de 30 ans révolus et avoir rempli des fonctions législatives, judiciaires ou administratives supérieures.

Le bailli convoquait et présidait les diètes ordinaires et extraordinaires, signait et scellait les lois ainsi que les autres actes de l'autorité suprême, disposait de la force armée, jouissait de l'initiative législative et d'un droit de vote égal à celui d'un dizain et exécutait tout ce qui n'était pas attribué à une autre autorité.

Le titre 8 organisait l'ordre judiciaire. Dans chaque dizain il y avait un ou plusieurs juges de première instance, appelés châtelains. Leur nombre était déterminé par le conseil de dizain. Le châtelain connaissait de toutes les causes civiles d'une valeur litigieuse inférieure à dix francs. En cas d'absence, il était remplacé par le vice-châtelain.

Dans chaque dizain il y avait un tribunal supérieur composé d'un grand-châtelain, de son remplaçant et de six assesseurs. Le tribunal de dizain statuait en appel et dernière instance sur les causes jugées par le châtelain et en première instance sur les litiges n'excédant pas trois cents francs. Le grand-châtelain et 8 assesseurs formaient la cour criminelle de première instance.

Un tribunal suprême de treize membres, élus pour deux ans par la Diète générale, jugeait en dernier ressort les causes civiles et criminelles. Il était présidé par un grand-juge.

Le titre 9 contenait un certain nombre de dispositions générales. En attendant la revision des lois civiles et criminelles, le code de l'ancien Etat du Valais serait observé dans tout le canton.

Les fonctions judiciaires et administratives n'étaient pas incompatibles.

Les décisions de la Diète devaient se prendre à la majorité des suffrages.

L'instruction publique dans les trois collèges cantonaux était à la charge de l'Etat.

en droit ou en médecine ou avoir exercé l'office de notaire public ou occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne (Projet de constitution, art. 26). Cet article, qui sera repris par la constitution du 5 décembre, par celle des ministres et par celle du 12 mai 1815, n'était en fait que la reproduction de l'article 34 de la charte de 1802.

La revision constitutionnelle était laissée à l'initiative de la Diète. Toutefois, les premiers changements ne pourraient intervenir qu'après cinq ans.

Cet acte de 76 articles, qui s'inspirait de la constitution démocratique de 1802, marquait néanmoins un retour à la situation antérieure à 1798. Les principes fondamentaux consacrés par la charte de 1802, comme la division du territoire en douze dizains, la représentation nationale à la Diète selon le chiffre de la population, et le vote individuel ne furent pas retenus. « Quel est donc, dira-t-on, le motif qui a pu porter les dizains du Haut-Valais à établir des principes aussi destructeurs de l'égalité démocratique ? On ne peut en trouver d'autres, écrit Ch.-E. de Rivaz, que dans les souvenirs des temps anciens, que dans les regrets qu'ils font naître, que dans le désir de les rappeler sinon en entier, du moins autant qu'il est possible »⁹. Il faut également préciser que l'attitude de Berne à l'égard des Pays de Vaud et d'Argovie n'avait fait que renforcer cette tendance réactionnaire. Du moment que Berne réclamait la restitution de ses anciennes possessions, le Haut-Valais pouvait naturellement se croire autorisé à en faire autant. Selon le chanoine de Rivaz, « le tort impardonnable des Haut-Valaisans (fut) donc de se vouloir donner une constitution à laquelle ils (pouvaient) se flatter de réduire le Bas-Valais qu'à la faveur d'une guerre civile en Suisse, encore à supposer que l'issue en fût favorable aux villes aristocratiques et aux petits cantons qu'elles (avaient) réduits par des sophismes ou gagnés par leur argent. Et voilà, poursuit le chanoine de Rivaz, l'intrigue dans laquelle donn(ait) en plein collier notre Evêque qui n'aurait dû jouer d'autre rôle en cette circonstance que celui de père et de pasteur commun, pour leur recommander de préférer constamment l'honnête à l'utile et de donner une constitution de nature à entretenir l'union, la concorde et la tranquillité publique entre les Romands et les Allemands, tous également les enfants de la patrie et les brebis de son troupeau »¹⁰.

La commission constituante se sépara le 2 août. Avant de se retirer, les représentants du Haut-Valais invitèrent leurs collègues du Bas à leur dire s'ils entendaient « se prévaloir de la force des circonstances pour leur association à la souveraineté ou s'ils (voulait) entrer en négociation à cet égard »¹¹. Cette requête fut accueillie avec la surprise qu'on devine. Les Bas-Valaisans répondirent néanmoins que n'étant pas légitimés pour discuter de cette question, ils en référerait à leurs dizains¹².

9. AV, Rz, cart. 81, fasc. 2, Mémoire de Ch. E. de Rivaz, juillet 1814.

10. A. J. de RIVAZ, Mémoires, pp. 240-241.

11. AV, Rz, cart. 81, fasc. 15 k, 2 août 1814.

12. Ibidem.

A l'exception de Viège et de Rarogne¹³, les dizains accueillirent avec hostilité la constitution projetée. « Si c'est du vieux, déclarèrent les citoyens de Conches, il est inutile de nous la lire, car nous la connaissons ; si c'est du nouveau, il est également inutile de nous la lire, parce que nous n'en voulons pas »¹⁴. Brigue la refusa en « haine de M. de Sépibus »¹⁵. Loèche s'opposa à l'élection à vie des bannerets et des capitaines. Les paysans d'Hérémence, de Sierre et de Sion craignirent que cette constitution ne fit revivre les anciens droits¹⁶. Sion et Sierre réclamèrent un pouvoir exécutif central et permanent. Les dizains du Bas-Valais, malgré leur opposition farouche à l'égard de cet « avorton informe », ne donnèrent leur avis définitif que le 1er septembre. Dans une lettre adressée au gouvernement provisoire, ils déclarèrent que leurs communes avaient refusé à l'unanimité les plans conçus par le Haut-Valais, parce qu'ils étaient contraires à l'essence d'un gouvernement démocratique. En outre, ils attirèrent l'attention du gouvernement sur les graves lacunes du projet et sur la nécessité d'y remédier. Ils estimèrent que parmi les mesures à prendre, la première portait sur le mode de convocation de la Diète constituante appelée à rédiger le texte définitif de la constitution. Pour eux, cette convocation ne pouvait se faire que selon le « prescrit » de la loi fondamentale en vigueur au moment de l'annexion du Valais à la France. Le mémoire soulignait que toute autre manière de procéder ne pourrait que rendre nulles les décisions de l'assemblée, tandis qu'en « se basant sur la constitution de 1810, aucune partie du territoire ne pourrait se plaindre d'avoir été sacrifiée à l'autre »¹⁷.

Dans une deuxième lettre, datée du 5 septembre, les dizains inférieurs chargèrent le gouvernement provisoire d'informer le Haut-Valais qu'ils refusaient également ses prétentions au sujet de la participation à la souveraineté. « ... Si les louables dizains supérieurs, déclarèrent les Bas-Valaisans, ont pensé que les nôtres n'entraient pas en participation à la souveraineté qu'en vertu de la constitution projetée actuellement, ils

13. Selon le chanoine de Rivaz, Viège et Rarogne « acceptaient tout ce qui venait de de Sépibus. Ils espéraient par là pouvoir faire nommer à l'Evêché le chanoine de Kalbermatten ou le chanoine Roten » (Mémoires, p. 239). Le chanoine Roten occupa le siège épiscopal de Sion de 1830 à 1843 (DHBS, t. VII, p. 566).

14. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 239.

15. Le dizain de Brigue voyait en de Sépibus le plus sérieux concurrent du baron de Stockalper.

16. Les paysans d'Hérémence, de Sierre et de Sion pensaient que la future organisation du pays rétablirait les droits que la Ville et la Noble Contrée possédaient avant la Révolution (A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 239).

17. AV, Rz, cart. 81, fasc. 4, p. 16, Les dizains inférieurs au gouvernement provisoire, 1 septembre 1814.

sont dans une très grande erreur, et qu'ils l'eussent évitée, pour peu qu'ils se fussent rappelés les actes antérieurs qu'ils ont mis entre les mains de nos communes » ¹⁸.

Tenant compte des remarques formulées par le Bas-Valais et aussi de l'impatience grandissante des ministres alliés ¹⁹, le gouvernement provisoire convoqua à nouveau l'assemblée constituante pour le 11 septembre. ²⁰

18. Ibidem, p. 23, Les mêmes au même, 5 septembre 1814.

19. Le 3 août, les ministres avaient demandé au gouvernement provisoire des nouvelles des travaux constitutionnels (Copie de la lettre : A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 403).

20. AV, Rz, cart. 89, pp. 34-35, Le gouvernement provisoire à la commission chargée de la constitution, Sion, 7 septembre 1814.

CHAPITRE III

L'OFFRE DE MÉDIATION DES MINISTRES ALLIÉS

Les représentants des dizains se réunirent donc le lundi 11 septembre aux fins de revoir le projet constitutionnel du 2 août. Mais, avant de commencer leurs travaux, ils furent mis au courant des entretiens que Taffiner et quelques autres personnalités avaient eus à Sion, à la fin du mois d'août, avec l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grande-Bretagne en Suisse, Strafford Canning¹. Les documents nous apprennent que le diplomate anglais avait notamment insisté sur la nécessité de réorganiser le pays le plus rapidement possible. « Il est bien certain, avait-il dit, qu'un peuple ayant un Etat assis et décidé, sera respecté au Congrès de Vienne², mais il n'en sera pas de même de ceux qui se trouveraient encore dans l'incertitude et dans les fluctuations du provisoire »³. Il avait ajouté que le Haut-Valais avait tort de se sentir à ce point indépendant qu'il pût disposer, comme bon lui semblait, de lui-même et de ses anciens sujets⁴. Selon Canning, la part que les hautes puissances belligérantes avaient prise dans la libération du Valais et de la Suisse leur donnait le droit d'exiger de chaque canton une constitution acceptable pour tous et non pas seulement pour quelques « castes »⁵.

Ces informations ne produisirent aucun effet sur la majorité de l'assemblée constituante. Les Bas-Valaisans s'efforcèrent cependant d'amener leurs collègues du Haut à composition en leur proposant de revoir le problème du vote des dizains en Diète. Ce fut en vain : les députés

1. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 238.

2. Le Congrès de Vienne s'ouvrit le 1er novembre 1814 et dura jusqu'au 9 juin 1815.

3. AV, Rz, cart. 89, Le gouvernement provisoire à la commission chargée de la constitution, Sion, 11 septembre 1814.

4. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 238.

5. Ibidem.

des dizains supérieurs persistèrent dans leur intransigeance et parlèrent plus que jamais du droit qu'ils avaient de réclamer de leurs anciens sujets de fortes indemnités ⁶.

Là-dessus, le gouvernement provisoire reçut une lettre des ministres alliés. Ceux-ci s'étonnaient que le Valais continuât à douter de leurs intentions. « La réponse de la Diète du 18 juin que nous avons sous les yeux, disaient-ils, n'offre aucune incertitude sur ce point ; elle renferme, au contraire, tout ce qui devrait nécessairement précéder pour que l'admission pût suivre. ... Aujourd'hui, enfin, que le dernier projet du nouveau Pacte fédéral vient de passer en loi, le Valais ne tardera pas d'être appelé à convenir définitivement avec les confédérés des conditions et termes de sa réception » ⁷. Les plénipotentiaires, qui, poussés par les circonstances, s'immisçaient de plus en plus dans la politique valaisanne, déclaraient enfin que si la commission chargée de rédiger la constitution ne parvenait pas à s'entendre, ils étaient prêts à leur offrir leur médiation.

Le gouvernement donna immédiatement connaissance de cette note à l'assemblée législative.

« Cette lettre, écrit le chanoine de Rivaz, fut un coup de foudre qu'atterra les Haut-Valaisans et les Bas-Valaisans profitèrent de leur étourdissement pour les presser d'accepter la médiation que les plénipotentiaires leur offraient au nom de leurs couronnes. A quoi les Haut-Valaisans se résignèrent sur un conseil privé, présidé par l'évêque et le Baillif de Sépibus. En conséquence, l'assemblée législative convint qu'on enverrait à Zurich de part et d'autre 6 ou 9 députés, 3 ou 2 de chacun des 3 arrondissements du pays qui seraient nommés par les députés de leurs conseils dézéniaux » ⁸.

En acceptant de se rendre à Zurich, les Haut-Valaisans n'avaient pas renoncé, pour autant, à leurs prétentions. Ils n'y allaient, on le verra

6. Ibidem, p. 242.

7. AV, Rz, cart. 81, fasc. 4, pp. 37-39, Les ministres de Russie, d'Autriche et d'Angleterre au gouvernement provisoire, Zurich, 12 septembre 1814. - Le 13 septembre, la Diète fédérale fit savoir aux Valaisans que dans sa séance du 12, elle avait décidé, à une grande majorité de voix, que l'Etat de Neuchâtel, le Valais et la République de Genève seraient reçus « au nombre des cantons de la Confédération suisse... Les déterminations ultérieures touchant la forme et les conditions de cette réunion, ainsi que le moment où elle devra s'effectuer par l'appel de vos députés au sein de la Diète, ne tarderont pas à être fixés... En attendant, il nous est très agréable de donner, par la présente communication, l'annonce que le décret que nous avons pris conformément à vos vœux, remplit également les nôtres, et que nous attachons le plus haut prix aux liens d'étroite confédération qui vont se former entre nous... » (AF, Korrespondenzprotokoll des Tag-satzungspräsidenten, Jenner bis Christmonat 1814, vol. 209, No 223). Il est à noter que cette lettre figure dans le livre des procès-verbaux de la Diète fédérale parmi les délibérations du 10 septembre.

8. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 243.

plus loin, que pour mieux les soutenir. D'ailleurs, c'est dans cette idée que Léopold de Sépibus, le comte Eugène de Courten et son gendre Alphonse Kuntschen quittèrent le Valais avant même que les dizains ne fussent assemblés pour désigner les délégués à cette conférence. Ayant eu connaissance de cette démarche, les Bas-Valaisans Michel Dufour et Joseph Morand partirent également pour Zurich ; ils y arrivèrent deux jours après la députation haut-valaisanne⁹.

Là-dessus, chaque arrondissement convoqua sa diétine.

La première se tint à Bramois le jour de la St-Mathieu (21 septembre). Elle groupa les délégués des communes de l'arrondissement du Centre, à l'exception de l'évêque, des représentants de la ville de Sion¹⁰ et de ceux de quelques communes environnantes.

Tout en déplorant l'absence des députés de la ville, l'assemblée se déclara fermement résolue à réclamer le vote et la représentation proportionnelle au chiffre de la population. En fin de séance, elle chargea l'ancien syndic de Conthey Jean-Joseph Duc, l'ancien juge de paix Jean-Baptiste Jacquier, de Savièse, et le docteur Mathias Monnier, sous-préfet de Sierre, de représenter l'arrondissement à Zurich¹¹.

Les quatre dizains inférieurs s'assemblèrent à Martigny, le 23 septembre. Après avoir protesté contre la constitution que voulaient leur imposer les Haut-Valaisans, ils décidèrent, à l'unanimité, de demander le partage du pays en deux sections administratives indépendantes, au cas où on ne voudrait pas leur faire justice. De plus, estimant que la députation qui se trouvait à Zurich était insuffisante, la diétine lui adjoignit Ch.-E. de Rivaz et l'avocat Louis Pittier¹².

L'arrondissement supérieur tint son assemblée à Tourtemagne les 26 et 27 septembre.

Cette diétine groupa les 5 dizains orientaux, 32 délégués de Sierre, 9 de Sion, un représentant de l'évêque et du Chapitre et quelques observateurs.

Selon Isaac de Rivaz, les 190 personnes présentes voulurent conser-

9. AV, Rz, cart. 81, fasc. 4, p. 41, Les dizains inférieurs au gouvernement provisoire au sujet du départ clandestin des députés du Haut-Valais, 18 septembre 1814. - Ibidem, fasc. 6, p. 1, I. de Rivaz à Ch. E. de Rivaz, Sion, 17 septembre 1814.

10. La ville de Sion, qui désirait recouvrer ses anciennes prérogatives, ne voulait plus former « le huitième du dizain de Sion et se voir gouvernée par des parvenus nés paysans » (A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 247).

11. Jacquier ne se rendit pas à Zurich. Il fut remplacé par Jean Sierro, d'Hérémence. Ce changement était la conséquence d'une démarche que la ville de Sion avait faite auprès des habitants de Savièse et de quelques communes du dizain d'Hérémence, pour les inviter à embrasser sa cause (A.J. de RIVAZ, Mémoires, pp. 243-244).

12. AV, Rz, cart. 81, fasc. 4, pp. 49-50, Acte de nomination de de Rivaz et de Pittier, Martigny, 23 septembre 1814.

ver l'ancien ordre de choses, c'est-à-dire la division territoriale en 10 parties, le vote collectif, l'ancienne organisation des pouvoirs et la possibilité pour l'évêque de participer aux diètes, avec droit de vote égal à celui d'un dizain.

Avant de se séparer, l'assemblée confirma la nomination de de Sépius et du comte de Courten en vue de défendre le projet de constitution devant les ministres alliés ¹³.

En raison de sa situation particulière, la ville de Sion désirait elle aussi sa députation. Le 16 septembre, le bourgmestre Augustin de Riedmatten avait déjà invité les ministres à considérer l'état d'humiliation dans lequel la constitution de 1802 avait placé sa ville par suite d'une trop grande popularité dans les nominations. Il avait rappelé qu'en tant que chef-lieu du canton, la ville de Sion était en droit d'attendre certains avantages, à l'exemple de presque tous les cantons suisses qui accordaient au chef-lieu des privilèges.

« La ville de Sion, avait ajouté de Riedmatten, animée de sentiments libéraux et conciliant ses demandes avec les bases d'une nouvelle constitution, ne croit pas dépasser les bornes de la modération si elle prend la liberté de solliciter :

- 1) que le bourgmestre en charge de la Ville et de la Bourgeoisie soit reconnu de droit et par sa fonction député à la Diète ;
- 2) que le Grand-Châtelain du dixain soit nommé en séance du Conseil de dixain sur une triple présentation faite par la Ville et la Bourgeoisie qui, en outre, auraient la faculté de présenter au conseil de dixain 4 candidats pour chacun des deux autres places dézénales auxquelles ce conseil nommerait ;
- 3) que la Ville et la Bourgeoisie puissent se représenter au conseil de dixain en nombre et vote égal à celui des autres communes du dixain, nonobstant quelques disproportions dans la population ;
- 4) que la Ville ait droit de se faire représenter à la Diète par un nombre de députés formant au moins 2/3 de ce que le dixain pourrait nommer » ¹⁴

Dans sa séance du 2 octobre, le Conseil de la ville envoya à Zurich 3 membres « spécialement chargés de faire valoir leurs droits » ¹⁵.

De son côté, Monseigneur, estimant que ses intérêts ne seraient pas défendus auprès des plénipotentiaires, informa le Chapitre de son intention d'envoyer à Zurich un délégué personnel. Il désigna son porte-parole en la personne du chanoine Etienne Julier, « le plus jeune et le

13. Ibidem, fasc. 6. p. 13. I. de Rivaz à Ch. E. de Rivaz, Sion, 26 septembre 1814. - Ibidem, p. 19, Le même au même, Sion, 29 septembre 1814.

14. AV, T 3 2/5, Le conseil de la ville de Sion aux ministres, 16 septembre 1814.

15. La délégation sédunoise comprenait Libérat de Courten, Augustin de

dernier du Collège ». Plusieurs chanoines s'élevèrent contre ce choix. La plupart objectèrent que le chanoine Julier ne possédait pas l'expérience nécessaire pour s'acquitter d'une mission aussi délicate. « Je répliqu(ai), écrit le chanoine de Rivaz, que de bonnes instructions que lui donnera(it) Monseigneur, y pourr(aient) suppléer. Le chanoine Roten me dit qu'il vaudrait mieux (qu'il les eût dans sa tête que dans sa poche). ...Mais, somme toute, on trouv(a) que M. Julier n'avait pas encore la barbe assez noire ni assez touffue pour une députation de cette importance »¹⁶. Désavoué par le Chapitre, Monseigneur renonça à son projet.

Au moment où les premières délégations arrivèrent à Zurich, Schraut en informa de Metternich :

« Le canton du Valais, par l'inertie qui est propre à ce pays, quoi-que itérativement exhorté par nous de hâter le projet de sa nouvelle constitution, a perdu son temps à trouver des difficultés à tout, sort commun de tous les esprits bouchés dont ce pays abonde ; enfin pourtant, sont arrivés quelques-uns de ses Députés à Zurich, et d'autres vont les y suivre, pour nous exposer leurs idées sur la nouvelle constitution et nous donner à résoudre ce qui est insoluble pour eux-mêmes. J'espère que nous y parviendrons dans quelques séances et que peut-être nous aurons le très petit mérite de ménager à ce Canton une constitution qui permette à son Gouvernement de tourner insensiblement cette contrée de l'état d'engourdissement et de stupeur surannée qui gravitent sur elle et réduit en non-valeur la moitié des présents que la nature lui a faits généreusement »¹⁷.

Comme on le voit, malgré le ton sévère de cette lettre, les ministres étaient décidés à sortir le Valais de son impasse. Mais, en dépit de leur désir de libérer le pays de l'influence napoléonienne, les responsables de la reconstruction de l'Europe n'avaient cependant pas l'intention de fermer la parenthèse ouverte seize ans auparavant. Ils se rendaient parfaitement compte que l'inépuisable besoin de liberté manifesté dans les territoires anciennement sujets des cantons suisses, faisait également sentir sa force dans la partie occidentale du Valais. Ce qu'ils cherchaient, c'était donc une formule d'équilibre qui permit d'adapter aux exigences nouvelles l'état de choses antérieur à 1798.

Les diplomates alliés reçurent d'abord les délégués sédunois. De Riedmatten leur exposa en détail la situation humiliante dans laquelle se trouvait la ville de Sion depuis la déclaration d'indépendance.

Sans vouloir préciser leur pensée, Schraut, Canning et Krudener

Riedmatten et Louis de Kalbermatten.

16. A.J. de RIVAZ, *Mémoires*, pp. 244-245.

17. AF, Copies Vienne, Schweiz, I. Gruppe 1814-1820, Fz 248, No. 125 (AF, 114/8), Schraut à Metternich, Berne, 8 octobre 1814.

répondirent au bourgmestre et à ses collègues qu'il était dans leur intention d'accorder à la ville de Sion quelques prérogatives ¹⁸.

Questionnés sur leur attitude à l'égard des problèmes politiques pendants, de Riedmatten, de Courten et de Kalbermatten se déclarèrent partisans de la division du territoire en dix dizains et du vote collectif en Diète. Ils précisèrent cependant que des questions fondamentales comme le référendum et le Conseil d'Etat permanent les séparaient des dizains supérieurs ¹⁹.

Le 13 octobre, ce fut au tour des envoyés spéciaux des dizains de plaider leur cause devant les ministres. Dans un long mémoire, les représentants de l'arrondissement inférieur exposèrent les principales divergences entre les deux parties du pays : division du territoire et manière de voter en Diète générale. Selon eux, ces deux questions devaient être l'objet des premiers entretiens ; il convenait en effet de fixer la part qui serait assignée au Bas-Valais dans l'exercice du droit de souveraineté.

« Nous aurions espéré, déclarèrent-ils, pouvoir en conférer amicalement avec les députés qui représentent ici les Communes du Haut-Valais et nous nous attendions avec confiance à les trouver investis du pouvoir d'écouter les conseils de vos excellences et celui d'y déférer. Mais ayant eu divers entretiens avec eux à ce sujet, ils nous ont communiqué les instructions qui leur (avaient) été données dans une assemblée tenue à Tourtemagne les 26 et 27 septembre et nous y avons vu avec regret qu'ils avaient l'ordre exprès de ne pas nous soumettre ce point essentiel sur lequel nous différons d'intérêt » ²⁰.

Le lendemain 14 octobre, au cours d'une réunion qui groupa les ministres, les délégués orientaux et deux représentants du Bas-Valais, de Sépibus affirma que les dizains inférieurs avaient perdu l'avantage de l'acte d'indépendance en prenant les armes contre le Haut-Valais dans les années 1798 et 1799 ²¹.

Le même jour, les délégués occidentaux rédigèrent une adresse de protestation dans laquelle ils rappelèrent tout ce que le Bas-Valais avait fait pour le Haut depuis la déclaration d'indépendance. Ils précisèrent que les déclarations émises par les représentants des dizains supérieurs constituaient, en vérité, des accusations contre les communes de la partie inférieure du pays ²².

Le 15 octobre, ils adressèrent aux ministres une nouvelle note aux

18. A. Va, T. 80-119, La délégation sédunoise au vice-bourgmestre de Sion, Zurich, 10 octobre 1814.

19. Ibidem.

20. AV, Rz, cart. 81, fasc. 12, pp. 1 ss, Les délégués occidentaux aux ministres des puissances alliées, Zurich, 13 octobre 1814.

21. Ibidem, p. 17, Les délégués orientaux aux ministres, Zurich, 14 octobre 1814.

22. Ibidem, pp. 17 ss, Les délégués occidentaux aux ministres, Zurich, 14 octobre 1814.

termes de laquelle ils leur demandaient la division du territoire en 15 dizains (5 au-dessus de la Raspille, 4 au Centre, 6 en dessous de la Morge) pour le cas où le vote collectif serait admis ²³.

Selon les auteurs du mémoire, cette répartition paraissait correspondre aux intentions des ministres. La ville de Sion, en particulier, pourrait recouvrer les formes aristocratiques « qu'elle avait avant 1798 et ne sera(it) plus exposée à l'influence des communes environnantes »²⁴. Quant au Haut-Valais, il conserverait sa prépondérance, puisque lui-même et ses anciens alliés totaliseraient neuf voix ²⁵.

Le 17 octobre, les Bas-Valaisans, reprenant l'idée de la division administrative du pays en trois arrondissements, invitèrent les ministres à adhérer à leurs vues ²⁶. De leur côté, les représentants des dizains orientaux continuèrent à soutenir leurs prétentions, à savoir notamment la division du territoire en dix dizains, le vote collectif à la Diète générale et la délégation au bailli du pouvoir exécutif.

En présence d'avis si opposés, Schraut et ses collègues tentèrent de délimiter, le plus exactement possible, les droits des différentes parties du pays.

Ces questions délicates firent l'objet d'un mémoire qu'ils remirent à leurs interlocuteurs le 23 octobre ²⁷.

Les conclusions auxquelles arrivèrent les plénipotentiaires, parlaient de l'idée que si l'ancien ordre de choses n'avait pas perdu toute son « autorité », il ne pouvait néanmoins pas prévaloir sur les droits acquis par le Bas-Valais en 1798. Selon eux, « les principes démocratiques sur lesquels repos(ait) toute constitution exig(eaient) une proportion plus équitable dans le nombre et la répartition des dizains » ²⁸. Cela étant, ils n'hésitèrent pas à déclarer que la demande du Haut-Valais tendant à conserver les sept anciens dizains et à n'en accorder que trois au Bas-Valais était absolument inadmissible.

A leur avis, le projet constitutionnel du 2 août pouvait être amélioré en ce sens :

- 1) les 5 dizains supérieurs, savoir Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche, qui totalisaient 18 850 âmes, resteraient dans leurs limites actuelles ;

23. Ibidem, p. 29, Les mêmes aux mêmes, Zurich, 15 octobre 1814.

24. Ibidem.

25. A ces neuf dizains, il faut ajouter l'évêque, auquel la diétine de Tourtemagne avait donné un droit de vote égal à celui d'un dizain (supra, p. 46).

26. AV, Rz, cart. 81, fasc. 12, p. 35, Zurich, 17 octobre 1814.

27. AF, Diète, vol. 695, ff. 12 ss. - AV, T 5/1, 26, Les ministres alliés au gouvernement provisoire du Valais, Zurich, 23 octobre 1814.

28. Ibidem.

- 2) des anciens dizains du Centre, Sierre et Sion, peuplés de 15 163 habitants, il en serait formé 3. Ce système aurait pour conséquence de proportionner la population de ces dizains à celle des dizains orientaux ;
- 3) le Bas-Valais, avec 29 514 âmes, serait divisé en 5 dizains ;
- 4) pour ménager les habitudes du pays, chaque dizain et l'évêque auraient une voix en diète.

« De cette manière, poursuivirent-ils, les 5 dizains supérieurs (auraient) dans la représentation nationale le même poids que les dizains du Bas-Valais... Les trois du Centre tiendraient la balance » ²⁹.

En outre, les ministres insistèrent sur l'abolition du référendum. Ils le déclarèrent « incompatible avec les principes d'une bonne administration » ³⁰.

Ils terminèrent leur mémoire en suggérant aux délégués du Valais de constituer un gouvernement composé d'un bailli et de deux vice-baillis. Cette formule se rapprochant de l'idée d'un Conseil d'Etat permanent comportait, à leurs yeux, de réels avantages.

C'est avec ce message, destiné au gouvernement provisoire, que les émissaires valaisans quittèrent Zurich. Selon le chanoine de Rivaz, l'attitude des ministres affligea « les Haut-Valaisans autant qu'(elle) réjouit les Bas-Valaisans » ³¹. Quant aux délégués de la ville de Sion, ils ne cachèrent pas leur désappointement sur l'insuccès de leur mission. Toutefois, leur déception ne fut que passagère ; en effet, deux jours après leur retour en Valais, de Riedmatten et ses collègues apprirent que dans une nouvelle note adressée au gouvernement provisoire, Schraut avait notamment déclaré :

« ... Les avantages politiques dont la Ville de Sion jouissait autrefois, les ressources qu'elle présente, le nombre des personnes considérées qu'elle renferme, enfin sa qualité de capitale de la République, ne permettent point de la confondre avec d'autres communes du Valais, même avec celles qui sont chef-lieux des dixains. Les magistrats chargés du travail de la Constitution nouvelle doivent réparer l'injustice que celle de 1802 avait commise en faisant entrer cette ville, sans aucune distinction ni prérogative, dans un dixain où la majorité de la population faisait aussi celle des suffrages et décidait de toutes les nominations.

» Afin d'obvier à cet inconvénient et d'assurer à la ville de Sion une existence honorable dans l'Etat du Valais, il paraît nécessaire d'ériger cette ville, avec quelques communes environnantes, St-Léonard, Bramois, Salins, Veysonnaz, en dixain particulier dont la population pourrait être

29. Ibidem.

30. Ibidem.

31. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 245.

de 3500 à 3800 âmes. Le reste de l'ancien district de Sion formerait un second dixain sous le nom d'Hérens ou Hérémence et le district de Sierre, dans ses anciennes limites, le troisième des dixains du centre »³².

Comme on le voit, les propositions des ministres étaient, dans leur ensemble, équitables. Ils avaient recherché une solution moyenne, capable d'éliminer les rancunes entre les différentes parties du pays. Ils s'étaient aussi efforcés, dans l'intérêt de la Suisse, de doter le Valais d'une organisation politique en harmonie avec le Pacte fédéral.

Si les chefs politiques de la ville de Sion et de l'arrondissement du Bas acceptèrent le compromis des plénipotentiaires³³, ceux de la ville de Sierre et de l'arrondissement oriental ne voulurent pas en entendre parler. Selon de Sépibus et de Courten, la médiation des ministres ne devait pas être regardée comme un arbitrage, mais seulement comme un conseil que le peuple haut-valaisan était libre de rejeter. Pour eux, c'était une «besogne à refaire». Toutefois, en attendant que la Suisse eût un Pacte fédéral moins libéral et que le Congrès de Vienne eût réglé les rapports extérieurs de la Confédération, il était préférable que le Valais continuât à vivre sous le provisoire³⁴.

En fait, la population haut-valaisanne était beaucoup plus désireuse de connaître le résultat des entretiens de Zurich que l'opinion personnelle de ses délégués. C'est pour provoquer ce rapport que des citoyens de Loèche, de Viège, de Rarogne et de Sierre prirent l'initiative de convoquer une diétine à Tourtemagne pour le 9 novembre. Mis au pied du mur, de Sépibus acquiesça à ce désir ; toutefois, voulant faire ressortir sa qualité de président de la commission législative, il convoqua une autre diète, au même endroit, pour le samedi 12 novembre³⁵.

Cette assemblée fut présidée par Taffiner, vice-président du gouvernement provisoire. « On y affecta beaucoup de cordialité et de franchise, écrit le chanoine de Rivaz, et les dizains allemands protestèrent qu'ils tenaient les Bas-Valaisans pour leurs chers frères et vrais compatriotes »³⁶. Cette courtoisie exagérée n'empêcha pas les participants de prendre la décision de « tout conserver sous l'ancien pied ». De plus, cette diète, qui n'avait pas été constituée régulièrement — les 4 dizains inférieurs n'ayant pas envoyé de représentants — nomma, avec l'autorisation du gouvernement provisoire, les trois députés chargés de se rendre à Zurich pour signer l'acte d'incorporation du Valais à la Suisse.

32. AV, T 3, 2/8, Les ministres alliés au gouvernement provisoire du Valais, Zurich, 29 octobre 1814. - AF, Diète, vol. 695, f. 15.

33. AV, T 5/1, 28, Les 4 dizains inférieurs au gouvernement provisoire, St-Maurice, 5 novembre 1814. - Ibidem, T 3/2, 11, Lettre à Schraut, Sion, 5 novembre 1814.

34. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 246.

35. Ibidem.

36. Ibidem, p. 247.

L'assemblée allait se dissoudre lorsqu'elle apprit que quelques meneurs de Viège, de Rarogne, de Loèche et de Sierre avaient décidé de convoquer une diète générale du pays pour le 15 novembre. « Puisque les Messieurs du Pays, auraient-ils déclaré, ne savent pas s'accorder sur une constitution, c'est, en dernière analyse, au peuple seul qu'appartient en Valais le droit de se constituer comme il l'entend »³⁷.

En dépit des avances qui leur furent faites, les communes de l'arrondissement inférieur refusèrent de participer à cette « Landsgemeinde ». En agissant de la sorte, elles ne faisaient qu'obéir aux ministres, lesquels avaient expressément recommandé à Ch.-E. de Rivaz, à Eugène de Courten et à Léopold de Sépibus d'empêcher tout rassemblement populaire, sous peine d'être regardés eux-mêmes comme « perturbateurs de la tranquillité publique »³⁸.

Afin d'éviter le pire, les responsables de la politique haut-valaisanne s'efforcèrent, « à l'assemblée de Tourtemagne », de régulariser autant qu'ils le purent « le conventus national ». Ils envoyèrent des délégués dans l'arrondissement inférieur pour engager les communes à s'y faire représenter « en vue de convenir définitivement d'une constitution qui (serait) à la satisfaction commune des Romands et des Allemands »³⁹.

Bien que la convocation ne fût pas régulière, les Bas-Valaisans acceptèrent l'invitation du Haut-Valais après en avoir conféré avec le gouvernement provisoire⁴⁰.

37. Ibidem, pp. 246-247.

38. Ibidem, p. 248.

39. Ibidem, p. 249.

40. GRENAT, op. cit. p. 607.

CHAPITRE IV

LE «CONVENTUS NATIONAL»

Le 16 novembre 1814, après que la nouvelle diète constituante se fut réunie à l'Hôtel du Lion d'Or, à Sion¹, Monseigneur adressa aux députés quelques recommandations, dont le chanoine de Rivaz rend compte dans les termes suivants : « Monseigneur... observa d'abord qu'en sa double qualité d'évêque et de prince, il lui convenait de se trouver à une assemblée dont le but était d'arriver aux moyens de terminer les discussions existant dans le pays au sujet d'une constitution et d'exhorter tous les partis de faire à la tranquillité publique quelques sacrifices de leurs prétentions respectives, à quoi on parviendrait de part et d'autre si on prenait en considération les avantages de la concorde

-
1. Le chanoine de Rivaz ne disant pas d'une manière explicite où se tint ce «conventus national», on a l'impression, en lisant son texte, que les délégués des dizains se réunirent à Tourtemagne. Or tel n'est pas le cas. Le «conventus» fut certes décidé «à l'assemblée de Tourtemagne» (supra, p. 52), mais les députés siégèrent à Sion, à l'Hôtel du Lion d'Or. En outre, le chanoine de Rivaz commet une erreur en ce qui concerne la date du début des travaux de la constituante. Celle-ci ne s'est pas ouverte «un mercredi 15 de novembre», mais le mercredi 16 novembre. Voici, d'ailleurs, ce qu'on peut lire à propos du lieu et de la date de cette assemblée dans la «Proclamation adressée de la part des dizains supérieurs du Valais à leurs compatriotes du Valais inférieur, 22 décembre 1814» (AV, T3, 2/13. - STOCKALPER, op. cit. p. 171): «...Les dizains du Bas-Valais demandèrent un délai jusqu'au 16 du même mois (novembre), à ce que l'on consentît sans aucune répugnance, malgré que la nombreuse députation du Haut-Valais se trouvait déjà à Sion depuis le 14 du dit mois. - La session commença le 16, et après la nomination du président et de deux secrétaires... l'on procéda à la confection de la constitution de l'Etat, dont le protocole commença dans le sens suivant : L'an 1814, le 16 novembre, à l'Hôtel du Lion d'Or, se sont assemblés aux fins de pourvoir au moyen de faire cesser l'état provisoire...». - Cf. également : *Blätter aus der Walliser Geschichte*, herausg. von geschichtsforschenden Ver. von Oberwallis, t. II, Sitten, 1898-1899, pp. 212 ss, Lettre de Léopold de Sépibus, Sion, 16 novembre 1814. - Les hommes les plus marquants de cette assemblée étaient : J. J. Bircher et D. Weger (Conches) ; C. de Sépibus et M. J. Wegener (Brigue) ; L. Deschallen et F. Indermatten (Viège) ; L. de Sépibus et N. Roten fils (Rarogne) ; I. de Werra et J. J. Lorétan (Loèche) ; X. Julier, P. J. de

et les inconvénients de la discorde, faisant craindre à mots couverts aux Haut-Valaisans de tomber dans la disgrâce des puissances médiatrices, et aux Bas-Valaisans la guerre civile »².

Comment les représentants occidentaux accueillirent-ils ces paroles ? Furent-ils enthousiastes ? D'après le chanoine de Rivaz, il paraîtrait que « les Bas-Valaisans (trouvèrent) que l'évêque n'aurait pas dû tant tarder à prêcher aux Haut-Valaisans la concorde et la paix, et qu'il aurait dû jouer beaucoup plus tôt le rôle de conciliateur entre les partis³. »

Après cette intervention, l'assemblée élit son bureau. L'ancien bailli de Sépibus fut nommé président. Le secrétaire de langue allemande fut choisi en la personne du délégué de Loèche, de Werra, et celui de langue française en celle du Bas-Valaisan Dufour.

Après ce débat préliminaire, la délégation haut-valaisanne décida d'aborder l'épineux problème de la division du territoire. Bien que l'évêque eût déclaré qu'il était « d'une justice évidente » que le Bas-Valais ne formât que trois dizains, les députés du Haut estimèrent qu'il valait mieux tenter de résoudre le problème par un compromis qui tiendrait compte notamment de l'évolution politique opérée depuis 1798. Aussi, pensant concilier leurs anciens droits avec les prétentions bas-valaisannes, proposèrent-ils, le 17 novembre, par de Sépibus, d'accorder à l'arrondissement inférieur quatre dizains et autant de suffrages aux diètes souveraines.

Ce plan, on s'en doute, ne fut pas agréé par les représentants du Bas-Valais. Se basant sur le *pronunciatum* de Zurich, ces derniers déclarèrent s'en tenir à la division de leur arrondissement en cinq dizains. Selon eux, les concessions qu'ils avaient faites, lors des entretiens de Zurich, ne compensaient qu'imparfaitement cette revendication⁴.

Le 18, se rendant compte qu'elle ne parviendrait pas à fléchir les députés occidentaux, la délégation haut-valaisanne leur offrit le choix entre :

- 1) quatre dizains et quatre suffrages ;
- 2) la formation de quatre dizains et demi ;
- 3) le *pronunciatum* de Zurich.

Chastonay et X. de Preux (Sierre) ; L. de Courten, A. de Riedmatten et L. de Kalbermatten (Sion) ; J. B. Jacquier et F. Dubuis (Savièse) ; R. Fardel (Aigent) ; C. E. de Rivaz et P. L. Du Fay (Monthey) ; J. de Quartéry, J. Chapelet et L. M. Bioley (St-Maurice) ; J. Morand, E. Gay et E. Claivaz (Martigny) ; L. Pittler et J. Luder (Sembrancher) ; E. M. Vaudan (Bagnes) ; P. Ribordy (Liddes) ; J. F. Produit (Leytron) ; J. J. et J. S. Duc (Conthey) ; J. F. Michelet (Nendaz), ainsi que les syndics d'Ardon et de Chamoson (A. J. de RIVAZ, Mémoires, p. 250).

2. A. J. de RIVAZ, Mémoires, p. 250.

3. Ibidem, p. 250.

4. Ibidem, p. 251.

Cette sorte d'ultimatum précisait qu'en formulant le troisième point, le Haut-Valais ne faisait que céder à la force dont ses délégués avaient été menacés à la conférence de Zurich.

Le marchandage auquel donna lieu cette négociation ne manqua pas d'échauffer les esprits. Dans un accès de mauvaise humeur, les Bas-Valaisans lancèrent à la face de leurs collègues que si l'égalité politique leur était refusée, ils demanderaient à la Confédération et aux Cours alliées leur séparation du Haut-Valais ⁵.

Là-dessus, de Sépibus convoqua un comité des députés orientaux et, le même jour, il annonça aux représentants du Bas-Valais que la fraction haut-valaisanne était disposée à leur accorder cinq dizains, avec un nombre égal de suffrages, moyennant l'acceptation des quatre points suivants :

- 1) maintenir l'ancien référendum ;
- 2) confier le pouvoir exécutif au bailli ;
- 3) abandonner l'idée de créer un Conseil d'Etat et un Tribunal suprême ;
- 4) confirmer les députés aux diètes, aux fonctions de juges de dernière instance de toutes les cours civiles ⁶.

Les Bas-Valaisans répondirent qu'ils étaient d'accord d'entrer en discussion sur la question du référendum, mais qu'ils ne consentiraient à délibérer sur les autres points que lorsque le Haut-Valais aurait reconnu à l'arrondissement inférieur cinq dizains et autant de suffrages à la Diète générale ⁷.

Voyant qu'ils ne pourraient s'opposer plus longtemps aux revendications bas-valaisannes sans s'exposer au blâme des Confédérés et surtout des ministres alliés, les Haut-Valaisans consentirent, dans la soirée du 19 novembre, à diviser le territoire en treize dizains tout en admettant « que le peuple valaisan, tant sous la Morge qu'au-dessus, userait du droit souverain de sanctionner toutes les ordonnances émanées des diètes générales » ⁸, sans quoi elles n'acquerraient pas force de loi.

Le lundi 21, la constituante aborda la discussion de deux autres problèmes non moins délicats. Il s'agissait, d'une part, de fixer le nombre de juges au Tribunal suprême et, d'autre part, de trancher la question du Conseil d'Etat permanent. Si le premier point fut relativement aisé à régler, le second donna lieu à de sérieuses escarmouches. Soutenus par l'évêque et Hérémence, et se basant sur la déclaration des plénipoten-

5. Ibidem, p. 252. - AV, Rz, cart. 81, fasc. 4, p. 86 bis, Projet d'organisation du Bas-Valais dans le cas de séparation avec le Haut, avec un aperçu des recettes et dépenses.

6. A. J. de RIVAZ, Mémoires, p. 253.

7. Ibidem.

8. Ibidem, pp. 253-254.

tiaires du 23 octobre, les Haut-Valaisans se prononcèrent en faveur du ballivat. Les Bas-Valaisans, auxquels s'était jointe la ville de Sion et le dizain de Sierre, prirent la défense du Conseil d'Etat permanent ; cependant, ils ne s'entendirent pas sur la procédure à suivre. Michel Dufour, en particulier, qui ne craignait pas de combattre les thèses haut-valaisannes, était résolu à tenir tête à la fraction orientale en ne lui cédant «aucun pouce de terrain». Dans une proposition plus modérée, Ch. Emm. de Rivaz chercha à concilier les opinions en suggérant à l'assemblée d'adopter l'idée d'un Conseil d'Etat permanent, tout en réservant à la Diète le droit de l'abroger par un vote de neuf voix contre cinq au cas où cette formule serait préjudiciable à la bonne marche du gouvernement⁹.

Bien que d'accord sur le principe, les députés des dizains supérieurs eussent préféré pour ce vote une majorité de huit contre six.

La discussion de cet objet se poursuivit les jours suivants avec animosité. L'orgueil avec lequel chaque parti défendit son point de vue donna lieu, le 27 novembre, à un incident regrettable. Voici ce qu'en rapporte le chanoine de Rivaz :

« ... Les Allemands, irrités que la Ville (de Sion) et le dizain de Sierre se soient rangés aux partis des Bas-Valaisans... recommencent leurs clameurs méprisantes et menaçantes et leurs orateurs s'indignent qu'une «villote» comme Sion veuille singer les grandes villes aristocratiques de la Suisse ; il s'excite parmi eux un tumulte si bruyant que M. Dufour avertit jusqu'à deux fois le bailli de Sépibus de vouloir bien l'apaiser, et, ce tapage continuant, M. Dufour, qui s'en impatientait, dit au bailli : « Monsieur le Président, faites donc cesser ces clameurs sinon on sera fondé à penser et à dire que vous les autorisez dans l'espoir d'en tirer avantage ». Le bailli piqué de cette observation quitte son fauteuil et se démet de la présidence. Il se fait au même moment... un mouvement tumultueux parmi les Allemands, qui pousse leur premier rang sur les députés bas-valaisans, et le chapeau de M. Jacques de Quartéry en est renversé de dessus sa tête et foulé aux pieds des Haut-Valaisans. Les députés les moins endurants du Bas-Valais en prennent occasion de dire qu'on viole en leur personne le droit des gens et qu'il n'y a plus sûreté pour eux, dans une telle assemblée, et sortent précipitamment de la salle suivis du reste de la députation bas-valaisanne. Ceux-ci ne parlent que de s'en retourner dès le lendemain chez eux ; les Allemands les plus ardents..., ne parlent que de mettre le feu à la ville qui les trahit et de descendre mettre à feu et à sang le Bas-Valais qui les brave »¹⁰.

9. Ibidem, pp. 254-256. - AV, Rz, cart. 81, fasc. 4, p. 90, Ch. E. de Rivaz à Schraut, 7 décembre 1814.

10. A. J. de RIVAZ, Mémoires, pp.257-258.

Cette diète constituante se serait sans doute ajournée *sine die* sans l'intervention du capitaine Weger et de la majorité des députés de Conches, éléments modérés de la délégation orientale, qui firent comprendre à de Sépibus les raisons des Bas-Valaisans de se plaindre de lui. Pour éviter que la scission entre les deux partis ne s'accroûtât, ils l'invitèrent à faire tout ce qui était en son pouvoir pour convaincre les délégués occidentaux de reprendre les délibérations. Ce qui fut fait.

Après bien des hésitations, et non sans s'être assurés de l'appui et de la protection du gouvernement provisoire, les Bas-Valaisans consentirent à poursuivre les travaux ¹¹.

La constituante se remit à l'œuvre ; l'arrangement à l'amiable, qui semblait être exclu lors de la réunion du 27, intervint le mardi 29 novembre. La majorité de l'assemblée décida, en effet, de créer un Conseil d'Etat permanent de trois membres et de réserver le droit à la Diète de l'abroger par un vote groupant la majorité de neuf dizains au cas où cette institution serait préjudiciable à la bonne marche des affaires ¹².

Le lendemain, 30 novembre, les députés autorisèrent l'évêque à participer à la nomination des membres du Conseil d'Etat et fixèrent les conditions générales d'éligibilité de ces derniers.

Les 1 et 2 décembre furent employés à régler le traitement des Conseillers d'Etat et à la mise au point définitive de l'acte constitutionnel.

Le 3 décembre, les Haut-Valaisans, qui avaient dû faire d'appréciables concessions à leurs anciens sujets, se rallièrent à une proposition de Léopold de Sépibus visant à ne pas se séparer avant d'avoir mis un terme au régime provisoire. Les Bas-Valaisans prirent cette démarche en mauvaise part ; ils répondirent que leur compétence se limitait à la rédaction de la loi fondamentale et que, par conséquent, ils n'étaient pas habilités à concourir à l'élection des membres du Conseil d'Etat et du Tribunal suprême.

Au cours de la séance de l'après-midi, de Sépibus fit savoir aux délégués que, selon « la détermination prise le matin pour la nomination aux emplois de Grand Baillif, de Vice-Baillif et de Trésorier, il était fondé à croire que les députés étaient disposés à s'y conformer » ¹³. Comme aucun Bas-Valaisan n'assistait à cette séance de relevée, Indermatten et le vice-bourgmestre de Riedmatten se rendirent auprès de la délégation de l'arrondissement inférieur pour l'inviter à participer aux nominations projetées.

11. AV, T 5/67, Les cinq dizains inférieurs au gouvernement provisoire, 28 novembre 1814.

12. A. J. de RIVAZ, Mémoires, p. 260.

13. AV, T 3/2, 15, p. 1, Extrait « in parte qua » du protocole de la séance de la Diète constituante du Canton du Valais du 3 décembre 1814, après-midi, 7 décembre 1814.

De Rivaz, de Quartéry, Gard et Cornut leur répondirent qu'ils ne prendraient pas part à un acte de mise en activité de la constitution. Ils répétèrent leurs déclarations du matin, et précisèrent que la loi fondamentale du canton « devait être préalablement sanctionnée par les conseils de leur dizain respectif et soumise à l'examen de LL. EE. les ministres ainsi qu'à l'approbation de la Diète de la Confédération suisse »¹⁴.

A la nouvelle de ce refus, de Sépibus, après avoir par de fausses déclarations réussi à gagner à sa cause les dizains du Centre, invita cette assemblée réduite à procéder aux élections gouvernementales¹⁵. Lui-même fut élu président, Charles-Emmanuel de Rivaz, vice-président, et Libérat de Courten, trésorier. On nomma ensuite les membres du Tribunal suprême¹⁶.

Bien que n'approuvant pas ces élections, les Bas-Valaisans concoururent néanmoins, le 5 décembre, à la signature de l'acte constitutionnel¹⁷.

Après les échauffourées du 27 novembre, il fallait s'attendre à une intervention des plénipotentiaires. La réaction ne tarda pas. Le 7 décembre, le ministre d'Autriche rédigea, pour le gouvernement provisoire, la lettre suivante :

« J'allais m'informer auprès de vous, Messieurs, de ce qui pouvait arrêter ou retarder encore la formation de la nouvelle constitution dans l'assemblée générale du Valais dont elle devait s'être occupée plus que jamais depuis que les députés ont quitté Zurich, lorsque j'ai appris à quel excès un parti nombreux s'est livré à la séance du 27 novembre, osant convertir les lieux sacrés des délibérations en une arène retentissante de cris sauvages et des plus violentes menaces qui mirent en fuite tous ceux qui n'étaient pas du nombre des furibonds, et en question la vie de citoyens, l'existence même de la Ville de Sion.

» Si telles sont les dispositions avec lesquelles les délégués campagnards du Haut-Valais paraissent au centre de la législature du pays ; si ce chef-magistrat qui les préside et toute son autorité disparaissent

14. Ibidem.

15. A. J. de RIVAZ, Mémoires, p. 262. - De Sépibus aurait déclaré aux dizains du Centre que le simple fait d'avertir officiellement le Bas-Valais suffisait pour rendre les élections valables. - Le chanoine de Rivaz explique l'empressement de de Sépibus en déclarant que ce dernier craignait que les Bas-Valaisans « n'intriguassent (avec) les dizains du Centre pour le supplanter et faire élire à sa place, grand bailli, le baron de Stockalper, son antagoniste... » (ibidem).

16. Furent élus : J. J. Bircher (Conches) ; A. Walden (Brigue) ; L. Deschallen (Viège) ; N. Roten fils (Rarogne) ; F. I. de Werra (Loèche) ; X. Julier (Sierre) ; J. B. Jacquier (Hérémece) ; A. Theiler (Sion) ; G. Delasoie (Entremont) ; E. Claivaz (Martigny) ; X. de Cocatrix (St-Maurice) ; M. Dufour (Monthey).

17. Pour le texte de cette constitution, cf. AV, T 3/3, 4, Constitution du 5 décembre 1814. — AF, Diète, vol. 695, ff. 99-102.

devant eux comme une ombre impuissante, dites Messieurs, à quoi doivent s'attendre d'un tel peuple, du moins d'une telle assemblée qui les représente si indignement, les Suisses, vos Confédérés futurs, et les souverains alliés, vos amis, vos bienfaiteurs. C'est à vous d'y répondre sans délai. On ne peut rien donner à l'incertitude et au caprice du moment.

» Si les magistrats ne se sentent pas assez forts pour ramener l'ordre et la décence au sein des délibérations, et pour les maintenir invariablement, il faut qu'ils en fassent l'aveu sincère ; une autre autorité ne pourra se dispenser de venir à leur appui. De cette réponse, même de votre silence, si vous tardez de répondre, dépendront les mesures qui pourront être jugées nécessaires dans la crise où vous vous trouvez »¹⁸.

Mais, pendant que de Zurich Schraut condamnait l'attitude haut-valaisanne, une diétine, dont les effets devaient tout remettre en cause, s'ouvrit à Martigny, le 10 décembre, sous la présidence de Michel Dufour. Environ 170 délégués des communes bas-valaisannes s'y réunirent pour discuter de l'acceptation ou du rejet de la constitution du 5 décembre. « On aime à croire ici, rapporte le chanoine de Rivaz, qu'après avoir accepté la nouvelle constitution, qui est en tant de points principaux toute à leur avantage, ils finiront par adhérer pour le bien de la paix, à cette élection. ... Si donc après tant de reculades qu'ils ont fait faire aux Haut-Valaisans, ils allaient s'obstiner à vouloir leur faire faire encore cette dernière que de refaire cette élection, on aurait quelque raison à leur reprocher que si les Haut-Valaisans se sont montrés rusés et astucieux durant tout le cours de cette négociation, eux à leur tour, se sont montrés bien pointilleux et bien difficiles »¹⁹. La majorité des députés réunis à Martigny en décida autrement. Elle rejeta l'acte constitutionnel en se basant notamment sur le caractère illégal des nominations du 3 décembre et sur les prétentions exagérées de l'évêque. De plus, elle constitua un gouvernement provisoire de cinq membres.

Toutefois, ces graves décisions n'obtinrent pas l'appui de tous les Bas-Valaisans. Ainsi, Charles-Emmanuel de Rivaz, qui n'avait pas participé à cette diétine, s'y opposa. Dans une lettre qu'il adressa à Dufour le 13 décembre, il déclara : « Après avoir mis à réfléchir sur notre conversation d'hier, le temps que j'ai demandé pour cela, je me suis arrêté à la résolution de ne pas agir dans un sens contraire à mes idées individuelles, jusqu'à ce que l'opinion publique ne soit connue d'une façon positive, mais je céderai à cette dernière si donc les communes que vous allez consulter se prononcent d'une manière concordante pour l'opinion contraire à la mienne »²⁰.

18. AV, Rz, cart. 81, fasc. 4, pp. 79-81, Schraut au gouvernement du Valais Zurich, 7 décembre 1814. - STOCKALPER, op. cit. pp. 176-177.

19. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 264.

20. AV, Rz, cart. 81, fasc. 4, p. 97, Ch. E. de Rivaz à Dufour, 13 décembre 1814.

De leur côté, les citoyens d'Ardon condamnèrent l'idée de la séparation. Ils déclarèrent que l'on devait plutôt s'intéresser à ce que la fonction de bailli fût accessible à tous les arrondissements. Ils insistèrent, en outre, pour que la commission exécutive, composée du bailli, du vice-bailli et du trésorier d'Etat, fût permanente, et que la constitution fût confirmée et garantie par la Diète fédérale et par les Puissances alliées ²¹.

Que faisait pendant ce temps Léopold de Sépibus ? Méditait-il la lettre de Schraut ? Certainement pas. Les documents nous apprennent qu'ayant hésité toute la semaine à se substituer au gouvernement provisoire, il mit son projet à exécution le 12 décembre, aussitôt après que la résolution bas-valaisanne lui fut connue ²².

Son premier souci, en tant que chef du gouvernement, fut de déjouer l'intrigue des dizains inférieurs. A cet effet, il convoqua une diétine à Sion pour le lundi 19 décembre.

Malheureusement pour lui, aucun représentant du Valais occidental ne parut à cette assemblée.

De Sépibus, qui ne s'attendait pas à une réponse aussi négative, ouvrit néanmoins les débats. Au cours des entretiens, on étudia surtout les moyens de s'opposer à la séparation projetée par les occidentaux. On alla jusqu'à émettre l'idée que si le Bas-Valais persistait dans sa funeste résolution, on se verrait obligé d'envoyer une délégation auprès des plénipotentiaires pour défendre le point de vue haut-valaisan. C'est ce qui se réalisa le 21 décembre après que les Bas-Valaisans Claivaz et Duc (fils) eurent informé officiellement de Sépibus que deux représentants des dizains inférieurs se rendraient incessamment à Zurich en vue d'obtenir la séparation complète du Haut et du Bas-Valais ²³.

Estimant qu'elle n'avait aucune raison de capituler devant le défi lancé par la diétine de Martigny, l'assemblée désigna aussitôt une délégation chargée de la représenter à Zurich ²⁴.

Pour justifier cette démarche, de Sépibus fit placarder, le 22 décembre, dans les communes du Bas-Valais, une proclamation arrêtée le jour précédent. Celle-ci portait notamment que, lors de la diète du 16 novembre, la constitution avait été acceptée au nom du peuple valaisan, pour être la loi fondamentale du Valais. Forts de cette adhésion, les Haut-Valaisans reprochaient aux Bas-Valaisans d'avoir agi dans un sens absolument contraire, en refusant de coopérer à l'élection des principaux magistrats du canton et surtout en réclamant la séparation avec le

21. AV, T 5/68, 15 décembre 1814.

22. Sur l'attitude de Léopold de Sépibus, cf. A.J. de RIVAZ, Mémoires, pp. 265 ss.

23. Les représentants du Bas-Valais étaient J. J. Duc et M. Dufour.

24. Le Haut-Valais délégua X. Julier et F. Indermatten.

Haut-Valais. De plus, ils les avertissaient que la séparation leur serait aussi nuisible qu'aux Haut-Valaisans, dont ils se plaignaient sans raison. « Deviendrez-vous plus libres en vous séparant de ceux auxquels une expérience de plusieurs siècles fait apprécier tous les avantages de la liberté ? Deviendrez-vous plus riches en vous chargeant de tous les frais qu'occasionnerait un gouvernement séparé ? Deviendrez-vous plus forts en perdant au moins les 7/12 de votre corps par ce démembrement » ? ²⁵

Les chefs bas-valaisans, dont le regard était déjà tourné vers Zurich, ne firent aucun commentaire sur cette proclamation ; ils se bornèrent à montrer à leurs populations les avantages innombrables de la séparation.

25. Pour le texte de la proclamation, cf. AV, T 3, 2/13. - STOCKALPER, op. cit. pp. 177-181.

CHAPITRE V

LA REVISION DE LA CONSTITUTION DU 5 DÉCEMBRE 1814

Alors que les délégués du Bas-Valais se trouvaient à Zurich depuis deux jours, les Haut-Valaisans y arrivèrent le 30 décembre, après un voyage rendu pénible par le mauvais temps. Sans perdre une minute, ils se rendirent chez le président de la Diète fédérale pour l'entretenir des récents événements. Ils s'annoncèrent ensuite à Schraut et lui demandèrent une audience.

Pendant ce temps, les représentants du Valais occidental s'occupaient de leurs affaires avec la diligence que l'on imagine. Si, au cours de leurs entretiens avec le ministre d'Autriche, ils ne parvinrent pas à faire triompher l'idée du partage du pays, ils acquirent au moins la certitude que Schraut n'avait pas changé d'avis depuis la déclaration du 23 octobre.

Indermatten et Julier s'en rendirent compte également le 7 janvier 1815, lorsqu'ils se présentèrent à l'audience que le ministre d'Autriche avait bien voulu leur accorder. Cependant, ils attribuèrent cet état de choses à l'habileté des Bas-Valaisans. Selon eux, Duc et Dufour avaient « den guten alten Herrn auf den höchsten Grad zu ihrem System verleitet... sei es in Betracht des Referendums, des Staatsrates, als auch der Nichtvollziehung der Konstitution bevor sie von den HH. Ministern ratifiziert werde »¹. En dépit de cette constatation, la délégation orientale tenta de persuader le plénipotentiaire d'Autriche du bien-fondé des prétentions haut-valaisannes. Mais Schraut, qui était opposé, aussi bien à l'idée de la suprématie des anciens dizains qu'à celle de la séparation, se borna à déclarer que, devant cette situation, il avait l'intention de convoquer une conférence au cours de laquelle on tenterait de concilier d'une manière équitable les intérêts des uns et des autres².

1. G. OGGIER, Wallis in den Jahren 1814 und 1815, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, op. cit. p. 203.

2. Dans le rapport qu'il adressa à de Metternich le 9 janvier 1815, Schraut parlait du Valais en ces termes: « Le Valais, occupé à se trouver une nou-

Pensant que les ministres d'Angleterre et de Russie, voire le président de Wyss, seraient plus sensibles à leurs désirs, Indermatten et Julier allèrent frapper à leur porte. Mais cette initiative se solda elle aussi par un échec. « Was will man anders machen, erklärèrent-ils, wenn man an der Schweiz keine Hülfe haben kann »³.

Tandis que les deux délégations se dépensaient sans compter à Zurich, la population valaisanne, et plus particulièrement les hommes politiques, se demandaient auquel des deux partis les ministres donneraient finalement raison. La réponse ne tarda pas.

Dans une note datée du 10 janvier 1815, les plénipotentiaires firent part à de Sépibus de leur appréciation sur les derniers événements de la politique valaisanne.

Après avoir fait l'historique de leur médiation antérieure et rappelé l'esprit dans lequel s'était déroulé le « conventus national » du mois de novembre, les ministres reprochèrent aux uns d'avoir cherché, par des intrigues, à faire adopter des résolutions essentiellement différentes des principes conseillés par eux, aux autres de vouloir opérer une séparation qui détruirait du même coup l'unité d'un Etat appelé à entrer dans la Confédération suisse. « Les uns et les autres ont méconnu l'intervention des Puissances alliées, ceux-ci en voulant soustraire à leur examen la constitution qu'ils voulaient introduire, ceux-là en ayant recours à un parti extrême qui n'aurait été tolérable que dans le cas où la protection bienveillante des premières cours de l'Europe et les bons offices de leurs ministres en eussent été démontrés insuffisants pour introduire dans le Valais un ordre de choses régulier et stable, digne d'être garanti par les Puissances et par la Suisse »⁴.

velle constitution d'après les conseils suffisamment développés et motivés par les Ministres des Puissances alliées, ne peut pas oublier encore son ancienne division en pays souverain (le Haut-Valais) et pays sujet (le Bas-Valais). La partie haute, cherchant tous les moyens de transporter les effets de cette différence dans la nouvelle constitution, voudrait se ménager une telle prépondérance dans la direction des affaires générales du Pays, que la partie basse, écrasée par une constante majorité des voix, serait absolument à la merci de la première. Cet état de choses est inadmissible ; mais ce qui l'est également, c'est la séparation à laquelle le Bas-Valais vient d'avoir recours pour se mettre à l'abri de la domination du Haut. Il en résulterait une organisation pareille à celle des cantons d'Unterwald et d'Appenzell dont chacun, partagé en deux parties, offre un spectacle continu de division et de nullité politiques. Je ne désespère pas de venir à bout de toutes ces contrariétés et de les soumettre à un système plus conforme à leur propre intérêt et à celui de la Confédération, qui ne trouve pas du tout son compte avec des démocraties « crues » marchant tantôt sur un pied, tantôt sur l'autre ; c'est-à-dire ne marchant guère dans le bon sens. » (AF, Copies Vienne, Schweiz, I. Gruppe, 1814-1820, Fz 249, Berichte, No 3, (AF, 3 (4)).

3. OGGIER, op. cit. p. 204.

4. AV, Ri, fasc. 1/6 (documents politiques), Note des ministres à de Sépibus, Zurich, 10 janvier 1815. - AF, Diète, vol. 695, ff. 93-94.

Ils soulignèrent ensuite qu'à leurs yeux, la constitution du 5 décembre n'était qu'un projet appelant certaines modifications, et que dès lors les nominations faites n'étaient pas valables. Ils relevèrent enfin que pour entrer dans la Confédération helvétique, le Valais devait avoir achevé son organisation.

Afin d'activer les choses, ils invitèrent les intéressés à se réunir à Zurich, ou à donner les pouvoirs nécessaires aux députés qui s'y trouvaient déjà, pour discuter de l'acte du 5 décembre, et pour en reviser les articles ayant trait notamment aux attributions et aux pouvoirs des autorités cantonales.

A la demande du président de Wyss, la conférence préconisée par Schraut s'ouvrit le 12 janvier. Participaient aux entretiens les représentants des Puissances alliées, Schraut, Krudener et Addington, les Haut-Valaisans Indermatten et Julier, les Bas-Valaisans Duc et Dufour, le président de la Diète fédérale de Wyss, ainsi que le chancelier de la Confédération Mousson⁵.

Il est difficile de dire d'une manière exacte ce que furent ces délibérations, comment elles furent conduites et quels incidents les marquèrent. Ce qui est certain, c'est que la constitution du 5 décembre fut examinée article après article et que les Haut-Valaisans, appuyés, semble-t-il, par de Wyss, firent tout ce qui était en leur pouvoir pour tenter de sauver ce qui pouvait l'être. Si le bilan de leurs interventions se solda par un échec, c'est que, d'après eux, « waren alle Bemerkungen darüber schon zum voraus bereitet und die Herren Unterwalliser hatten dabei weiter keine Mühe, als ihren Beifall durch ehrfurchtsvolle Verbeugung an den Tag zu legen ; Herr Schraut und Mousson waren ihre Redner »⁶.

Le 20 janvier, les plénipotentiaires transmirent au gouvernement provisoire la constitution révisée. Ils déclarèrent regretter cette façon d'agir, qu'avaient entraînée les événements de la fin novembre et du début décembre 1814. Ils précisèrent qu'ils entendaient réagir contre la tendance de ceux qui voulaient « placer la liberté dans l'absence de l'autorité et le bonheur public dans la faiblesse de la loi. » Ils insistèrent

5. F. von WYSS, *Leben der beiden Zürcherischen Bürgermeister David von Wyss, Vater und Sohn*, t. II, pp. 144-145. L'auteur cite un billet que Schraut adressa à von Wyss le 12 janvier. Le ministre d'Autriche déclarait notamment : « ... J'accepte avec empressement l'offre que votre Exc. me fait faire hier par M. le Chancelier d'une conférence qui aurait lieu aujourd'hui sur les 5 heures... Mon intention serait de continuer ces conférences sans interruption jusqu'à l'achèvement du projet, puisque du pays même nous ne devons attendre que lenteur, difficultés et obstination, rien, mais rien du tout, qui puisse faciliter et dégager la marche... »

6. OGGIER, op. cit. p. 207. - *Gazette de Lausanne*, No 4, 20 janvier 1815. - Voir également : E. MEIER, *Markus Mousson, Kanzler der Eidgenossenschaft*, extrait des *Zürcher Beiträge zur Geschichtswissenschaft*, t. 14, Zürich, 1952, pp. 108-109. - OECHSLI, *Geschichte der Schweiz im Neunzehnten Jahrhundert*, t. II, Leipzig, 1913, p. 242.

sur l'intention des Puissances et de la Suisse de ne reconnaître le Valais comme Etat indépendant et libre « que lorsque sa Constitution présenterait réellement les principes d'une bonne organisation »⁷.

Il vaut la peine d'examiner les principales dispositions de la constitution arrêtée par les diplomates alliés, cela d'autant plus qu'à l'exception de légers changements de forme et de fond⁸, cette charte sera celle qu'adopteront les constituants valaisans, le 12 mai 1815.

Ce projet de loi fondamentale, disons-le d'emblée, ne contenait pas l'ensemble des normes qui, de nos jours, fixent les grands principes du droit public d'un Etat. Il se bornait à régler, en premier lieu et presque exclusivement, l'organisation, les rapports et les attributions des principaux organes politiques.

Il se composait de 58 articles, répartis en 9 titres.

Le titre premier (art. 1) déclarait que la religion catholique, apostolique et romaine était la religion de l'Etat ; qu'elle avait seule un culte public⁹, et qu'il incombait à la loi de veiller à ce qu'elle ne fût troublée ni dans sa doctrine, ni dans son exercice. Une telle déclaration était non seulement une marque de respect à l'égard de l'Eglise catholique, mais aussi l'affirmation d'une réalité, à savoir que cette Eglise groupait la quasi-totalité de la population valaisanne. Il était donc logique, dans ces conditions, de faire de cette Institution « un élément de l'ordre juridique étatique », et de lui assurer la protection de l'autorité civile¹⁰.

7. AF, Diète, vol. 695, ff. 95-96, Les ministres au gouvernement provisoire du Valais, Zurich, 20 janvier 1815.

8. Voir infra, pp. 98 ss.

9. Il est intéressant de noter que le terme « public », adopté par les constituants de 1802, par ceux de 1815 et par les diplomates alliés, fut banni des constitutions du 30 janvier 1839 et du 14 septembre 1844. Ces lois fondamentales se bornèrent à déclarer que la religion catholique avait « seule un culte ». Les constituants espéraient, par cette mesure, mettre fin aux abus provoqués par l'interprétation que d'aucuns donnaient à l'article 1er de la Constitution du 12 mai 1815 et à l'article 2 de celle du 3 août 1839. La « Gazette du Simplon » (No 3, 16 novembre 1844) nous apprend, en effet, que sous l'empire de ces constitutions, des adhérents à des sectes religieuses parcoururent à maintes reprises le pays, en prêchant, en distribuant des brochures contraires à la doctrine de l'Eglise catholique et en participant non seulement à des réunions de réformés, mais à des assemblées de catholiques (ce fut le cas à Ardon le 14 avril 1844). Il y eut même des conversions de catholiques, et cela à l'insu du gouvernement. Cette pratique était évidemment contraire aux articles additionnels au concordat du 8 juillet 1819 (RO I (XLI), ibidem II (XIX)). Comme moyen de défense, ces « apôtres » déclaraient que leur activité ne se déroulait ni sur les places publiques, ni dans des établissements publics, mais dans des chambres privées. A leurs yeux, cette simple précaution suffisait pour rendre inconstitutionnelle toute action répressive de l'Etat. - Voir également : E. HIS, op. cit. t. II, p. 371.

10. Dans l'esprit des constituants, comme dans celui des ministres, les membres d'autres religions pouvaient naturellement se vouer à la pratique de leur culte, tant que celle-ci se bornait au cercle domestique et tant qu'elle ne provoquait pas des désordres.

Le titre deuxième (art. 2) statuait que le Valais formait un Etat souverain, incorporé comme canton à la Confédération suisse. Le terme souverain était conçu ici dans le sens de pouvoir suprême de commandement. Une telle disposition n'avait rien d'insolite ; elle signifiait simplement que lorsque le Valais aurait adhéré définitivement à la Confédération, il serait, dans les limites établies par le Pacte fédéral¹¹, pleinement indépendant, et jouirait de tous les droits, tant au point de vue interne qu'au point de vue externe. Ce titre portait, en outre, le principe d'unité de la législation et de la forme démocratique du gouvernement. En fait, cette dernière affirmation ne correspondait pas à la réalité, puisque la constitution instituait un régime de privilèges, dont les bénéficiaires étaient l'évêque, les notables, les médecins, les juristes et les officiers. Il eût donc été plus juste de dire que dans cette charte, le gouvernement avait le caractère d'une «aristocratie de fonction»¹².

Le titre troisième (art. 3-4) divisait le territoire en 13 dizains, à savoir : Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, Hérens, Sion, Conthey, Martigny, Entremont, St-Maurice et Monthey. L'article 4 désignait la ville de Sion comme chef-lieu du canton et comme siège des autorités gouvernementales.

Le titre quatrième (art. 5-8) traitait de l'état politique des citoyens. Pour avoir la qualité de citoyen actif, il fallait être bourgeois ou communier d'une bourgeoisie ou d'une commune et avoir 18 ans révolus. Les étrangers désireux d'obtenir cette qualité devaient, au préalable, se faire naturaliser¹³.

11. Notons que sous le Pacte fédéral de 1815, les cantons avaient conservé la jouissance et l'exercice de leur souveraineté, sous réserve des restrictions qu'ils avaient librement consenties (A. FAVRE, Cours de droit public suisse professé à l'Université de Fribourg pendant l'année 1950-1951, cahier I, pp. 8-9).

12. C. SIEGWART-MULLER, *Der Kampf zwischen Recht und Gewalt in der Schweizerischen Eidgenossenschaft und mein Anteil daran*, Altdorf, 1864, p. 630. - HIS (op. cit. p. 231) est d'un avis contraire. Selon lui, le régime juridique du Valais sous l'empire de la constitution de 1815 correspondait aux principes de la souveraineté populaire. Il base son affirmation sur le fait «que les votations populaires dans les dizains transchaient en définitive». - A. SEILER, *Histoire politique du Valais (1815-1844)*. Traduit de l'allemand par G. Ghika, dans *Annales Valaisannes*, 1951, p. 479, note 4) s'élève avec raison contre cette manière de voir en relevant, d'une part, qu'il n'y avait pas de véritables votations populaires dans les dizains et, d'autre part, en déclarant que c'est précisément ce fait que His (op. cit. p. 232) retient dans les autres cantons comme un critère de la négation du principe de souveraineté populaire, à côté de la transmission oligarchique du pouvoir. - Cf. également infra, p. 69.

13. A côté des bourgeois ou communiens portant le titre de citoyen et des bourgeois ou communiens non naturalisés, il y avait les non-communiens, à savoir les habitants perpétuels et les étrangers. Sous la constitution de 1815, étaient rangés dans la classe des habitants perpétuels : a) les habitants reçus avant le 1er janvier 1806 ; b) les patriotes qui, au 1er janvier 1818, étaient domiciliés depuis un an dans une commune, sans être com-

Comme la plupart des constitutions cantonales de la Restauration, celle que proposèrent les ministres des Puissances alliées limitait au strict minimum l'action politique des citoyens. Ceux-ci étaient écartés de toute participation à la désignation des conseillers dézéniaux et des autorités supérieures. Ils devaient se contenter de former, au sein de chaque commune, l'assemblée générale de la commune.

Le titre cinquième (art. 9), intitulé «état des terres», admettait le rachat des biens-fonds. Cette disposition était un produit révolutionnaire. En effet, parmi les causes qui favorisèrent, en 1798, l'extension de la Révolution dans les campagnes, aucune ne fut « plus décisive que le désir d'être délivré des charges féodales qui pesaient si lourdement sur les épaules du petit paysan »¹⁴. Cependant, en dépit de la promesse du général Brune de les abolir sans indemnité, la Constitution helvétique en prescrivit le rachat¹⁵. Les auteurs de la Loi fondamentale de 1802 abondèrent dans cette manière de voir. Estimant qu'il serait injuste d'abolir sans indemnité ou de racheter à un prix dérisoire les dîmes, les fiefs et les droits de parcours¹⁶ appartenant à des individus qui en

muniers en aucun autre endroit du canton ; c) l'étranger établi dans une commune depuis le 1er janvier 1815 et marié à une fille du lieu, moyennant l'autorisation des parents de celle-ci ; d) l'heimatlose ayant séjourné en Valais depuis le 1er janvier 1803 (RL, V, 1827-1838, Décret relatif à l'admission des habitants, 10 mai 1830). L'étranger était un individu qui n'était domicilié en Valais que temporairement. Il ne pouvait y demeurer qu'en vertu d'une autorisation de la police centrale et de la commune de domicile (RL, III, 1815-1820, Décret sur l'établissement d'une police centrale, et l'organisation d'un corps de gendarmerie, 4 décembre 1815).

14. A. RUFER, *La République Helvétique*, dans DHBS, t. IV, Neuchâtel, 1928, p. 53.

15. STRICKLER, AS, t. I, p. 569, art. 13.

16. A la fin du XVIII^e siècle, le droit de mener paître ses troupeaux, à une certaine époque de l'année sur le terrain d'autrui était considéré comme une vraie propriété. Sous la République helvétique, un fort courant d'opinions se forma pour demander l'abolition de cette servitude. Appelés à examiner le problème, le Grand Conseil et le Sénat admirent qu'il était du devoir du législateur « d'enlever les entraves que l'exercice des droits de parcours sur les domaines d'une tierce personne apporterait à leur amélioration » (STRICKLER, AS, t. V, pp. 895 ss, Gesetz über die Loskäufllichkeit von Weidrechten auf urbaren Boden, 22 mars / 4 avril 1800. - RUFER, AS, t. XIV, Weidrechte, pp. 63-107). Se basant sur l'art. 13 de la constitution, les Conseils législatifs décidèrent que le droit de parcours exercé sur les biens-fonds cultivés d'autrui serait rachetable dès que le propriétaire du fonds grevé en demanderait le rachat (STRICKLER, AS, t. V, p. 896, art. 1). Reprenant cette idée, le législateur valaisan déclara dans une loi du 24 mai 1808 (RL, II, 1805-1810), Loi sur l'abolition et le rachat des droits de parcours, 24 mai 1808), que les parcours sur les possessions particulières étaient abolis, à l'exception de ceux qui étaient fondés sur un droit légitime. Ces derniers, abstraction faite des droits de parcours sur les montagnes et les hautes alpes, tombaient sous le coup de l'art. 22 de la constitution. Ils étaient, par conséquent, rachetables. En 1815 les constituants et les ministres ne modifièrent pas le prin-

avaient la propriété, pour les donner à ceux qui les devaient, ils résolurent de garantir le rachat de ces droits à leur juste valeur. Les constituants valaisans de 1815, comme les plénipotentiaires d'ailleurs, n'entrèrent pas en discussion sur ce problème. Chacun admit que, dans la plupart des cas, le système des redevances perpétuelles empêchait le développement normal de la vie économique.

KU 1815

Le titre sixième (art. 10-13) était consacré aux autorités communales et dézénales.

Les communes, moins puissantes que sous l'ancien régime, possédaient tout de même une certaine autonomie. La constitution les autorisait notamment à administrer les biens communaux, à fixer les dépenses, à répartir les charges et à élaborer les règlements de police.

En plus de l'administration des dizains, il ressortait du projet de constitution que les conseils dézénaux exerçaient la souveraineté sur l'ensemble du territoire. La Diète cantonale était certes souveraine dans les affaires intéressant le Valais comme canton suisse et touchant les rapports et obligations visés par le Pacte fédéral. En matière de lois, en revanche, l'opinion de la Diète n'avait qu'une valeur consultative. C'était en réalité les conseils dézénaux qui, en faisant usage du droit d'initiative, de la faculté de demander la convocation d'une Diète extraordinaire, du droit d'élire les députés à la Diète cantonale, et du référendum obligatoire, apparaissaient comme les titulaires véritables de la puissance étatique. Les dizains dictaient en somme le droit ou, pour reprendre l'expression de Carl Schmitt, « leur volonté politique constituait la véritable norme d'un ordre politique valable »¹⁷. D'après la constitution, le souverain n'était donc pas une *universitas civium* comme dans les cantons à «Landsgemeinde», mais une *universitas desenorum*. Cette institution, adoptée d'ailleurs à la demande des Valaisans, n'était pas sans rappeler l'ancien régime, où le pouvoir souverain était exercé par les communes. Elle se rapprochait également de celle des Grisons, où les Juridictions pouvaient refuser de sanctionner l'œuvre des députés au Grand Conseil¹⁸.

Le titre septième (art. 14-36) était consacré au gouvernement.

Le gouvernement comprenait la Diète — autorité suprême — et le Conseil d'Etat.

cipe établi par cette loi. Ajoutons qu'en 1833, le législateur étendit le rachat à tous les « biens-fonds, sans nulle distinction de nature et de localité ni de propriétaire » (RL, V, 1827-1833, Loi étendant à toutes les propriétés le rachat du parcours, 16 décembre 1833).

17. C. SCHMITT, *Verfassungslehre*, München, 1928, pp. 148 ss.

18. AF, Urkunden, Nr. 93, *Verfassung des eidgenössischen Standes Graubünden*, 19. Juni 1820, art. 4-5. - Sur la déclaration des ministres au sujet du référendum, cf. AF, Diète, vol. 695, f. 95 (verso). Note des ministres au gouvernement provisoire du Valais, Zurich, 20 janvier 1815.

La Diète se composait — y compris l'Evêque — de 53 membres. Selon les ministres, les membres de cette haute assemblée devaient être « réellement dignes et capables » d'exercer leur fonction. « A la probité et à l'amour du bien public, disaient-ils, un membre de l'autorité législative doit réunir de l'instruction, il doit appartenir à la classe des hommes les plus éclairés de son pays. Cet avantage seul peut lui assurer la considération et la confiance publiques »¹⁹. Cependant, comme la capacité est un fait, quelque chose de réel par soi-même, il fallait un critère pour la déterminer. Les ministres prirent pour critère les conditions suivantes : être âgé de 25 ans révolus, avoir rempli les fonctions législatives, judiciaires ou administratives dans les autorités supérieures ou de dizain, avoir exercé l'office de notaire public ou être gradué docteur en droit ou en médecine, ou enfin avoir occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne.

Chaque dizain, quelle que fût sa population, était représenté à la Diète par quatre députés. Ces derniers ne votaient pas collectivement, mais individuellement. Les ministres avaient pris cette décision pour compenser, en faveur du Bas-Valais, la supériorité politique des dizains supérieurs. « On a objecté, de la part du Bas-Valais, avaient-ils déclaré, l'inégalité de la représentation dans la Diète, où 5 dizains peuplés de 18 900 âmes à peu près, se trouvent à égalité avec 5 autres dizains qui comptent 11 000 âmes de plus. Les ministres ne veulent point revenir à cet égard à leur première disposition ; mais, en conservant aux dizains du Haut-Valais un avantage aussi considérable, ils jugent cependant indispensable de donner un contre-poids à cette majorité perpétuelle des dizains qui, peut-être, ne serait pas toujours celle des hommes les plus sages et les plus modérés. Dans ce but, et afin de mettre des bornes à l'esprit de localité, trop souvent indifférent ou même opposé au bien général, on a jugé nécessaire de substituer au vote collectif des dizains en Diète, le vote individuel des députés, dont les suffrages seront comptés par tête. Une conséquence naturelle de ce principe est la détermination uniforme du nombre des députés à 4 par dizain »²⁰.

Dans l'assemblée législative, l'évêque avait voix délibérative et son vote équivalait à celui d'un dizain, c'est-à-dire à quatre suffrages. C'était la seule concession que la diplomatie alliée avait accordée au clergé, en ce qui concerne sa participation à la conduite des affaires publiques. Pour justifier cette mesure, les ministres déclarèrent qu'en attribuant au chef du diocèse une représentation égale à celle d'un dizain, ils avaient voulu rendre « hommage à l'antique illustration de ce Siègne épiscopal, mais nullement reconnaître, encore moins rétablir, des prérogatives irré-

19. Ibidem, f. 103, Les mêmes au même, Zurich, 5 février 1815.

20. Ibidem, f. 95 (verso), Les mêmes au même, Zurich, 20 janvier 1815.

vocablement abolies. Les droits de souveraineté et de juridiction exercés autrefois par les évêques de Sion ont pris fin; toute protestation tendant à les faire revivre tombe dans le néant. La dissolution de ce lien est garanti en Valais par les Puissances. Dès lors, il n'a pas été possible d'admettre le vote de l'évêque dans le Tribunal d'appel, ni la participation du Chapitre à l'élection des premiers magistrats. Une influence temporelle limitée est remplacée par la considération religieuse beaucoup plus grande et plus durable qui entoure l'épiscopat »²¹.

Le Conseil d'Etat, autorité exécutive, était un organe collégial permanent. Estimant que la commission exécutive de trois membres instituée par le projet du 5 décembre 1814 ne donnait pas les garanties nécessaires de défense de l'ordre public et d'impartialité, les plénipotentiaires décidèrent de porter à cinq le nombre des conseillers d'Etat. « En l'élevant aux fonctions permanentes d'un Conseil de Gouvernement chargé de l'exécution des lois, de l'administration générale, de la correspondance avec la Confédération et avec l'étranger, enfin de la proposition des affaires qui doivent être soumises aux délibérations de la Diète, les ministres ont reconnu la nécessité, d'un côté, de donner à la composition de ce Conseil une consistance mieux assurée, de l'autre d'y placer la balance des droits que l'équité réclame en faveur du Bas-Valais.

» Le Conseil de gouvernement, composé des trois premiers fonctionnaires et de deux conseillers d'Etat, dont un devra être pris dans les cinq dizains du Bas-Valais, sera l'une des bases de la prospérité future du pays, ainsi que de la bonne harmonie qui doit régner désormais entre ces divers postes.

» Si quelqu'un jugeait cette institution trop forte pour un peuple régi durant des siècles par ses mœurs et ses usages plus encore que par un Gouvernement et par des lois, l'on répondrait, qu'après tant de vicissitudes politiques, un gouvernement bien établi peut seul assurer en Valais la vraie liberté et le préserver de l'anarchie.

» Si la création d'une charge de Conseiller d'Etat pour le Bas-Valais était taxée de partialité, il suffirait de rappeler que les cinq dizains inférieurs, dont la population forme à 2200 âmes près la moitié de celle de la République, n'ont que 20 représentants sur 52, et que, dès lors, la proportion de deux places sur cinq dans le Conseil de Gouvernement est encore en leur défaveur.

» Enfin, le reproche d'augmenter les frais du gouvernement tombe, en considération des grands avantages que cette institution présente. La dépense occasionnée par le traitement du Conseil d'Etat ne sera d'ailleurs pas considérable, et rien n'empêche que la loi n'en diminue

21. Ibidem, f. 96.

la charge pour la caisse publique en laissant aux arrondissements d'où les Conseillers d'Etat seront tirés le soin d'y pourvoir en partie, par un supplément d'honoraires » ²².

La distinction entre la Diète et le Conseil d'Etat était plutôt théorique, puisque, en pratique, ces deux autorités étaient interdépendantes. Le législatif nommait l'exécutif et exerçait sur sa gestion un contrôle déterminé. L'exécutif, de son côté, s'occupait non seulement de l'administration des affaires publiques, mais en vertu de la compétence étendue que lui attribuait la constitution, il possédait le droit d'initiative en matière législative et pouvait convoquer les Diètes extraordinaires. En outre, ses membres, une fois désignés, faisaient automatiquement partie de la députation de leur dizain à la Diète. Cette union étroite entre l'autorité législative et l'autorité exécutive profitait, en définitive, à cette dernière. Ainsi, quand bien même la constitution attribuait à la Diète une primauté juridique, en lui conférant le pouvoir suprême, elle ne lui accordait pas en fait une véritable prépondérance.

Relevons, en outre, que la Diète était compétente pour élire l'évêque du diocèse. Il est surprenant de constater que les ministres alliés aient sanctionné une telle disposition, alors qu'ils avaient précisément refusé le rétablissement des prérogatives temporelles du chef du diocèse. Pensaient-ils que l'unité nécessaire dans l'Etat exigeait que le pouvoir civil s'étendît également sur l'administration de l'Eglise ? Croyaient-ils, au contraire, que l'Etat était au bénéfice d'un privilège ecclésiastique librement consenti ? Il est difficile de le dire. Ce qui est certain, en revanche, c'est que pour les Valaisans, le droit de la Diète de nommer l'évêque était en rapport direct avec la « coutume » qui avait pris naissance au XVII^e siècle. Est-il besoin d'ajouter que, juridiquement et historiquement, cette prétention était insoutenable ²³.

Le titre huitième (art. 37-53) organisait l'ordre judiciaire.

Partageant les vues des constituants valaisans, les ministres décidèrent que les fonctions judiciaires et administratives ne seraient pas incompatibles, et que les membres de la Diète cantonale pourraient être

22. Ibidem, ff. 95 (verso) - 96.

23. La démonstration en fut faite à plusieurs reprises et notamment en 1918 par le Cardinal Gasparri. Dans une lettre qu'il adressa aux autorités valaisannes, le 30 décembre, le Cardinal déclara : «...Il n'est pas possible de reconnaître au Conseil d'Etat aucun droit de désignation (de l'évêque) : et cela, non pas seulement, par défaut de concession analogue, gracieuse ou concordataire (...), mais aussi par défaut de coutumes légitimes ». Abordant la question d'une coutume légitimement établie, le prélat déclara que celle-ci n'avait jamais pu prendre naissance pour la double raison que le droit canon n'avait jamais admis de « *consuetudinem contra libertatem Ecclesiae* », et que Rome avait expressément fait des réserves à ce sujet, lors de la nomination des évêques. « Pour ne rien dire, poursuivit

élus au Tribunal suprême. En outre, ils jugèrent opportun de conserver les trois instances. Ainsi, selon leur importance, les affaires étaient déferées soit aux châtelains, soit aux Tribunaux de dizain, soit au Tribunal suprême. Alors que les châtelains ne connaissaient que des affaires civiles, les Tribunaux de dizain et le Tribunal suprême étaient compétents pour les affaires civiles et pénales.

Le titre neuvième (art. 54-58), intitulé « dispositions générales », statuait notamment que, dans les délibérations de la Diète, les décisions étaient prises à la majorité des suffrages. En outre, il mettait les frais d'instruction publique dans les trois collèges cantonaux à la charge de l'Etat ²⁴.

Un dernier trait de cette constitution, c'est sa rigidité. Afin d'assurer à l'Etat une certaine stabilité, il fut décidé que la loi fondamentale du canton ne pourrait subir de changements qu'après un délai de 5 ans, qu'ils devraient être adoptés par deux Diètes consécutives et décrétés à la majorité de 39 suffrages.

Malgré les avantages que représentait pour eux le compromis préconisé par la diplomatie alliée, les délégués orientaux dénoncèrent en termes violents l'immixtion de l'étranger dans les affaires du Valais. Une telle attitude était d'autant plus déplacée que, sans l'intervention des ministres, le pays n'aurait pas tardé à être plongé dans l'anarchie et la guerre civile. Les mandataires des dizains supérieurs n'eurent cependant pas le temps de discuter les mesures arrêtées. En effet, en communiquant aux Valaisans le nouveau texte constitutionnel, Schraut et ses collègues spécifièrent que les circonstances « en recommandaient impérieusement l'adoption ». Afin de hâter cette adoption, ils les invitèrent à se réunir le 6 ou le 8 février au plus tard. « Pour régulariser (cette) assemblée, dont le calme et la dignité doivent répondre au grand

le Cardinal, des réclamations du Saint-Siège pendant les siècles écoulés, il suffit d'avoir présente la lettre en date du 5 mars 1895, du Cardinal Rampolla au Révérend Mgr François Blatter, où se trouvent les mots : «*Imprimis enim animadversione dignum est, ipsam specialem nominationis formam episcopi Sedun. Alias adhiberi solitam singulari quadam S. Sedis indulgentia non unica vice toleratam minime admissam aut adoptatam fuisse prouti apprimere noscis ; utpote quae, conventionem vel indulto deficiente, nativo Romani Pontificis iuri, et canonicis sanctionibus adversari videatur*» (Message du Conseil d'Etat au Grand Conseil du Canton du Valais, du 8 février 1919, concernant l'élection de l'Evêque de Sion. - Voir également : U. LAMPERT, *Kirche und Staat in der Schweiz*, t. II, Freiburg (Schweiz), 1938, p. 377).

24. L'enseignement dans les collèges était confié au clergé. Des chanoines professaient à St-Maurice et des jésuites à Sion et à Brigue (AV, Département de l'instruction publique, No 4, notamment 4/3 : Rapports et messages, 1818-1844). - Sur l'enseignement primaire en Valais, cf. L. BOURCARD, *L'école primaire valaisanne à la fin du XVIII^e siècle et son histoire de 1798 à 1830*, St-Maurice, 1938. - M. FARQUET, *L'école valaisanne de 1830 à 1910*. Histoire et organisation, extrait de *Vallesia*, 1949.

objet de sa convocation, il convient, déclarèrent les ministres, de fixer le nombre des députés qui s'y rendront à quatre par dizain, conformément au projet de constitution. Il faut, en outre, pourvoir d'avance à ce que les députés soient formellement autorisés par leurs mandats à prendre une détermination définitive, qui implique avec elle une sanction formelle » ²⁵. En pensant qu'une assemblée restreinte aurait plus de dignité, et en s'imaginant que les mandats des délégués seraient tous rédigés dans le sens désirés par eux, les plénipotentiaires se faisaient des illusions sur l'état d'esprit qui animait les parties, et spécialement sur celui des responsables de la politique haut-valaisanne.

25. AF, vol. 695, f. 98, Les ministres des Puissances alliées au gouvernement provisoire du Valais, Zurich, 20 janvier 1815. - Pour sa part, le président de la Diète fédérale de Wyss écrivit une lettre personnelle à de Sépibus pour l'informer de l'urgence qu'il y avait à arrêter une constitution (AF, Diète, vol. 210, No 15, Zurich, 20 janvier 1815). - Voir également : F. von WYSS, op. cit. p. 145, Extrait de lettre du président de la Diète fédérale à de Reinhard, 19 janvier 1815.

CHAPITRE VI

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DE FÉVRIER 1815

La diète constituante groupant les délégués des 3 arrondissements débuta le 13 février. Dans le discours qu'il prononça à l'ouverture de la première séance, Monseigneur, qui avait changé d'attitude à l'égard des problèmes politiques toujours pendants¹, exhorta les participants à ne se permettre aucune démarche illégale capable de troubler le cours des délibérations. Il insista sur le devoir de chacun de tout mettre en œuvre pour restaurer la confiance entre les deux parties du pays. L'acceptation pure et simple des vues haut-valaisannes serait-elle un moyen adéquat pour y parvenir ? Monseigneur ne le pensait pas. En conclusion de son exposé, il rappela que la situation politique du Valais réclamait l'adoption des mesures préconisées par les plénipotentiaires. Leur lettre du 20 janvier contenait selon lui les dispositions essentielles pour régler les différends qui subsistaient.

Après ces paroles, on passa à l'ordre du jour. La présidence de l'assemblée fut le premier objet des délibérations².

Comme le portaient les anciennes coutumes du Valais, la constitution du 5 décembre et le projet proposé par les ministres, la présidence

-
1. « Ce qui décida l'évêque à prendre le parti de revenir sur tant de fausses démarches que le bailli de Sépibus lui a fait faire, c'est, déclare le chanoine de Rivaz (Mémoires, p. 274), qu'il n'ignorait pas que les «Messieurs» de Sion voyant que la ville avait tout à perdre et rien à gagner à la prolongation de cette discussion entre les cinq dizains de l'ouest et les cinq dizains de l'est, et ne voulant pas cesser d'être le chef-lieu du pays, s'étaient résolus à se détacher des Allemands que leur intérêt personnel uniquement rendait si opiniâtre et à faire cause commune avec le Bas-Valais en acceptant la constitution dernièrement dressée et proposée au pays comme la dernière ressource de salut et d'existence. Et ce qui acheva sans doute de lui mettre la puce à l'oreille était qu'outre que les plénipotentiaires avaient hautement déclaré qu'on ne souffrirait plus, encore moins qu'on admettrait plus les protestations, ni de l'évêque, ni du clergé, ni des anciens dizains... »
 2. AF, Diète, vol. 695, f. 124 (verso), Lettre de Ch. Emm. de Rivaz, Dufour et Morand aux ministres alliés, St-Maurice, 27 février 1815.

de la Diète devait être assumée par un député. Or, une question se posait du fait que Léopold de Sépibus ne figurait pas sur la liste des députés de son dizain. Devait-il, en vertu de l'usage ou des dispositions invoquées, être considéré comme le président légal ou bien fallait-il le regarder comme le cinquième délégué de son dizain et, par conséquent, démuné de tous pouvoirs ? La majorité de l'assemblée opina pour le second point de vue.

Dans le débat qui suivit, de Sépibus prit vivement à partie ceux de ses adversaires qui avaient osé contester son bon droit. Il déclara notamment que c'était le président de la Diète fédérale qui l'avait chargé de diriger les délibérations.³

Pour des raisons de temps, la discussion ne fut pas prolongée et de Sépibus occupa le fauteuil présidentiel.

La vérification des pouvoirs mit l'assemblée devant de nouvelles difficultés. Les députés occidentaux eurent, en effet, la désagréable surprise de constater que la fraction orientale ne portait dans ses bagages que des « mandats négatifs »⁴. Pour sa part, de Sépibus avait écrit au gouvernement bernois le 12 février : « Cette assemblée du pays tiendra sa

3. De Wyss déclarait effectivement : « En faisant les vœux les plus sincères pour le succès des délibérations de l'assemblée qui va se réunir sous sa présidence, j'ai l'honneur d'offrir à son Excellence... » (AF, Diète, vol. 210, No 15). Mais en écrivant ces lignes, de Wyss ignorait sans doute que de Sépibus ne représenterait pas le dizain de Rarogne.

4. Voici la teneur de ces mandats (AF, Diète, vol. 695, f. 105-112) :

Conches. Wir Vorsteher und Gewaltshaber im Nahmen aller Gemeinden des Zehnden Goms.

Machen kund und zu wissen was Stands und Würde sie immer seyn möchten, was massen wir von Ihro-Excellenz Herrn Lands-Hauptmann unter den 30ten verstrichenen Monats sind eingeladen worden, 4 Herren Gesandten von unserm Zehnden für auf den 10ten dieses Monats auf Sitten mit gänzlicher Vollmacht zu übersenden, um alldorten den Rapport der Herren Abgesandten, so von Zürich zurückgekommen, samt den mitgebrachten Schriften und Noten anzuhören und so dann sich über die von den Ministern der verbündeten Mächten unter den 5ten Christmonats letztverflossenen Jahres beschlossener Constitutions - Akt gemachte und vorgeschlagene Abänderungen zu vernehmen ; sie beharren aber fest darauf, wenn da nicht einen absoluten bestimmten Befehl von den hohen allierten Mächten vorgeschrieben sey. Daher haben wir dem zu Folge für unsern Zehnden Abgesandte ernamset die hochgeachte, hochweise Herren Dominic Wegner, Zehnen Präsident, Jean-Joseph Bürcher, Gross-Kastlan, Augustin Steffen, Vice-Präsident, und Joseph-Ignace Walpen, Gross-Kastlan, Statthalter, welche wir beauftragen, alles pünktlich abzuhören, zu hinterbringen und ohne absoluten Befehl der hohen Ministern in keine neue Beredungen der Constitution einzutreten ; falls ihnen etwa scheinen würde beyzupflichten nicht anderst als unter feyerlicher protestation. Zu Urkund dessen haben wir gemelten Herren gegenwärtiges ausfertigen lassen, welches wir zur glaubsame unsers Rathsschreibers unterzeichnen lassen.

Goms den 9ten Hornung 1815, Anton Imhoff.

Rarogne. Erklärung. Der Abgesandte von Mörel, Zehnden Raron, soll dem allgemeinem Wunsch, von dem Rath und Gemeinden nicht untreu seyn, sondern wünscht, bei der am 5ten Christmonat 1814 geschlossenen Landes

première séance demain mais elle ne durera pas longtemps, car les Haut-Valaisans... n'entreront pas en discussion sur l'un ou l'autre article, avant qu'ils aient obtenu des ministres la déclaration formelle et par écrit, s'il est dans les intentions des Hauts Princes alliés d'imposer formellement cette constitution qui ne nous plaît pas, ou bien s'ils veulent seulement nous donner des conseils amicaux. Dans le premier cas, nous serions obligés de respecter la force, dans le second cas, nous nous en tiendrons à ce qui a déjà été décidé par la grande majorité, en novembre

Einrichtung zu verbleiben, und kann keineswegs in abändernde Zusätze oder Artikel eingehen, wann nicht ein Gewalt eines ausdrücklichen Befehls von den hohen Ministern in Namen Ihrer hohen Prinzipalen erklärt ist, alsdann aber würde man ein solchen jeder Zeit zu respektieren wissen.

Sitten, den 13ten Hornung des Jahres 1815. (A.) Walcker, Vice-Pres.

Viège. Unter dem Vorsitz des Tit. Herrn Zehnden-Präsidenten Franz Indermatten haben sich die Abgeordnete der sammentlichen Gemeinden des Zehndens Fispach in dem Rathshause der Burgschaft Fispach zu einem förmlichen Zehndenrath gebildet, und vorzüglich das Kreis-Schreiben seiner Excellenz des Herrn Lands-Hauptmann, oder Landraths-Präsidenten, von 30ten Jenner laufenden Jahr, reiflich überlegt, die ab Seiten der HH. Ministern der hohen allierten Mächten eingesendte Noten in nöthige Berathung gezogen, die vom Herrn Präsidenten der helvetischen Tagsatzung und Burgermeister des Kantons Zürichs unter den 20ten Jenner an seine Excellenz, Herrn Lands-Hauptmann de Sepibus, abgefertigte Bermerkungen mit Gebühr beherzigt, und endlich auch die ab Seiten des Herrn Zehnden-Präsidenten würrklich von Zürich zurückkommenden Abgesandten Einbericht mit Nachdruck zu Gemüth geführt, und dann zu dem in Sitten unter dem 12ten dieses ausserordentlich zu haltenden Landrath die schon ehedem gewählten Herren Franz Indermatten, Präsidenten des Zehnden, Casimir Lang, gewesenen Staatsrath, und in dessen Verhinderungs - Falls, Herrn Schreiber und Zehnden-Curial Donat Andenmatten, und die zwey alte Gross-Kastläne Peter Niklaus Fux und Lucas von Schallen ernamset und denselben die gänzliche Vollmacht und Auftrag ertheilt, im Namen des Zehndens, die von den hochgedachten Ministern so dringend und unveränderlich und beynahe gebieterisch vorgeschriebene Staatsverfassung sich zu unterwerfen, und in keine weitere auf eine Abänderung zielende Berathungen einzutreten, auch alle gelind vorzuschlagende unbedeutende Modifikatziones auszuweichen, doch mit dieser Ausdehnung, bey erreigendem Fall einer wiedrigen unter den acht obern Zehnden obwaltenden Gesinnung, der Mehrheit derselben beypflichten zu können.

Fispach den 8ten Hornung 1815. Donat Andenmatten.

Brigue. Die Gesandten des Zehnden Brig erklären sich Instructionsmässig in Nahmen ihres Zehnden, dass sie die neue von den Herren Ministern revidiert und vorgetragene Constitution nicht annehmen können, bis und so lang nicht am Tage liegt, dass es ein Befehl von Seiten dieser seye, oder als ein solches anzusehen. Doch aber nur in dem Fall, wann die Mehrheit der übrigen Zehnden des obern Wallis selbe anzunehmen für rathsam erachtet (Sitten, den 15ten Hornung 1815. F.J. Werra ?).

Loèche. Kund und zu wissen seye Jedermann, so gegenwärtiger berühren mag, dass im Jahr 1815, den 5ten Hornung, der L. Zehnen-Rath des L. Zehnen Leukes in seiner Sitzung am gemeltem Tag auf die Ablesung eines Einladungs-Schreiben auf dem Land-Rath ab Seiten S.E. des Herrn Lands-Hauptmann de Sepibus folgenden Beschluss genommen habe.

Dass die ernante Herren Gesandte auf dem Land-Rath, als die Herren Franz Ignatz von Werra, President des Zehnden, Augustin Julier, Gross-

et en décembre... Nous trouverions moins déshonorant de devenir de bons et braves sujets des princes que les sujets de nos anciens sujets »⁵.

Si l'attitude intransigeante des délégués alémaniques étonna les Bas-Valaisans, la ferme volonté du clergé, de la ville de Sion, du dizain d'Hérémençe et des paysans de Sierre de se soumettre aux injonctions des ministres, déconcerta encore plus les représentants du Haut-Valais ⁶.

Le 16 février, ces derniers durent pourtant se rendre à l'évidence que leurs anciens alliés ne partageaient plus leurs vues. En effet, à la séance du matin, ils s'entendirent conjurer de faire le sacrifice de leurs prétendus droits et d'admettre qu'à la suite des changements survenus en Europe, il était insensé de vouloir garder en Valais l'ancien état de choses ⁷.

Kastlan, Alex Zenruffinen, Gross-Kastlan Statthalter, und Franz Julier, offenen Schreiber, sich laut Einladung nach Sitten verfügen sollen, um allda den Rapport der Herren Abgesandten auf Zürich abzuhören, aber sich in keine andere Konstitutions Projekte einlassen; sondern nur die Konstitution, so unterm 5ten letzten Xbris ist abgeschlossen worden, zu vertheidigen, und dass selbe in Kraft bleiben könne und zu trachten.

Leuk, den 6ten Hornung 1815. Eugène Allet.

Rarogne. Wir, President und Abgesandte der Gemeinden der zwey unteren Drittel des Zehnden Raron, allhier versammelt in dem zwey Drittel Rathe in Folge der abseiten des Lands-Hauptmanns des Kantons Wallis unter dem 31ten Jenner 1815 eingekommenen Einladungsschreiben, um uns über die jüngst eingeloffene Note, enthaltend verschiedene Artikel, so die Minister der Allirten Mächten in der den 5ten Xbris 1814 durch den Landrath verfassten Staatsverfassung, welche sie nur als ein Project ansehn, abgeändert und der Republik anzunehmen vorschreiben, zu berathen; urkunden anmit nach gemachter reifer Ueberlegung und ertheilen denen hochgeachten, wohlgebohrnen Herren Niklaus Roten, Gross-Kastlan, alt Meyer Alois Roten und Herrn Alt-Kastlan Johann Christian Amacker den vollkommenen Gewalt, die oben angeregte Abänderung in dem Constitutions-Akte vom 5ten Xbris, wenn also der ausdrückliche Befehl der Ministern der hohen allirten Mächten ist, und keine Hoffnung vorhanden unsere letzt gemachte Verfassung in ihrem ganzem Umfange unberührt beybehalten zu können, mit den übrigen Zehnen zu befolgen und denselben sich zu unterwerfen, und alles dasjenige abrathen und abstimmen zu helfen, was die Mehrheit der acht obern Zehnen für das Wohl und Bestens des Vaterlands gedeylich erachten würden.

Uebrigens erklären sich obengenannte Glieder des Raths, dass sie keineswegs gesinnet, in irgend eine Unterhandlung, so geringfügig sie auch sein mag, sich mit den Abgesandten des untern Wallis einzulassen, Ihren Herrn Abgesandten keine Gewalt diesfalls ertheilen.

Raron, den 10. Hornung 1815. C. Gattlen.

5. AEB, Akten des geheimen Rates, Bd. 25, Abteilung VII, Wallis, Brief Nr. 4 von Herrn Landes-Hauptmann de Sepibus. Schilderung der Lage des Oberwallis. Hilfsanerbietung im Fall der Noth, Sitten, den 12. Hornung 1815 (Traduction).
6. AF, Diète, vol. 695, ff. 130-131, Le bourgmestre de la ville de Sion aux ministres, Sion, 27 février 1815. - Dans cette note, la ville de Sion déclarait notamment qu'elle avait accepté la constitution révisée car elle n'y avait rien trouvé qui dérogeait aux droits et à la liberté de ses ressortissants... « Elle fut unanimement adoptée sur tous les points, sans aucune réserve. »
7. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 276.

Profitant, sans aucun doute, du désarroi haut-valaisan, et mécontents de la détermination prise par les 5 dizains orientaux, ceux du Bas déclarèrent, ce même jour, que le projet de constitution proposé par Schraut et ses commettants, leur paraissait « assurer le bonheur de leur commune patrie ». Ils ajoutèrent qu'ils l'acceptaient en entier et qu'ils jugeaient superflu d'en discuter son contenu ⁸.

« Là-dessus, écrit le chanoine de Rivaz, les députés des dizains allemands se retirèrent en comité secret et le lendemain vendredi, ils se résignèrent enfin à accepter la nouvelle constitution, mais avec proteste qu'ils ne le faisaient que par égard pour les ministres plénipotentiaires et contre leur persuasion intime que cette constitution ne pouvait pas convenir au pays. Sur cette protestation, poursuit le chanoine de Rivaz, les dizains du Centre et de l'Ouest leur demandèrent s'ils croyaient faire à eux seuls « tout le Valais » et refusèrent de laisser inscrire au protocole la dernière incide de cette phrase » ⁹.

Les journées du samedi et du lundi ne furent marquées par aucun incident fâcheux. En revanche, celle du mardi 21 fut des plus houleuses. En ouvrant la séance, de Sépibus proposa à l'assemblée d'élire les autorités supérieures du canton. La fraction occidentale et les dizains du Centre lui firent remarquer qu'avant de mettre en activité la constitution, il était nécessaire de la rédiger sous forme d'acte authentique. Ils firent observer, toutefois, que cette question serait vite réglée puisque les trois arrondissements avaient accepté volontairement le projet des ministres. De Sépibus s'opposa à ces conclusions. Il déclara qu'en sa qualité de représentant des dizains du Haut-Valais, il se devait de souligner que leur acceptation avait été forcée ¹⁰. Les partisans de l'acte constitutionnel rétorquèrent qu'il ne fallait pas confondre « nécessité de céder » en faveur de la paix, de l'ordre et de la tranquillité publique avec « coaction violente qui prive une des parties contractantes de son entière liberté ». Peu satisfait de cette explication, de Sépibus répliqua qu'il y avait bien coaction violente contre le Haut-Valais, puisqu'on lui enlevait ses anciens droits et qu'on l'obligeait à accepter une constitution qu'il désapprouvait ¹¹.

Estimant inutile de poursuivre les débats dans ces conditions, les députés occidentaux décidèrent de quitter la salle et de s'en retourner chez eux. Mais, à peine furent-ils sortis, qu'une délégation haut-valai-

8. AF, Diète, vol. 695, f. 125, Lettre de de Rivaz, Dufour et Morand aux ministres alliés, St-Maurice, 27 février 1815.

9. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 279.

10. AF, Diète, vol. 695, fol. 125 (recto et verso), Lettre de de Rivaz, Dufour et Morand aux ministres alliés, St-Maurice, 27 février 1815.

11. A.J. de RIVAZ, Mémoires, pp. 280 ss.

sanne vint les prier de regagner la Maison de Ville. « C'était, déclare le chanoine de Rivaz, leur donner l'espérance que le lendemain, on parviendrait peut-être à se rapprocher »¹²

Au cours de la séance du mercredi, la délégation bas-valaisanne fut saisie d'une demande émanant de la députation haut-valaisanne et proposant l'acceptation des trois amendements suivants :

- 1) reconnaître l'incompétence du pouvoir exécutif en matière législative ;
- 2) réduire à trois les membres du Conseil d'Etat ;
- 3) maintenir l'ancien référendum.

Contre l'avis des représentants du Centre, la députation bas-valaisanne écarta les points 1 et 3 sous prétexte que seuls les ministres étaient compétents pour juger de leur opportunité. En revanche, ils se déclarèrent disposés à accepter le deuxième amendement, si le Haut-Valais leur garantissait une représentation de 28 députés aux Diètes souveraines.

Croyant que c'était trop leur demander, les dizains orientaux repoussèrent catégoriquement cette ouverture. Bien plus, de Sépibus fit insérer au protocole une déclaration disant qu'à la suite des notes impératives des ministres alliés et du président de la Diète fédérale, des 10 et 20 janvier, du rapport de l'avocat Pittier relatif à un armement dans le Pays de Vaud, du refus des dizains occidentaux de procéder à des changements aux dispositions proposées par les plénipotentiaires et des prières de leurs collègues du Centre, « les cinq dizains orientaux (avaient) reconnu qu'il y (avait) véritablement force et danger, qu'ils ne se (croyaient) donc pas libres dans leur délibération et (devaient) en conséquence, pour ne pas s'attirer les reproches d'avoir provoqué les malheurs de la guerre sur la patrie, céder aux circonstances actuellement impérieuses en se soumettant sans aucune discussion et délibération quelconque à l'acceptation de la constitution révisée et corrigée par les ministres »¹³.

Dans une contre-déclaration, présentée le 23 février, les délégués occidentaux réfutèrent point par point les accusations formulées par leurs collègues du Haut-Valais. Ils relevèrent notamment que les troupes

12. Ibidem, p. 282.

13. AF, Diète, vol. 695, ff. 113-115, Copie de la déclaration des 5 dizains de l'arrondissement oriental, insérée au protocole de la séance du 22 février 1815. - Ibidem, ff. 121 ss, de Sépibus à Schraut, Sion, 24 février 1815. - De Sépibus croyait-il vraiment à une action militaire des Vaudois et des Bas-Valaisans contre le Haut-Valais ? Il est permis d'en douter. Le 12 février (supra, note 5), n'avait-il pas déclaré au gouvernement bernois : « ... Je ne puis croire qu'on veuille (les Vaudois), uni au Bas-Valais, préparer une attaque contre le Haut. Il est bien vrai que pour le moment, nous ne sommes pas d'accord avec le Bas-Valais, ou plutôt avec quelques-unes de ces têtes «vides» qui trompent le peuple. Néanmoins, il est très

vaudoises stationnées à la frontière valaisanne n'étaient pas dirigées contre le Valais, mais contre Berne au cas où ce dernier tenterait de s'emparer du canton d'Argovie. Ils affirmèrent, en outre, que les motifs invoqués par les dizains supérieurs ne pouvaient pas être à l'origine de leur détermination, puisque leurs mandats leur interdisaient de traiter avec les Bas-Valaisans¹⁴. Ils rappelèrent enfin qu'à plus d'une reprise, le Valais avait manifesté le vœu d'être canton suisse. Cela étant, le peuple et ses dirigeants devaient faire l'effort d'adopter le seul moyen qui leur était offert pour réaliser leurs aspirations, à savoir l'acceptation du projet constitutionnel des plénipotentiaires¹⁵.

Au cours de la discussion qui suivit, chacun s'employa bien plus à démontrer la fausseté des allégations de l'autre qu'à chercher un terrain d'entente.

En fin de compte, les Bas-Valaisans invitèrent les représentants orientaux et leurs collègues du Centre à leur donner leur dernier mot.

En tant que porte-parole des dizains supérieurs, de Sépibus fit savoir que le Haut-Valais désirait écrire aux ministres « pour leur demander si les manifestations contenues dans leurs notes devaient être envisagées comme des ordres, et si ces ordres étaient dans l'intention de leurs maîtres ; que dans le cas d'une réponse affirmative, les dizains s'y soumettraient¹⁶ ».

Ceux du Centre déposèrent leur réponse par écrit. Ils déclarèrent qu'ils auraient désiré un peu moins d'intransigeance de la part du Bas-Valais, mais qu'à ce défaut et à la suite des injonctions de Schraut et du Président de la Diète fédérale, ils avaient jugé convenable de se soumettre à leurs directives¹⁷.

Forts de l'adhésion des députés du Centre, les délégués occidentaux informèrent la fraction alémanique que, la constitution proposée par les plénipotentiaires étant acceptée par la majorité, l'on pouvait procéder à l'élection des magistrats¹⁸.

peu probable qu'on arrive à convaincre le peuple à attaquer le Haut-Valais. » En outre, de Sépibus précisait que s'il devait découvrir qu'il y avait le moindre danger pour le Haut-Valais, il n'hésiterait pas à en informer sur-le-champ les autorités bernoises. En dépit de recherches approfondies, il ne nous a pas été possible de découvrir une telle information.

14. Supra, p. 76, note 4.

15. AF, Diète, vol. 695, ff. 116-117, Copie de la déclaration des cinq dizains de l'arrondissement occidental en réponse à celle donnée par l'arrondissement des cinq dizains supérieurs et consignée au protocole de la séance du 22 février 1815.

16. Ibidem, f. 119 (recto et verso), Extrait du protocole de la séance du 23 février 1815.

17. Ibidem, f. 118, Copie de la déclaration des trois dizains de l'arrondissement du Centre du canton du Valais, insérée au protocole de la séance de la Diète du 23 février 1815.

18. Ibidem, f. 119 (verso), Extrait du protocole de la séance du 23 février 1815.

Ce projet se heurta à l'opposition des représentants du Haut-Valais. Par de Sépibus, ils objectèrent que la constitution devait, pour être mise en activité, recueillir l'unanimité des voix. Comme, selon toutes les prévisions, l'adhésion de tous les partis ne serait jamais obtenue, c'était rejeter d'une manière astucieuse l'initiative bas-valaisanne. D'ailleurs, de Sépibus motiva ce refus en déclarant que son gouvernement, ayant fonctionné depuis le 5 décembre à ce jour, pouvait très bien s'occuper des affaires publiques jusqu'à droit connu, c'est-à-dire jusqu'à la réponse des ministres. Il ajouta que si le Bas-Valais ne voulait pas admettre cet état de choses, il avait le loisir de réorganiser sa commission provisoire ¹⁹.

Si les positions affirmées par les représentants orientaux et leurs interlocuteurs demeuraient intangibles, la diète constituante était vouée à un échec. C'est ce qui arriva ; les derniers appels d'un député du Centre ne changèrent point les opinions. L'on se sépara le 23 février sans avoir abouti à un résultat positif et sans avoir fixé la date d'une nouvelle rencontre.

19. Ibidem.

CHAPITRE VII

DERNIÈRE INTERVENTION DES MINISTRES ALLIÉS

Au lendemain de la rupture des pourparlers, de Sépibus rédigea une lettre destinée au ministre d'Autriche. Après avoir exprimé son étonnement sur l'attitude des plénipotentiaires à l'égard de la constitution du 5 décembre, laquelle lui paraissait conforme à la déclaration du 23 octobre 1814¹, de Sépibus rappela les principales caractéristiques de la constituante qui venait de s'ajourner. Pour montrer la pureté des sentiments et la bonne foi des délégués des dizains orientaux, il releva que ces derniers « auraient volontiers, d'un commun accord, délibéré quelques changements propres à concilier les esprits et à cimenter la bonne union et (la) concorde entre les diverses parties du pays si nécessaires dans un état démocratique »². Malheureusement, l'intransigeance de leurs interlocuteurs et les menaces dont ils s'étaient servis, avaient obligé les Haut-Valaisans à recourir aux plénipotentiaires pour leur demander si l'acte constitutionnel révisé n'était qu'un projet sur lequel il était permis de délibérer, ou s'ils avaient un ordre de « Leurs Augustes Cours » de leur en prescrire l'adoption. « Dans le premier cas, déclara de Sépibus, ils profiteront avec reconnaissance de la permission qu'on voudra leur accorder de délibérer sur un acte qui doit à perpétuité assurer le sort du Valais, et dans le second cas, ils ne s'attireront pas, par une résistance opiniâtre, l'indignation des augustes Monarques, qui les ont délivrés de l'oppression, mais se soumettront respectueusement aux ordres qui leur seront donnés »³.

Comme on le voit, de Sépibus poursuivait un but précis : il voulait donner l'impression à Schraut que seule la mauvaise volonté des Bas-Valaisans avait empêché la conciliation désirée par le Haut-Valais. Sa

1. Supra, pp. 49-50.

2. AF, Diète, vol. 695, f. 122 (verso), De Sépibus à Schraut, Sion, 24 février 1815.

3. Ibidem, f. 123.

démarche eût peut-être rencontré quelque crédit si l'éminence grise de la commission du Bas-Valais, Charles-Emmanuel de Rivaz, n'avait pas mis en garde le ministre d'Autriche contre les éventuels propos que lui tiendrait le président du gouvernement provisoire.

« La diète que votre Excellence avait, par sa note du 20 janvier, indiquée pour le 8 février, n'a été réunie que le 13 et elle s'est dissoute le 23 sans avoir rien terminé. Je m'empresse d'en informer votre Excellence qui l'apprendra également de M. de Sépibus ; mais comme les dixains craignent que le rapport qui vous sera fait à ce sujet ne manque d'exactitude, ils se proposent de nommer une commission qui vous fera un rapport circonstancié » ⁴.

Le rapport annoncé par de Rivaz fut remis à Schraut le 27 février. La commission de l'arrondissement occidental insistait notamment sur les motifs qui avaient poussé la délégation des dizains inférieurs à se déclarer partisans de la constitution révisée par les plénipotentiaires : « ... Elle a réfléchi que si elle entrait en discussion, celle-ci ne porterait de la part des dizains supérieurs, que sur des articles fondamentaux que vos Excellences avaient jugés nécessaires » ⁵. La commission précisa que c'était dans ce même esprit que les Bas-Valaisans avaient rejeté la négociation proposée par les orientaux. Quant à la détermination prise par ces derniers de recourir aux ministres alliés, les auteurs du rapport la déclarèrent contraire « à l'esprit de sagesse » qui aurait dû les animer ⁶.

A la fin février, les choses en étaient là. Les Valaisans, divisés plus que jamais, attendaient l'ultime prise de position des plénipotentiaires. En raison de la situation internationale qui, entre-temps, s'était détériorée ⁷, la réponse de ces derniers n'arriva à Sion que le 24 mars.

Dans une déclaration aussi claire qu'on pouvait le désirer, Schraut et Krudener s'étonnaient que « l'œuvre la plus salutaire et la plus urgente avait été de nouveau différée » ⁸.

Après avoir désavoué l'attitude affichée par les dizains supérieurs lors de la Diète de février, ils s'arrêtèrent avec une insistance toute

4. Ibidem, f. 127, De Rivaz à Schraut, St-Maurice, 25 février 1815. - Voir également : AV, Rz, cart. 81, fasc. 7, p. 21. - Le comité du Bas-Valais était composé de Pittier, Dufour, Morand, Du Fay et de Ch. E. de Rivaz. Dans une lettre qu'il adressa à Schraut, le 1er mars 1815, ce dernier déclara : « Je me suis laissé nommer dans la crainte que si je n'y étais pas, elle (la commission provisoire) ne se trouvât toute composée de personnes qui ont désiré avec chaleur la séparation » (AV, Rz, cart. 81, fasc. 7, p. 77).

5. AF, Diète, vol. 695, f. 125, Lettre de de Rivaz, Dufour et Morand aux ministres alliés, St-Maurice, 27 février 1815.

6. Ibidem, f. 126.

7. Napoléon venait de débarquer (1er mars) au Golfe Juan, près de Cannes.

8. AF, Diète, vol. 695, f. 128, Les ministres au gouvernement provisoire du Valais, 10 mars 1815.

particulière sur le rôle médiateur des Cours royales et impériales dans les conflits divisant les Valaisans. Ils précisèrent que leur unique désir était d'aider « le Valais à se donner la Constitution qu'il (devait) nécessairement avoir pour prendre rang parmi les Etats libres de la Confédération helvétique »⁹. Selon eux, les bases de cette organisation cantonale se trouvaient énoncées dans leur lettre du 20 janvier. « La Diète du Valais doit être bien convaincue qu'une constitution différente obtiendrait aussi peu l'approbation de leurs augustes Cours, que la garantie de la Confédération suisse »¹⁰. Ils ajoutèrent, cependant, que la Diète avait la faculté de modifier, d'un commun accord, les articles de second plan.

En conclusion de leur note, les ministres déclarèrent que leur mission était terminée. « C'est maintenant aux magistrats qui ne peuvent se faire illusion ni sur la situation de leur patrie, ni sur leur devoir, à achever un ouvrage d'où dépend le sort de la république »¹¹.

De Sépibus comprit l'inutilité d'une plus longue résistance. Puisque les ministres demandaient de composer, il fallait le faire tout de suite, ne serait-ce que pour s'assurer l'essentiel : le ballivat. La convocation d'une nouvelle constituante s'imposait d'autant plus que les autorités fédérales approuvaient sans réserve l'attitude des plénipotentiaires. Dans une lettre datée du 25 mars, le président de la Diète fédérale avait en effet déclaré : « Nous savons que les Ministres des puissances sont intervenus avec autant de sagesse que de bienveillance entre les divers partis, et vous ont conseillé l'adoption des principes les plus propres à donner à la constitution du Valais la solidité... Nous vous invitons de la manière la plus pressante à vous réunir sur ces principes. Votre salut en dépend ; la Suisse entière y est vivement intéressée. La sagesse de vos magistrats et le patriotisme de votre peuple nous garantissent le prompt achèvement de cette œuvre aussi urgente que nécessaire »¹². Cette communication, jointe aux déclarations des ministres, décida de Sépibus à informer les grands-châtelains qu'une diète constituante s'ouvrirait à Sion le 1er mai. Il les invita à convoquer leur conseil et à déléguer à cette assemblée des députés munis de pouvoirs suffisants « pour arrêter ce qui pourrait être jugé le plus convenable aux intérêts de la patrie »¹³.

9. Ibidem, f. 128 (verso).

10. Ibidem, f. 129.

11. Ibidem, f. 129 (verso).

12. AF, Diète, vol. 210, No 110, De Wyss au gouvernement provisoire du Valais, Zurich, 25 mars 1815.

13. AV, Rz, cart. 81, fasc. 7, p. 164, De Sépibus aux grands-châtelains, 23 avril 1815.

CHAPITRE VIII

L'ACCEPTION DE LA CONSTITUTION

La dernière constituante s'ouvrit le mardi 2 mai. Tous les délégués des dizains étaient présents, à l'exception de ceux de Loèche¹. Retenu par la maladie, Monseigneur s'était fait excuser².

Après la vérification des pouvoirs, l'assemblée entra en discussion sur la question constitutionnelle. La mauvaise humeur affichée par quelques députés et notamment par le baron de Stockalper fit penser que cette réunion, pas plus que les précédentes, ne parviendrait à concilier les esprits. Ainsi, l'entrée de Napoléon à Paris, les injonctions réitérées des ministres des Puissances alliées et du président de la Diète fédérale, la décision du Congrès de Vienne de reconnaître à la Suisse ses 22 cantons et surtout la faiblesse du gouvernement provisoire, n'avaient pas convaincu tous les députés de l'urgence qu'il y avait à donner au Valais la stabilité politique qui lui manquait.

1. Les députés des dizains étaient les suivants :

M. Dufour, H. Darbellay, Trombert, capitaine, A. Cornut (Monthey); J. de Quartéry, Ch. E. de Rivaz, L. de Preux, Ch. de la Pierre (St-Maurice); Emm. Gay, Et. Claivaz, Ph. Morand, J.F. Roduit (Martigny); F. Gard, L. Pittier, P.F. Deslarzes, P. Ribordy (Entremont); A. de Riedmatten, L. de Courten, P. de Riedmatten, J. de Riedmatten (Sion); V. Favre, J.B. Maitre, F. Dubuis, Th. Blanc (Hérémente); A. de Preux, A. Clivaz, J. Briguët, Ch. Perruchoud (Sierre); N. Roten, père et fils, A. Roten, A. Walker (Rarogne); F. Indermatten, L. Deschallen, D. Andenmatten, P. Gattlen (Viège); Baron G.E. de Stockalper, E. de Stockalper, N. J. Wegner, C. de Sépibus (Brigue); D. Weger, J.J. Bircher, A. Steffen, T. Walpen (Conches).

- Dans une lettre adressée à l'assemblée constituante, le conseil de dizain de Loèche justifia l'absence de ses délégués en déclarant qu'il était préférable, pour l'instant, de s'occuper de la défense du pays plutôt que de lui donner une constitution. D'après le chanoine de Rivaz (Mémoires, p. 294, col. 2), la raison de l'absence des députés de Loèche était autre : le dizain de Loèche ne voulait pas d'un Conseil d'Etat où les Haut-Valaisans ne seraient représentés que par un membre, alors que les Bas-Valaisans disposeraient de deux sièges. « En sorte que leur aversion pour un Conseil d'Etat permanent composé de cinq membres cesserait bientôt, ajoute le chanoine de Rivaz, si on leur accordait d'en avoir deux comme la constitution l'accorde à ceux du Bas-Valais ».

2. Il s'y rendit le 3 mai.

Il fallut attendre le 3 mai et l'énergique intervention de l'évêque pour voir se dessiner les premiers désirs de rapprochement. Aussi étonnant que cela pût paraître, le baron de Stockalper, qui, la veille, avait quitté la salle des délibérations en claquant la porte et en dénonçant avec véhémence l'immixtion des ministres alliés dans les affaires du Valais, fut un des premiers, parmi les opposants, à vouloir composer³. « Cette douce espérance, écrit le chanoine de Rivaz, de toucher enfin au terme de nos honteuses discussions se (soutint) tout le jour de la fête de l'Ascension (4 mai). Pour y parvenir encore plus vite, on déput(a) de graves personnes à Loèche pour y faire tenir un nouveau Conseil de dizain et les amener à venir vendredi (5 mai) se réunir au reste du Haut-Valais résolu à en finir avec les Bas-Valaisans à des conditions presque déjà convenues entre les deux partis »⁴.

Malgré la présence de la délégation de Loèche⁵, la fraction orientale attendit jusqu'au lundi 8 mai pour se décider à accepter, à titre définitif, la constitution proposée par les ministres plénipotentiaires⁶.

Le 9 mai, les membres du gouvernement provisoire, reconnaissant en quelque sorte l'illégalité de leur mandat, donnèrent leur démission. L'assemblée procéda aussitôt à une nouvelle élection⁷.

Le lendemain, le nouveau Conseil d'Etat envoya à Zurich la lettre suivante⁸ :

« Nous nous empressons de vous informer que nous avons enfin arrêté définitivement notre Constitution cantonale. L'esprit de conciliation qui a amené cet heureux résultat et qui a triomphé de la diversité de nos opinions est dû principalement au vif désir dont nous étions tous également animés, celui de serrer sans plus de délai les nœuds qui devaient nous rattacher d'une manière indissoluble à la Confédération helvétique.

3. Le baron de Stockalper, qui espérait représenter le Valais à la Diète fédérale, comprit probablement que de plus longues discussions ne pourraient que lui nuire.

4. A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 295.

5. La députation de Loèche avait rejoint les autres délégations le vendredi 5 mai (A. J. de RIVAZ, Mémoires, p. 295). Elle comprenait F. et A. Julier, I. de Werra et le châtelain J. Zen Ruffinen).

6. Le Haut-Valais aurait attendu la prise de position de Berne à l'égard du Pacte fédéral, avant de prendre une décision définitive sur le projet constitutionnel (A. J. de RIVAZ, Mémoires, p. 296).

7. Furent élus : L. de Sépibus, Ch. E. de Rivaz, L. de Courten, E. de Stockalper et J.J. Duc. Ce dernier, accusé d'irrégularités commises « du temps des Français », fut remplacé quelques jours plus tard par G. Delasoie, de Sembrancher (sur l'affaire Duc, cf. A. J. de RIVAZ, Mémoires, pp. 419-422). Quant au baron G. de Stockalper, le chanoine de Rivaz nous apprend qu'il avait complaisamment renoncé au ballivat, par égard à « son cher cousin » de Sépibus (A.J. de RIVAZ, Mémoires, pp. 298-300).

8. AF, Diète, vol. 695, f. 22, de Sépibus à la Diète fédérale, Sion, 10 mai 1815.

Nous mettons tous le plus grand prix à ce rapprochement et nos vœux seront comblés si nous pouvions nous flatter de vous voir partager les mêmes sentiments.

» Nous allons envoyer auprès de vous nos députés vous porter cet acte constitutionnel. Il repose sur les bases qui nous ont paru les plus adaptées à nos mœurs, et nous sommes pleins de confiance que vous lui accorderez votre garantie.

» Veuillez y ajouter encore la continuation de votre bienveillance et croire que le peuple valaisan mettra toujours son bonheur à la mériter par ses sentiments, ainsi que par son zèle pour tout ce qui pourra contribuer à la prospérité de notre commune patrie. »

A la nouvelle de cet événement, les représentants des cantons prièrent le bourgmestre de Wyss de transmettre aux autorités valaisannes le témoignage de leur estime et de leur attachement. Le président de l'Assemblée fédérale rédigea une note ainsi conçue ⁹ :

« Nous avons appris par la lettre que vous nous avez écrite en date du 10 de ce mois, que les dissensions qui divisèrent le Valais dans ces derniers temps, ont enfin cessé, et que la Constitution de cette République a été définitivement arrêtée. Si cet heureux événement qui va bientôt unir le peuple valaisan aux autres Etats de la Suisse par les liens les plus étroits, vous a comblés de joie, nous pouvons vous assurer, très chers et fidèles Alliés et Confédérés, que nous n'en avons pas moins ressenti de satisfaction. Nous attendons avec impatience vos députés dont vous nous annoncez la prochaine arrivée, et nous nous ferons un devoir bien doux de les recevoir avec les mêmes sentiments d'amitié et d'affection fédérale, que nous avons témoignés aux députés de Neuchâtel et de Genève, dont les Etats viennent d'être admis comme cantons dans notre alliance. »

Entre-temps, l'assemblée constituante avait nommé les membres du Tribunal suprême ¹⁰ et décrété la Constitution ¹¹. En outre, elle avait

9. Ibidem, vol. 210, No 365, Zurich, 20 mai 1815.

10. Furent élus : M. Dufour (Monthey), L. de Preux (St-Maurice), E. Claivaz (Martigny), L. Pittier (Entremont), J.S. Duc (Conthey), J. de Riedmatten (Sion), F. Dubuis (Hérémence), J. de Preux (Sierre), J. de Werra (Loèche), N. Roten fils (Rarogne), J. Lang (Viège), C. de Sépibus (Brigue), J.J. Bircher (Conches) (A.J. de RIVAZ, Mémoires, p. 303).

11. AF, Urkunden, 1814-1848, No 48. Voici le texte du décret :

« La Diète constituante du Canton du Valais arrête : Que le présent acte constitutionnel en cinquante-huit articles est accepté au nom du peuple valaisan pour être la Constitution fondamentale du Canton du Valais. Que cinq expéditions originales en seront dressées, signées par le Président et les Secrétaires de la Diète, pour trois de ces expéditions être transmises à leurs Excellences les ministres d'Autriche, de Russie et d'Angleterre, près la Confédération suisse, une autre adressée à la Diète de la Confédération et la cinquième déposée aux archives cantonales » (signatures).

chargé le baron de Stockalper et Michel Dufour de représenter le canton à la Diète fédérale ¹².

Le 17 juin, la commission diplomatique, qui avait été invitée une semaine auparavant à examiner l'acte constitutionnel du Valais, présenta son rapport. La commission relevait notamment que la Loi fondamentale qui lui avait été soumise était conforme aux dispositions du Pacte fédéral et qu'à certains égards elle comportait des innovations qui la rangeaient parmi les meilleures chartes cantonales. De là, la nécessité pour la Confédération de lui accorder la garantie fédérale ¹³.

Le 19 juin, le baron de Stockalper fit son entrée à la Diète fédérale et prit officiellement possession du fauteuil réservé au Valais. Le discours de bienvenue prononcé par le président de l'assemblée, le bourgmestre de Wyss, fut empreint de la plus vive cordialité ¹⁴.

Dans sa réponse, de Stockalper déclara que le Valais avait senti depuis longtemps déjà la nécessité de voir s'établir un contact étroit entre lui et la Confédération. L'ancien grand-capitaine ajouta que son pays saurait se montrer digne de l'honneur qui venait de lui être fait ¹⁵.

Dans l'intervalle, la Chancellerie fédérale avait transmis aux autorités valaisannes le projet d'Acte de réunion. La Diète cantonale n'étant pas assemblée, le Conseil d'Etat consulta les députés par circulaire. Ce n'est que le 8 juillet que de Sépibus put répondre au Directoire ¹⁶. Sa lettre portait qu'en vertu des pouvoirs qui lui avaient été conférés, le gouvernement habilitait MM. de Stockalper et Dufour à accepter et signer l'Acte de réunion du Valais à la Suisse. De plus, le grand-bailli priait la haute assemblée de reconsidérer la question des contingents fédéraux. Selon lui, la population effective du canton était inférieure au chiffre énoncé à l'art. 3 du projet. De Sépibus signifia enfin que la République valaisanne n'avait pas à participer à la dette helvétique, étant donné qu'au moment de la reconnaissance de cette dernière, elle ne faisait plus partie de la Confédération ¹⁷.

12. Ibidem, La Diète du Valais à la Diète fédérale, Sion, 18 mai 1815.

13. E. A. von 1814 und 1815, t. III, pp. 649-650. « Nach der Ueberzeugung der Kommission kann die neue Konstitution des Wallis den besten schweizerischen Kantonsverfassungen zur Seite gestellt werden, und Sie nimmt daher keinen Anstand, bei der H. Tagsatzung darauf anzutragen, dass, sobald die definitive Vereinigung des Wallis mit der Schweiz erfolgt ist, die Verfassungsurkunde dieses neuen Kantons in's eidgenössische Archiv niedergelegt und unter die durch den 1. Artikel des Bundesvertrags ausgesprochene Gewährleistung gestellt werden möchte ».

14. Ibidem, p. 653.

15. Ibidem.

16. Ibidem, pp. 654-655, De Sépibus à la Diète fédérale, Sion, 8 juillet 1815.

17. Ibidem, p. 655.

La commission diplomatique examina cette lettre avec beaucoup d'attention. Dans le rapport qu'elle fit à la Diète, le 1er août, elle déclara que les choses étaient trop avancées pour qu'on songeât à apporter des changements au projet en question. Afin de dissiper les craintes du gouvernement valaisan, elle invita les députés à reviser, dans un proche avenir, le problème des contingents fédéraux¹⁸.

Dans la note qu'elle adressa le même jour au Conseil d'Etat valaisan, la Diète fédérale tint largement compte des suggestions qui lui avaient été faites¹⁹. Elle précisa, néanmoins, que la refonte de tout le système des contributions en hommes et en argent aurait lieu en 1816, peu après le recensement des populations cantonales²⁰.

A l'ouverture de la séance du 4 août, la commission diplomatique invita les députés à ratifier l'Acte de réunion du Valais à la Suisse²¹. Cette formalité accomplie, les délégués respectifs²² apposèrent leur signature sur ce document qui devait lier à jamais le Valais à la Confédération.

Dans le canton, l'annonce de cet événement ne souleva pas un enthousiasme excessif ; au contraire, en dépit des appels à l'union de la Diète fédérale²³, les esprits restèrent tendus. C'est que chacun savait que la loi arrêtée n'était pas l'œuvre d'une réconciliation sincère, ni la création propre du peuple valaisan, mais le résultat d'une contrainte morale renforcée par des craintes matérielles.

18. Ibidem, p. 656.

19. Ibidem, p. 656-657, Le président de la Diète fédérale au Conseil d'Etat du Valais, Zurich, 1er août 1815.

20. Ibidem, p. 656.

21. Pour le texte de l'Acte de réunion, cf. infra, p. 107.

22. Au nom de la Diète de la Confédération : Nicolas-Frédéric de Mulinen et Vincent de Rüttimann. Au nom du Valais : Gaspard-Eugène de Stockalper et Michel Dufour.

23. STOCKALPER, op. cit. p. 197, Le président de la Diète fédérale à la députation du Valais, Zurich, 12 août 1815.

CONCLUSION

Au début de l'année 1814, la situation politique en Valais présentait certaines analogies avec celle de la Suisse et avec celle d'autres Etats européens qui avaient senti directement ou indirectement l'action de Napoléon. Deux systèmes étaient en présence : la légalité ancienne et la légalité nouvelle. Pour le Haut-Valais et l'évêque, partisans du droit historique, le problème était le suivant : rétablir dans la nouvelle constitution l'état de choses antérieur à 1798. Pour le Bas-Valais, gagné aux idées nouvelles, l'inverse se posait : conserver à tout prix l'indépendance acquise seize ans auparavant, par conséquent tout mettre en œuvre pour faire échouer les plans des sept dizains.

A l'assemblée constituante de juillet 1814, la députation haut-valaisanne, détentrice de la majorité des voix, fit volontairement abstraction des revendications formulées par la délégation du Bas-Valais. Ne considérant que ses propres intérêts, elle décida de conserver les sept anciens dizains et d'en accorder trois à la partie occidentale du pays. En outre, elle rétablit le vote collectif en Diète, supprima le gouvernement central permanent instauré en 1802, octroya à l'évêque et au bailli un suffrage égal à celui d'un dizain, autorisa le Chapitre de la Cathédrale à concourir à l'élection des premiers magistrats, déclara l'allemand langue officielle du canton, et demanda aux députés occidentaux s'ils entendaient «se prévaloir de la force des circonstances pour leur association à la souveraineté ou s'ils (voulaient) entrer en négociation à cet égard».

Estimant que presque toutes les dispositions du projet constitutionnel leur assignaient une position d'infériorité, et introduisaient dans la future organisation politique du canton le principe de l'inégalité des droits, les Bas-Valaisans signifièrent à ceux du Haut qu'ils n'étaient pas disposés à renoncer à leurs aspirations, et que par conséquent, ils ne se sentaient pas liés par les décisions prises.

Pressé par les réclamations bas-valaisannes et par les représentants en Suisse des Puissances coalisées, le gouvernement provisoire convoqua une deuxième constituante. Mais ni cette assemblée, ni la promesse formelle de l'admission du Valais dans la Confédération, n'eurent raison de l'intransigeance haut-valaisanne. Il fallut attendre l'intervention directe de la diplomatie alliée et surtout l'assemblée constituante de novembre 1814 pour décider les anciens souverains à modifier quelque peu leur attitude. Au cours de cette diète, la délégation des dizains orientaux

accepta, en effet, la division du territoire en treize dizains et la création d'un Conseil d'Etat permanent. De leur côté, les représentants du Bas-Valais concoururent à la signature de l'acte constitutionnel issu des délibérations, et cela en dépit des incidents qui avaient marqué les derniers jours de la session, et malgré la nomination, faite sans eux, par la députation du Haut-Valais, des autorités supérieures.

A la suite de cette assemblée constituante, on aurait pu croire que tout allait rentrer dans l'ordre. Tel ne fut pas le cas. En effet, dans une réunion tenue à Martigny le 10 décembre 1814, des extrémistes bas-valaisans rejetèrent purement et simplement la nouvelle charte et demandèrent la séparation du Haut et du Bas-Valais. Cette attitude critiquable, et la volonté de Léopold de Sépibus de mettre en place les nouvelles autorités, eurent pour conséquence de replacer les affaires du Valais entre les mains des plénipotentiaires.

Désireux de mettre un terme aux luttes qui divisaient les Valaisans, les diplomates alliés décidèrent de leur imposer leurs vues, non sans tenir compte cependant d'une formule d'équilibre qui permît d'adapter l'état de choses antérieur à la Révolution avec les exigences nouvelles. Ils confirmèrent la division du territoire en treize dizains et la création d'un Conseil d'Etat permanent. Ils portèrent à cinq les membres de l'autorité exécutive, fixèrent d'une manière uniforme le nombre des représentants des dizains à la Diète cantonale et rétablirent le vote individuel. En outre, ils refusèrent au Chapitre de la cathédrale le droit de participer à l'élection des premiers magistrats du pays et firent de l'évêque l'égal d'un dizain. Enfin, ils maintinrent à deux ans la durée des fonctions supérieures et réintroduisirent le référendum.

C'est sur la base de ces amendements que les parties reprirent leurs entretiens en février 1815. Mais ceux-ci, pas plus que les précédents, ne permirent d'arriver à une entente. Le changement d'attitude de l'évêque, et la neutralité dans laquelle se cantonnèrent les représentants du Centre, apportèrent toutefois la certitude que le Haut-Valais ne parviendrait plus à restaurer l'ancien régime. Léopold de Sépibus s'en rendit parfaitement compte lorsque, à la suite de la détérioration de la situation internationale et de la nouvelle intervention de la diplomatie alliée dans les affaires du Valais, il convoqua une nouvelle constituante pour le 1er mai 1815.

C'est au cours de cette assemblée, mais seulement après s'être assurés que Berne avait accepté le Pacte fédéral, que les Haut-Valaisans résolurent de souscrire au projet constitutionnel proposé par les plénipotentiaires. La nouvelle charte, résultat d'un compromis laborieusement obtenu, entra en vigueur le 4 août 1815.

Bien qu'elle constituât un progrès par rapport aux projets du 2 août et du 5 décembre 1814, la constitution arrêtée par les ministres et adoptée par le législateur valaisan, ne valait pas celle qui avait régi le Valais

de 1802 à 1810. Sa faiblesse ne résidait pas tant dans l'absence de séparation des pouvoirs que dans la méconnaissance du principe démocratique de l'égalité des citoyens dans la conduite des affaires publiques, et surtout dans le déséquilibre qu'elle créait entre le Haut et le Bas-Valais. En effet, en dépit du dosage savant auquel s'étaient livrés Schraut et ses collègues, et de leur désir évident de doter le Valais d'un régime politique qui pût convenir à toutes les tendances, la loi fondamentale qu'ils avaient imposée, profitait, en définitive, à la partie du pays la moins peuplée, les dizains supérieurs. La division du territoire en treize dizains, l'introduction d'un Conseil d'Etat permanent, le vote individuel en Diète et la réintroduction du référendum, ne compensaient de loin pas l'abolition du principe de la représentation proportionnelle au nombre d'habitants en Diète. Il ne faut dès lors pas s'étonner si le problème de l'organisation du canton sur une base plus démocratique fut la cause des discordes qui éclatèrent vers 1820 et qui ne prirent fin qu'après l'entrée en vigueur, en 1840, de la constitution du 3 août 1839.

APPENDICE

I. Constitution de la République et Canton du Valais (12 mai 1815)¹

II. Acte concernant l'admission de la République du Valais comme Canton dans la Confédération suisse (4 août 1815)²

REMARQUES :

- 1) Pour montrer l'influence exercée par les ministres alliés dans l'élaboration de la Constitution, nous donnons, en partant du projet constitutionnel du 5 décembre 1814, la provenance de chaque article.
- 2) — Constitution du 5 décembre 1814 = Cst. 5 déc.
— Constitution proposée par les ministres alliés = Cst. min.
— Nouvelle rédaction de la commission constituante = N. réd.
— Disposition nouvelle introduite par la commission constituante = Disp. n.
- 3) En principe, lorsque nous mentionnons, au milieu ou à la fin d'un article : Cst. min. ou N. réd., nous donnons en note, en plus des explications, soit l'article correspondant de la Cst. du 5 décembre, soit celui de la Cst. des min. On a ainsi, en plus du texte définitif de la Constitution, les textes complets des deux projets qui se sont succédé depuis décembre 1814.

1. AF, Urkunden, 1814-1848, No 48. - RL, III, 1815-1810.

2. AF, Urkunden, 1814-1848, No 49. - RO, I, 36.

I.

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ET CANTON DU VALAIS

Au nom du Tout-Puissant

Titre I.

Art. 1. La sainte Religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat ; elle seule a un culte public ; la loi veille à ce qu'elle ne soit troublée, ni dans sa doctrine, ni dans son exercice (Cst. 5 déc.)¹.

Titre II.

Art. 2. Le Valais forme un Etat libre et souverain, incorporé comme Canton à la Confédération Suisse.

Il est régi par la même constitution et par les mêmes lois. La forme de son gouvernement est démocratique (Cst. 5 déc.).

Titre III.

Division du territoire

Art. 3. Le Canton du Valais est divisé en treize dixains, savoir : Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche, Sierre, dans leurs anciennes limites.

Hérens, dans les limites de l'ancien dizain d'Hérémence avec les communes de Savièse, Ayent et Arba(z).

Sion, formé des communes de Sion, Bramois, Salins, Veysona(z) et Grimisuat.

Conthey, qui comprend les communes de Conthey, Nendaz, Ardon et Chamoson.

1. Le mot «sainte» a été ajouté par les ministres alliés.

Martigny, composé des communes de Martigny, Fully, Saillon, Leytron, Riddes, Isérable(s), Saxon et Bovernier.

Entremont, St-Maurice, Monthey, dans leurs limites actuelles (N. réd.)².

Art. 4. Sion est le chef-lieu du canton. Les autorités supérieures y tiennent leurs séances (Cst. 5 déc.).

Titre IV.

Etat politique des citoyens

Art. 5. Tous ceux qui sont, ou se feront à l'avenir recevoir, bourgeois ou communiens, dans une bourgeoisie ou commune quelconque, sont reconnus citoyens du Valais. Sont exceptés, ceux qui auraient été reçus depuis 1802 à 1811 bourgeois ou communiens, sans avoir préalablement obtenu les lettres de naturalisation prescrites par la loi (Cst. 5 déc.).

Art. 6. Les étrangers ne pourront être reçus bourgeois ou communiens, qu'après avoir été naturalisés par la Diète (Cst. 5 déc.).

Art. 7. Nul ne peut exercer les droits politiques, s'il n'est âgé de dix-huit ans accomplis. Celui, qui réunit plusieurs droits de communauté, ne peut voter que dans une seule ; et il n'est admis à l'exercice de ce droit dans une autre, que six mois après la déclaration qu'il en aura faite aux chefs des deux communes (Cst. 5 déc.).

Art. 8. Aucun citoyen n'est éligible aux fonctions de commune qu'à l'âge de vingt et un ans révolus ; à celles de chef du conseil et aux fonctions de dixain qu'à vingt-cinq ans accomplis (Cst. min.)³.

Titre V.

Etat des terres

Art. 9. Aucun bien-fonds n'est grevé d'une redevance perpétuelle et irrachetable (Cst. 5 déc.).

2. Cst. 5 déc. et Cst. min., art. 3 : Le Canton du Vallais est divisé en arrondissements et Dixains. L'arrondissement oriental comprend les Dixains de Conche(s), Brigue, Viège, Rarogne et Loèche dans leurs anciennes limites. L'arrondissement du Centre est composé des Dixains de Sion, de Sierre et d'Hérens.

L'arrondissement occidental est formé des Dixains de Monthey, St-Maurice et Entremont dans leurs limites actuelles, de celui de Martigny composé des communes de Martigny, Fully, Leytron, Riddes, Isérables, Saxon et Bovernier, et celui de Conthey, qui comprend les communes de Conthey, d'Ardon, Chamoson et Nendaz.

3. Cst. 5 déc., art. 8 : Aucun citoyen n'est éligible aux fonctions de conseiller de commune...

Titre VI.

Autorités des communes et des dixains

X **Art. 10.** Chaque commune a un conseil chargé de l'administration des biens communaux, d'arrêter les dépenses, de répartir les charges et de faire les règlements de police locale (Cst. 5 déc.). Les principes de cette organisation communale sont fixés par une loi applicable à toutes les parties du pays (Cst. min.)⁴.

Art. 11. Il y a dans chaque dixain un conseil qui fait les nominations qui lui sont attribuées, détermine les dépenses, répartit les charges entre les communes et règle les affaires qui concernent le dixain. Une loi de la Diète détermine d'une manière générale l'organisation de ce conseil (Cst. min.)⁵.

Art. 12. Chaque dixain a un président et un vice-président qui remplace celui-ci ; en cas d'absence ou de maladie. Ils sont nommés par le Conseil du dixain (Cst. 5 déc.). Les conditions d'éligibilité sont les mêmes que celles fixées à l'article 18 pour les députés de la Diète (Cst. min.).

Art. 13. Le président du dixain convoque et préside le conseil ; il est chargé de l'exécution des lois, ainsi que des règlements et ordonnances de l'autorité supérieure et du dixain ; il emploie à cet effet les chefs des communes qui lui sont subordonnés sous ce rapport (Cst. 5 déc.).

Titre VII.

Du Gouvernement

Art. 14. Le pouvoir suprême est confié à un seul corps sous le nom de Diète (Cst. 5 déc.).

Art. 15. La Diète est composée des députés des dixains ; chaque dixain a quatre députés qui sont indemnisés par le trésor public (Cst. min.)⁶.

Art. 16. Les députés à la Diète votent individuellement, et les suffrages sont comptés par tête (Cst. min.)⁷.

Art. 17. Les députés à la Diète sont nommés par les conseils de

4. Cst. 5 déc., art. 10 : ... La loi en règle l'organisation.

5. Cst. 5 déc., art. 11 : Il y a dans chaque Dixain un Conseil qui fait les nominations qui lui sont attribuées, détermine les dépenses, répartit les charges entre les communes et règle en général les affaires qui concernent le Dixain. La loi pourvoit également à l'organisation de ce Conseil.

6. Cst. 5 déc., art. 15 : La Diète est composée des députés de chaque dixain. Leur nombre ne peut être au-dessous de quatre ni excéder celui de six ; quatre seulement sont payés par le Trésor public.

7. Cst. 5 déc., art. 16 : Les députés d'un Dixain n'ont qu'un vote collectif.

dixain. Les présidents des dixains sont de droit membres de la Diète. Les députés restent deux ans en place, et sont toujours rééligibles (Cst. 5 déc.).

Art. 18. Pour être élu à la Diète, il faut être âgé de vingt-cinq ans révolus, avoir rempli des fonctions, législatives, judiciaires ou administratives, dans les autorités supérieures ou de dixain, avoir exercé l'office de notaire public, ou être gradué docteur dans les facultés de droit ou de médecine, ou enfin avoir occupé le grade d'officier dans les troupes de ligne (Cst. min.)⁸.

Art. 19. Le révérendissime Evêque a voix délibérative en Diète ; son vote est égal à celui d'un dixain, et compte pour quatre suffrages (Cst. min.)⁹.

Art. 20. La Diète exerce le pouvoir législatif. Les projets de loi sont préparés par le Conseil d'Etat. Les lois elles-mêmes ne sont exécutoires qu'après avoir été référées aux conseils de dixain, et sanctionnées par la majorité de ces conseils (Cst. min.)¹⁰.

Lorsqu'il s'agira de lois financières, de capitulations militaires et de la naturalisation à accorder à un étranger, ces objets sont référés non seulement aux conseils des dixains, mais encore à ceux des communes (Disp. n.).

Le référendum n'est point applicable aux affaires qui intéressent le Valais comme canton de la Suisse, et dérivent des rapports et des obligations établies par le pacte fédéral (Cst. min.).

Art. 21. Elle conclut des capitulations militaires et autres traités sur des objets d'économie et de police avec les Etats étrangers (Cst. 5 déc.)¹¹.

Art. 22. La Diète pourvoit aux dignités et bénéfices ecclésiastiques dont la nomination lui appartenait anciennement (Cst. 5 déc.)

Art. 23. Elle a le pouvoir de faire grâce et de commuer les peines (Cst. 5 déc.).

Art. 24. Le droit de battre monnaie entre exclusivement dans les attributions de la Diète (Cst. min.)¹².

8. Selon la Cst. du 5 déc., art. 18, les châtelains et le chef de commune pouvaient aussi être élus à la Diète.

9. Cst. 5 déc., art. 19 : Le Révérendissime Evêque a voix délibérative à la Diète. Son vote est égal à celui d'un dixain.

10. Cst. 5 déc., art. 20 : La Diète exerce le pouvoir législatif mais aucune loi ni règlement ne sont exécutoires qu'après avoir été référés aux Conseils de commune, conformément à leurs anciens usages et après avoir été sanctionnée par la majorité.

11. L'art. 21 de la Cst. du 5 déc. se termine ainsi : Ces actes sont pareillement soumis à la ratification des conseils des communes.

12. Ce droit n'est pas mentionné dans la Cst. du 5 déc.

Elle reçoit tous les ans au mois de mai, les comptes du trésorier d'Etat, et les rend publics (Cst. 5 déc.).

Art. 25. La Diète nomme un Grand-Baillif, un vice-baillif, un trésorier et deux conseillers d'Etat. Elle choisit ces magistrats dans ou hors de son sein. Le vice-baillif, le trésorier et les conseillers d'Etat, une fois nommés, sont de droit membres de la députation de leurs dixains à la diète. Elle nomme aussi deux secrétaires parmi ses membres pour tenir le protocole de ses délibérations. Elle nomme enfin les députés du canton du Valais à la Diète fédérale de la Suisse (Cst. min.)¹³.

Les nominations attribuées à la Diète sont faites au scrutin secret, et à la majorité absolue des suffrages (Disp. n.).

Art. 26. Pour être promu aux dignités de Grand-Baillif, de vice-baillif, de trésorier, ainsi qu'à l'emploi de conseiller d'Etat, il faut avoir trente ans accomplis, et avoir exercé des fonctions, législatives, judiciaires ou administratives supérieures (Cst. min.)¹⁴.

Art. 27. Des cinq membres du Conseil d'Etat, deux seront toujours choisis dans les cinq dizains occidentaux, et les trois autres dans les huit dizains orientaux.

Des deux membres du conseil pris dans les dixains occidentaux, l'un sera toujours revêtu d'un des trois premiers emplois de ce corps.

Il ne peut jamais y avoir deux membres du même dixain (N. réd.)¹⁵.

Art. 28. Elle se réunit deux fois l'année, savoir le premier lundi de mai et le dernier lundi de novembre (Cst. 5 déc.).

Art. 29. Le Grand-Baillif préside la Diète et le Conseil d'Etat. Il signe et scelle les lois et tous les autres actes des autorités supérieures. Son suffrage décide en cas d'égalité des voix ; il reçoit les pétitions et dépêches adressées au gouvernement, propose les objets que le Conseil d'Etat soumet aux délibérations de la Diète, et donne à la Diète communication de la correspondance avec les autres Etats de la Suisse et avec l'étranger (Cst. min.)¹⁶.

13. Cst. 5 déc., art. 25 : La Diète nomme un Grand-Baillif, un vice-baillif, un trésorier d'Etat et deux secrétaires. Les trois premiers sont choisis dans ou hors de son sein. Le vice-baillif et le trésorier d'Etat font partie de la députation de leur Dixain à la Diète.

14. La Cst. du 5 déc. ne fait pas mention du conseiller d'Etat.

15. Cst. 5 déc., art. 27 : La Diète choisira un de ces trois magistrats dans chaque arrondissement. - Cst. min., art. 27 : La Diète choisira un des trois premiers magistrats dans chaque arrondissement. Un des deux Conseillers d'Etat sera toujours pris dans les cinq dixains du Bas-Valais.

16. Cst. 5 déc., art. 29 : Le Grand-Baillif convoque et préside les Diètes ordinaires. Il signe et scelle les lois et tous les autres actes de l'autorité supérieure. Il a voix délibérative dans les cas de discripance de sept voix contre sept. Il propose soit de son chef, soit sur la demande d'un dixain tous les objets qui doivent être mis en délibération.

Il reçoit les dépêches et les pétitions adressées au Gouvernement. Il donne communication de la correspondance de la Diète.

Les objets, que les conseils de dixain désirent de porter à la Diète, doivent être préalablement délibérés en Conseil d'Etat (N. réd.)¹⁷.

Art. 30. Le vice-baillif remplace le Grand-Baillif en cas de maladie ou autre empêchement (Cst. 5 déc.).

Art. 31. Les secrétaires de la Diète contresignent les lois et les actes émanés de cette assemblée. L'un est secrétaire de la langue française, et l'autre de la langue allemande ; ils rédigent chacun dans leur langue (Cst. 5 déc.).

Art. 32. Le Conseil d'Etat, qui réside dans le chef-lieu du canton, est compsé du Grand-Baillif, du vice-baillif, du trésorier et de deux conseillers d'Etat. Il nomme son secrétaire, qui porte le titre de secrétaire du Conseil d'Etat, et les autres employés qui seront nécessaires dans son bureau (Cst. min.)¹⁸.

Art. 33. Le Conseil d'Etat convoque les Diètes ordinaires et extraordinaires. Il prépare les matières qui doivent être soumises à leur délibération ; il est chargé de l'exécution des lois, de l'administration publique, de la police générale, du contentieux de l'administration, et prend à ce sujet les arrêtés nécessaires. Il surveille l'entretien des grandes routes ; il soigne la correspondance avec le directoire de la Confédération suisse, avec les gouvernements des autres cantons et avec l'étranger (Cst. min.)¹⁹.

Art. 34. Le Conseil d'Etat peut convoquer extraordinairement les membres de la Diète, même en nombre inférieur à celui des assemblées ordinaires. Dans ces réunions en nombre inférieur, il ne pourra être mis en délibération d'autres objets que ceux énoncés dans la lettre de convocation. Sur la demande de trois dixains, le Conseil d'Etat ne peut se refuser à la convocation d'une Diète extraordinaire (Cst. min.)²⁰ ; il est également tenu de proposer à la Diète une demande faite par trois dixains (Disp. n.).

Art. 35. Dans le cas où la tranquillité intérieure, ou la sûreté intérieure serait menacée, le Conseil d'Etat peut disposer de la force armée,

17. Cst. min., art. 29, al. 2 : Les objets que les conseils de dixain désirent de porter à la Diète, doivent être communiqués au Grand-Baillif, pour être préalablement délibérés au Conseil de Gouvernement.

18. Cst. 5 déc., art. 32 : Il y a dans le chef-lieu une commission exécutive composée du Grand-Baillif, du vice-baillif et du trésorier d'Etat.

19. Cst. 5 déc., art. 33 : Cette commission est chargée de l'exécution des lois, de l'administration publique, de la police générale et du contentieux de l'administration.

20. Cst. 5 déc., art. 34 : Elle peut convoquer extraordinairement les membres de la Diète, même en nombre inférieur à celui des assemblées ordinaires ; elle est pareillement autorisée à consulter les Députés par circulaire. Dans la réunion en nombre inférieur, il ne pourra être mis d'autres objets en délibération que ceux énoncés dans la lettre de convocation. Sur la demande faite par trois dixains d'une Diète extraordinaire, la commission ne peut refuser à la convoquer.

mais il doit de suite informer les dixains des mesures qu'il aura prises, et convoquer, si les circonstances l'exigent, une Diète extraordinaire (N. réd.)²¹.

Art. 36. La durée des fonctions du Grand-Baillif, du vice-baillif, du trésorier et des conseillers d'Etat est fixée à deux ans. Le vice-baillif, le trésorier et les conseillers d'Etat sont toujours rééligibles, mais ce n'est qu'après un intervalle de deux ans que le Grand-Baillif peut être réélu à cette charge (Cst. min.)²².

Titre VIII. Ordre judiciaire

Art. 37. Chaque commune peut avoir un juge de première instance sous le nom de châtelain, devant lequel sont portées toutes les causes civiles, et qui prononce en dernier ressort jusqu'à concurrence d'une somme déterminée par la loi (Cst. 5 déc.).

Art. 38. Les châtelains sont nommés par l'assemblée générale de chaque commune, sur une présentation triple faite par le conseil (Cst. 5 déc.).

Art. 39. Ces fonctionnaires restent deux ans en place ; ils sont toujours rééligibles, et prêtent serment entre les mains du grand-châtelain (Cst. 5 déc.).

Art. 40. Les châtelains ont des lieutenants sous le nom de vice-châtelains, nommés de la même manière et pour le même temps (Cst. 5 déc.).

Art. 41. Dans chaque dixain, il y a un juge supérieur, qui prend le titre de grand-châtelain ; il a également un lieutenant (Cst. 5 déc.).

Art. 42. Le grand-châtelain est élu par le conseil de dixain ; il prête serment entre les mains de son prédécesseur. Ses fonctions durent deux ans ; il peut être réélu (Cst. 5 déc.).

Art. 43. Le vice-grand-châtelain est pareillement nommé par le conseil du dixain ; il prête serment entre les mains du grand-châtelain (Cst. 5 déc.).

21. Au lieu de *Conseil d'Etat*, la Cst. du 5 déc. parle de *commission exécutive* et la Cst. min., de *Conseil de Gouvernement*.

22. Cst. 5 déc., art. 37 : Il n'est pas fait mention des conseillers d'Etat. Notons que les art. 36 et 38 de la Cst. du 5 déc. furent déclarés inadmissibles par les ministres. Ils avaient la teneur suivante : Art. 36 : Après la terme de deux ans dès la mise en activité de la Constitution, la Diète délibérera si la commission exécutive doit cesser ses fonctions. Mais sa dissolution ne pourra être décrétée qu'à la majorité de 9 voix sur 14. Art. 38 : Le vénérable Chapitre de Sion concourt aux nominations de ces trois magistrats. Sa voix compte comme celle d'un Dixain.

Art. 44. Les conditions d'éligibilité pour les grands-châtelains et leurs lieutenants sont les mêmes que celles exigées pour les députés en Diète (Cst. 5 déc.).

Art. 45. Dans les dixains qui, pour la convenance de leurs communes, ne voudraient pas de châtelain, le grand-châtelain et son lieutenant peuvent remplir les fonctions de juge de première instance. Le premier assesseur du tribunal remplace le lieutenant dans le cas de maladie et d'autre empêchement (Cst. 5 déc.).

Art. 46. D'un jugement rendu en première instance, on appelle au tribunal de dixain, qui est composé du grand-châtelain ou de son lieutenant et de six assesseurs. Les assesseurs sont choisis par le conseil de dixain parmi les anciens grands-châtelains, leurs lieutenants, juges, anciens juges, notaires, et les hommes les plus recommandables par leur moralité et leurs lumières (Cst. 5 déc.).

Le tribunal du dixain prononce en dernier ressort, jusqu'à la concurrence d'une somme déterminée par la loi. Il a aussi une compétence fixe en matière de police et criminelle (Cst. min.).

Art. 47. Les juges de dixain sont deux ans en place et peuvent toujours être réélus (Cst. 5 déc.).

Art. 48. Deux suppléants sont nommés pour remplacer les assesseurs en cas d'absence ou de maladie (Cst. min.)²³.

Art. 49. Un juge ne peut siéger en cour d'appel pour une cause dans laquelle il a déjà prononcé (Cst. 5 déc.).

Art. 50. Le grand-châtelain ou son lieutenant forment, avec huit assesseurs choisis, comme il est dit à l'article 40, le tribunal criminel et correctionnel de première instance. La procédure est instruite par le grand-châtelain assisté de deux assesseurs ; ce tribunal a aussi deux suppléants (Cst. 5 déc.).

Art. 51. Il y a un tribunal suprême pour tout le canton, qui juge en dernier ressort les causes civiles et criminelles qui dépassent la compétence attribuée aux tribunaux inférieurs. Il est composé de treize membres nommés par la Diète dans ou hors de son sein. Chaque dixain en fournira un.

La création des notaires publics fait partie de ses attributions (Cst. min.)²⁴.

23. Cst. 5 déc., art. 50 : Deux suppléants sont nommés pour remplacer les assesseurs.

24. Cst. 5 déc., art. 53 : Il y a un Tribunal suprême pour tout le Canton qui juge en dernier ressort les causes civiles et criminelles. Il est composé de treize membres nommés par la Diète dans ou hors de son sein. Chaque dixain en fournira un. Le Révérendissime Evêque a droit de siéger dans les causes civiles.

Art. 52. Les juges au tribunal suprême restent deux ans en fonction, et sont toujours rééligibles (Cst. min.)²⁵.

Art. 53. Le tribunal choisit parmi ses membres son président sous le titre de grand-juge ; il a pareillement la nomination de son greffier (Cst. 5 déc.).

Titre IX.

Dispositions générales

Art. 54. Les fonctions administratives et judiciaires ne sont pas incompatibles (Cst. 5 déc.).

Art. 55. Dans les délibérations de la Diète, les décisions sont prises à la majorité des suffrages, et la minorité doit s'y conformer (Cst. min.)²⁶.

Art. 56. L'Etat supporte les frais de l'instruction publique dans les collèges de Sion, St-Maurice et Brigue (Cst. 5 déc.).

Art. 57. Il ne peut être fait aucun changement à la présente constitution avant le laps de cinq ans. Ces changements n'auront lieu qu'après avoir été adoptés dans deux Diètes consécutives, et décrétés à la majorité de trente-neuf suffrages (Cst. 5 déc.).

Art. 58. Le sceau du canton a un champ partie argent et gueule avec treize étoiles dont les couleurs sont argent sur gueule et gueule sur argent ; il a pour légende *Sigillum Reipublicae Vallesiae* (Cst. 5 déc.).

LA DIÈTE CONSTITUANTE DU CANTON DU VALAIS

arrête

Que le présent acte constitutionnel en cinquante-huit articles est accepté au nom du peuple valaisan, pour être la constitution fondamentale du canton du Valais.

Extrait du protocole de la Diète du Valais du 12 mai 1815.

Le Président de la Diète : (signé) De Sépibus

Les Secrétaires de la Diète : (signé) Dufour, Roten

25. Cst. 5 déc., art. 54 : Les Juges au Tribunal suprême restent deux ans en place et peuvent toujours être réélus.

26. Cst. 5 déc., art. 57 : Dans toutes les délibérations.

II.

A C T E

**concernant l'admission de la République du Valais
comme Canton dans la Confédération suisse
(du 4 août 1815)**

Nous, les Députés des Cantons de la Suisse, réunis en Diète extraordinaire à Zurich, notre ville fédérale, faisons savoir par les présentes :

Que le traité conclu entre la Diète fédérale et la Diète de la république du Valais, au sujet de la réunion définitive de cette république à la Suisse, et de son admission formelle dans la Confédération, duquel traité la teneur suit de mot à mot :

Acte de réunion

« La Diète de la Confédération suisse ayant déjà, le 12 septembre 1814, résolu d'acquiescer à la demande de la république du Valais, d'être reçue comme Canton dans la Confédération, et jugeant convenable de ne pas différer plus longtemps cette réunion définitive, avantageuse aux deux parties, et faite pour renforcer, par une entière communauté de destinées et d'intérêts, les sentiments d'affection qui les unissent depuis des siècles ;

» Les fondés de pouvoirs respectifs, savoir :

» Au nom de la Diète de Confédération suisse, Messieurs :

» Nicolas-Frédéric de Mulinen, Avoyer de la ville et république de Berne, et député de cet Etat à la Diète suisse, et

» Vincent de Rüttimann, Avoyer de la ville et république de Lucerne, et député de cet Etat à la Diète suisse,

» et au nom de la république du Valais, Messieurs :

» Le baron Gaspard-Eugène de Stockalper, ancien Grand-Baillif, et

» Michel Dufour, ancien Conseiller d'Etat, Grand-Juge actuel au Tribunal suprême,

» ont conclu et signé l'acte de réunion dont la teneur suit :

Art. 1

» La République du Valais est reçue dans la Confédération suisse en qualité de Canton ; elle prend rang après le Canton de Vaud, et est le vingtième des Etats de la Suisse.

Art. 2

» Le Canton du Valais accède à toutes les dispositions du Pacte fédéral qu'il sera appelé à jurer à l'instar des autres Etats de la Suisse.

Art. 3

» Il fournit à l'armée fédérale son contingent dans la proportion adoptée pour tous les Cantons, à raison de deux hommes sur cent âmes de population ; ce qui fait, sur soixante-quatre mille âmes, un contingent de mille deux cent quatre-vingts hommes.

Art. 4

» La Confédération suisse, ayant égard à la situation économique peu aisée du peuple du Valais, et aux maux qui ont pesé sur lui en 1798 et dès lors, consent à régler son contingent en argent à un taux moyen entre ceux des Cantons de la première et de la seconde classe, et à le fixer à neuf mille six cents francs de Suisse. Par cette disposition et par celle de l'article précédent, il n'est toutefois pas préjugé à la revision des contingents réservée par l'article 3 du Pacte fédéral.

Art. 5

» Par la ratification du présent traité, la réunion sera achevée et définitivement arrêtée à perpétuité.

» Ainsi fait et signé à Zurich, le 4 août de l'an mil huit cent et quinze (1815).»

(L.S.) Signé : Nic-Frédéric de MULINEN, Avoyer de la ville et république de Berne.

(L.S.) Signé : Vincent RÜTTIMANN, Avoyer de la ville et république de Lucerne.

(L.S.) Signé : Gaspard-Eugène de STOCKALPER, député du Valais.

(L.S.) Signé : Michel Dufour, député du Valais.

Ayant obtenu l'approbation des deux parties contractantes, savoir, d'une part, celle des hauts Gouvernements et Autorités souveraines des XXI Etats de la Suisse, Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schwytz, Unterwalden-le-Haut, Glaris, Zug, Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffhausen, Appenzell des deux Rhodes, Saint-Gall, Grisons, Argovie, Thurgovie, Tessin, Vaud, Neuchâtel et Genève, conformément à leurs déclarations insérées au protocole de la Diète ; — et, d'autre part, celle de la Diète de la république du Valais, selon la notification officielle du Conseil d'Etat, du 8 juillet 1815 ; — Nous, pour faire foi que ledit Acte de réunion a été ratifié pleinement et sans réserve ; qu'il sera maintenu et observé fidèlement, et que l'admission, effectuée par ce traité, de la

république du Valais comme canton Suisse, membre de l'Union Helvétique, doit demeurer à perpétuité fondée sur une base invariable, — avons fait dresser à double le présent Acte, et l'avons fait munir des signatures de notre Président et du Chancelier de la Diète, ainsi que du sceau fédéral usité jusqu'à ce jour, à Zurich, le 4 août de l'an mil huit cent et quinze (4 août 1815).

Au nom de la Diète fédérale de la Suisse :

Le Bourgmestre du Canton de Zurich,

Président :

DAVID DE WYSS

(L.S.)

Le Chancelier de la Confédération :

MOUSSON

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	7
--------------	---

Sources et bibliographie	11
--------------------------	----

Introduction	15
--------------	----

LE VALAIS DE 1798 A 1813

Les institutions valaisannes à la veille de la Révolution — La chute de l'ancien régime — La réorganisation politique du pays — Les insurrections haut-valaisannes — Les desseins de la France à l'égard du Valais — Le comportement du général Turreau — Le Valais, République indépendante — Le Valais incorporé à la France — L'entrée des Alliés en Valais.

Chapitre premier	25
------------------	----

LA SITUATION POLITIQUE EN VALAIS AU DÉBUT DE L'ANNÉE 1814

Espoirs des sept anciens dizains — Proclamation du colonel de Simbschen — Mission de G. E. de Stockalper à Fribourg-en-Brisgau — Mécontentement croissant des Haut-Valaisans envers le gouvernement provisoire et à l'égard des Bas-Valaisans — Intervention du colonel de Simbschen — Départ des troupes autrichiennes — Missions de Stockalper à Paris et de Léopold de Sépibus à Zurich — Résultats.

Chapitre II	35
-------------	----

LE PROJET CONSTITUTIONNEL DU 2 AOÛT 1814

Ouverture de la Diète constituante — Composition de

l'assemblée — Revendications des parties — Le projet constitutionnel, ses caractéristiques — Mécontentement des dizains — Convocation d'une nouvelle constituante.

Chapitre III

43

L'OFFRE DE MÉDIATION DES MINISTRES ALLIÉS

Impatience des ministres alliés — Offre de médiation — Nomination des délégués chargés de se rendre à Zurich — Entretiens sur les affaires du Valais — Propositions des plénipotentiaires — Réactions.

Chapitre IV

53

LE « CONVENTUS NATIONAL »

Ouverture du «conventus» — La division du territoire — L'introduction d'un Conseil d'Etat permanent - L'opposition des Haut-Valaisans — L'interruption et la reprise des délibérations — La nomination des autorités exécutives et judiciaires — Protestations du Bas-Valais — La signature de l'acte constitutionnel, 5 décembre 1814 — Réaction des ministres alliés — La diétine de Martigny — Rejet par le Bas-Valais de la constitution du 5 décembre et projet de séparation — Opinion des citoyens d'Ardon — De Sépibus se substitue au gouvernement provisoire — Nouvelles délégations auprès des ministres alliés — Proclamation du Haut-Valais.

Chapitre V

63

LA REVISION DE LA CONSTITUTION DU 5 DÉCEMBRE 1814

Démarches d'Indermatten, Julier, Duc et Dufour auprès des ministres — Déclaration de ces derniers — Revision de l'acte constitutionnel du 5 décembre 1814 — Caractères généraux de la constitution révisée — Directives de Schraut et de ses collègues — Convocation d'une nouvelle assemblée constituante.

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DE FÉVRIER 1815

Prise de position de l'évêque et des représentants du Centre — Intentions des dizains orientaux — Attitude des Bas-Valaisans — Luittes pour et contre la constitution proposée par les plénipotentiaires — Déclarations des délégués des trois arrondissements — Echec des délibérations.

DERNIÈRE INTERVENTION DES MINISTRES ALLIÉS

Rapport de Léopold de Sépibus sur le déroulement de la constituante de février — Démarche analogue de la commission de l'arrondissement occidental — Détérioration de la situation internationale — La réponse des plénipotentiaires aux lettres des Valaisans — Convocation d'une nouvelle constituante.

L'ACCEPTION DE LA CONSTITUTION

Opposition du baron de Stockalper au projet constitutionnel — Attitude du dizain de Loèche — Intervention de l'évêque — Acceptation de la constitution — Election des autorités exécutives et judiciaires — Annonce à la Diète fédérale de la fin des travaux — Réponse du bourgmestre de Wyss — Envoi des députés à la Diète fédérale — Examen de la constitution par la commission diplomatique — Pleins pouvoirs à Gaspard-Eugène de Stockalper et à Michel Dufour pour signer l'Acte de réunion du Valais à la Suisse — Signature de l'Acte — Réactions en Valais.

I. Constitution de la République et Canton du Valais (12 mai 1815)

II. Acte concernant l'admission de la République du Valais comme Canton dans la Confédération suisse (4 août 1815)

